

THE WORLD BANK GROUP ARCHIVES

PUBLIC DISCLOSURE AUTHORIZED

Folder Title: Steel and Power Equipment Project - Industry - Belgium - Loan 0014 - P037358 - Consultation Clause

Folder ID: P037358

Project ID: 1535525

Dates: 1/18/1950 - 4/21/1952

Fonds: Records of the Europe and Central Asia Regional Vice Presidency

ISAD Reference Code: WB IBRD/IDA ECA

Digitized: 11/7/2018

To cite materials from this archival folder, please follow the following format:

[Descriptive name of item], [Folder Title], Folder ID [Folder ID], World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States.

The records in this folder were created or received by The World Bank in the course of its business.

The records that were created by the staff of The World Bank are subject to the Bank's copyright.

Please refer to <http://www.worldbank.org/terms-of-use-earchives> for full copyright terms of use and disclaimers.



THE WORLD BANK
Washington, D.C.

© International Bank for Reconstruction and Development / International Development Association or
The World Bank
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Telephone: 202-473-1000
Internet: www.worldbank.org



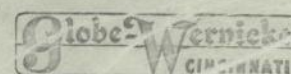
1535525

A1995-203 Other #: 4 193722B

Steel and Power Equipment Project - Industry - Belgium - Loan 0014 - P037358 - Consultation Clause

RETURN TO RECORDS CENTER
CONTAINS ONLY
PRE 1966 MATERIAL

RETURN TO RECORDS CENTER
CONTAINS ONLY
PRE 1966 MATERIAL



USA Patent No. 1484611
MADE IN U. S. A.

DECLASSIFIED
WBG Archives

RETURN TO
GENERAL FILES
AND
CORRESPONDENCE

Belg. 14 Ln

April 30, 1952

AIRMAIL

Dear Mr. Vanheurck:

I wish to acknowledge with thanks your three letters of April 17, 21 and 29, 1952, concerning the placement, renewal or repayment of certain Swiss franc and dollar obligations of the Belgian Treasury.

I trust that by this time you have received my letter of April 16, 1952, in which I discussed the question of the supply of information relative to the long term external debt of Belgium and informed you that it will no longer be necessary for your services to furnish the Bank with current information regarding the short term external operations of the Belgian Treasury.

Yours very truly,

Hector Prud'homme
Loan Officer

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/meg

Ministère des Finances
de Belgique



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction-4e Bureau

T. D N° 607
C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

ns du Trésor libellés en
devises.

Belg. 14 Ln
Bruxelles, le 24 avril 1952.

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT,

1818 H. Street, N.W.

WASHINGTON 25 D.C.

-:-:-:-:-

U.S.A.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 21 avril courant, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a cédé, valeur 22 de ce mois, à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, des bons du Trésor à trois mois de date, d'ensemble fr.s. 22.000.000, escomptés au taux de 3 1/4% l'an.

D'autre part, il sera remboursé, valeur 30 avril courant, à la Confédération Suisse, la quatorzième mensualité de fr.s. 9.375.000, sur le prêt de fr.s. 150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont le solde s'établira ainsi à fr.s. 18.750.000.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.



TRÉSOR
ET DE LA PUBLIQUE

Direction des Finances

T. D. N. 607

C.D.

ANNEXE

Donc la réponse mentionnée dans
l'indication ci-dessus.

En l'absence de l'original en
dépense.

Commissaire le Président

Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.
Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.
Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.

Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.
Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.
Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.

Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.
Le 23.000.000 francs, accompagnés par la loi de 1951, ont
été versés à la Banque de Belgique, à la date du 15.12.51.

En son lieu et place:
Le Ministre des Finances

[Signature]

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

APR 28 1 32 PM 1952



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction 4e Bureau

T.D N° 607
C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Bruxelles, le 21 avril 1952.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

1818 H. Street, N.W.

WASHINGTON 25 D.C.
U.S.A.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 17 avril courant,
émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire sa-
voir que le Trésor belge a remboursé, à leur échéance, soit
le 19 de ce mois, les bons du Trésor, d'ensemble frs. 22.000.000.
cédés à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle,
le 19 décembre 1951.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assu-
rance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

Le Directeur d'Administration,

Williot

M. WILLIOT.

~~J. Vanheurck.~~

*No reply
necessary*



TRÉSORERIE
GÉNÉRALE

Section des Rentes

D. N. 607
C. D.

ANNEXE

la répartition des
indemnités de dégrèvement

Trésor Général
Général

Trésor Général, Monsieur le Président,
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint
le rapport que le Trésor a l'honneur de vous adresser
le 19 décembre 1951, sous le titre :
"Rapport sur les Rentes Internationales".
Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma haute considération.

Au nom du Ministre
des Finances

[Signature]

M. LLOYD

APR 24 9 07 AM 1952

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

Ministère des Finances
de Belgique



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction-4e Bureau

T. DN° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 9 avril courant émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a consenti à renouveler à leur échéance, soit le 16 de ce mois, pour une nouvelle période de 3 mois et moyennant un taux d'escompte de 3 1/4% l'an, les bons du Trésor à 3 mois, d'ensemble \$ 5.000.000, cédés antérieurement à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

Files Belg.
Bruxelles, le 17 avril 1952.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

1818 H. Street, N.W.

WASHINGTON 25 D.C.

United States of America.

---:---:---

No reply necessary 4/2/52

Letter 9 April in

" 16 out

T. W. Rossmann 4/24/52

APR 21 10 19 AM 1952

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

Ministère des Finances
de Belgique



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction 4e Bureau

T.D N° 607
C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
devises

Bruxelles, le 9 avril 1952

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,
1818 H. Street, N.W.,
WASHINGTON 25 D.C.
U.S.A.

RETURN TO
GENERAL FILES
AND
CORRESPONDENCE

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 1^{er} avril cou-
rant, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de
vous faire savoir que le Trésor belge a consenti au
renouvellement, différé de deux jours, pour une durée
de 3 mois et moyennant un taux d'escompte de 3½% l'an
des bons du Trésor d'ensemble fr.s.8.600.000, cédés
antérieurement à la Banque des Règlements Interna-
tionaux à Bâle, et venant à échéance le 7 de ce mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'as-
surance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

acc. avril 16/52 Schel. Info.

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVEL.

APR 11 8 58 AM 1952

Ministère des Finances
de Belgique



TRÉSORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

Direction de Budget

TD N. 607
CD

ANNEXE

Les réponses, mentionnant les
noms des personnes, doivent être
adressées au destinataire.

Le Trésor libellé
révisé

Monsieur le Président,

En réponse à votre lettre du 17 avril 1952, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a consenti au renouvellement de votre prêt de 3 millions de francs belges et moyennant un taux d'escompte de 3,1% des fonds du Trésor d'un montant de 1.800.000 francs belges. Antérieurement, la Banque des Régiments Internationaux à Paris, et vous, à échéance le 7 de ce mois. Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

En nom du Ministre:
Le Directeur Général,

J. Vermeir

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT
1015 N. Street, N.W.,
WASHINGTON 25 D.C.
U.S.A.

RETURN TO
GENERAL FILES
AND
CORRESPONDENCE

Bruxelles le 17 avril 1952

Belg-14 Ru

AIR MAIL

April 7, 1952

Dear Mr. Vanheurck:

I wish to acknowledge receipt of your letter of April 1, 1952, concerning the placement with the Bank for International Settlements of Sw. frs. 15,000,000 Belgian Treasury bills expiring June 30 and July 1, 1952.

Thank you for bringing this information to the attention of the Bank.

Yours very truly,

Hector Prud'homme
Loan Officer

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/ecg



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction-4e Bureau

T. D N° 607
C. D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés en
devises.

Belg. 14 Rn
Bruxelles, le 1^{er} avril 1952.

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT,
1818 H. Street, N.W.
WASHINGTON 25 D.C.-
(U.S.A.)

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 28 mars écoulé, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a réalisé avec la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, les opérations en devises ci-après:

- 1) valeur 31 mars écoulé: cession de fr.ss. 10.000.000 nominal, en bons du Trésor à l'échéance du 30 juin prochain, escomptés au taux de $3\frac{1}{4}\%$ l'an;
- 2) valeur 1^{er} avril courant: cession de fr.ss. 5.000.000 nominal, en un bon du Trésor à l'échéance du 1^{er} juillet prochain, escompté au taux de $3\frac{1}{4}\%$ l'an.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

Belf - 14

March 31, 1952

Dear Mr. Vanheurck:

I write to acknowledge receipt of your letter of March 28, 1952, concerning the placement of \$1,000,000 and Sw. frs. 20,750,000 Belgian Treasury bills with the Bank for International Settlements, and the payment on March 31, 1952 of the thirteenth monthly instalment on the Sw. frs. 150,000,000 credit.

Thank you for bringing this information to the attention of the Bank.

Yours very truly,



Hector Prud'homme
Loan Officer

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/meg

Ministère des Finances
de Belgique



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction 4e Bureau

T. D N° 607
C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Belg.
Bruxelles, le 28 mars 1952

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT,
1818 H. Street, N.W.
WASHINGTON 25 D.C.
(U.S.A.)

Bons du Trésor libellés
en devises

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 21 mars courant, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a réalisé avec la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, les opérations en devises ci-après:

- 1) valeur 25 mars courant: cession de \$ 1.000.000 nominal, en un bon du Trésor à l'échéance du 25 juin 1952, escompté au taux de $3\frac{1}{4}\%$ l'an;
- 2) valeur 26 mars courant: cession de fr.s. 20.750.000 nominal, en bons du Trésor à l'échéance du 26 juin 1952, escomptés au taux de $3\frac{1}{4}\%$ l'an.

D'autre part, il sera remboursé, valeur 31 de ce mois, à la Confédération suisse, la treizième mensualité de fr.s. 9.375.000 sur le prêt de fr.s. 150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont le solde s'établira ainsi à fr.s. 28.125.000.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

act. March 31/52



TRÉSOR
GÉNÉRAL

Direction des Bureaux

T. D. N.
C. D.

ANNEXE

Annexe à l'ordonnance n° 10 du 10 mars 1952
relative à la répartition des crédits

du Trésor libellés
en devises

Monsieur le Président,

Enjoint suite à un dépôt du 21 mars courant,
émis par le Trésor, j'ai l'honneur de vous faire
savoir que le Trésor a réalisé avec la Banque des
Réglements Internationaux, à Bâle, les opérations en
devises ci-après :

1) Prêt de 1.000.000 de francs suisses : cession de 1.000.000 nominal
en un bon du Trésor à l'échéance du 25 juin 1952, es-
compté au taux de 3% l'an;

2) Prêt de 1.000.000 de francs suisses : cession de 1.000.000 nominal,
en un bon du Trésor à l'échéance du 25 juin
1952, escompté au taux de 3% l'an.

En outre, il sera remboursé, valeur 31 de
ce mois, à la Confédération suisse, la troisième mensualité
de 1.000.000 de francs suisses sur le prêt de 1.000.000.000
dont il est question en l'une de nos lettres du 10 avril
1951 et dont le solde s'établira ainsi à 1.000.000.000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assu-
rance de ma haute considération.

Au nom du Ministre :

LE MINISTRE, GÉNÉRAL,

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT,
1818 R. Street, N.W.,
WASHINGTON 25 D.C.
(U.S.A.)

Bruxelles le 21 mars 1952

RECEIVED

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

MAR 31 9 23 AM 1952

March 24, 1952

Dear Mr. Vanheureck:

I am writing to acknowledge receipt of your letter of March 21, 1952, concerning the placement with the Bank for International Settlements of Sw. frs. 65,550,000 Belgian 3% Treasury bills maturing May 14, 1952.

Thank you very much for bringing this information to the attention of the Bank.

Yours very truly,

W. Koster
Loan Officer

Mr. J. Vanheureck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

W.K.

 Joseph Fajans/meg



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction 4e Bureau

T.D N° 607
C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
devises

Bruxelles, le 11 mars 1952

Bely Lin 14

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,
1818 H. Street, N.W.
WASHINGTON 25 D.C.
(U.S.A.)

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 11 mars cou-
rant, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous
faire savoir que le Trésor belge a cédé, valeur 14 de
ce mois, à la Banque des Règlements Internationaux, à
Bâle, des bons du Trésor à deux mois de date, d'ensemble
fr.s.65.550.000, moyennant un taux d'escompte de 3% l'an

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'as-
surance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

act. March 24/52

March 18, 1952

Dear Mr. Vanheureck:

I wish to acknowledge receipt of and thank you for your letter of March 11, 1952, in which you informed the Bank that the Belgian Government redeemed on March 7, 1952, \$3 million 2 7/8% Belgian Treasury bills held by the Bank for International Settlements and has placed with the same bank \$5 million Belgian 3 1/2% Treasury bills payable on June 9, 1952.

Very truly yours,



W. Koster
Loan Officer

Mr. J. Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/bvm



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction 4e Bureau

T. DN° 607
C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Bely Loan 14
Bruxelles, le 11 mars 1952

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,
1818 H. Street, N.W.
WASHINGTON 25 D.C.
US.A.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 28 février écoulé, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a réalisé, valeur 7 mars courant, les opérations ci-après avec la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, savoir:

- 1) remboursement des bons du Trésor 2 7/8% à trois mois, d'ensemble \$ 3.000.000, venus à échéance (cfr. ma dépêche du 10.12.1951, même émargement);
- 2) cession de \$ 5.000.000 nominal, en bons du Trésor à l'échéance du 9 juin 1952, escomptés au taux de 3 1/2% l'an.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

acc. 17/18/52

Bely - 2/14

AIRMAIL

March 3, 1952

Dear Mr. Vanheurck:

I write to acknowledge your letter of February 28, 1952, concerning the placement of \$4,000,000 and Sw. frs. 17,500,000 Belgian 3-month Treasury bills with the Bank for International Settlements and the payment to the Swiss Confederation of the twelfth monthly amortization instalment on the Sw. frs. 150,000,000 credit of April, 1951.

Thank you for bringing this information to the attention of the Bank.

Yours very truly,



W. Koster
Loan Officer

Mr. J. Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/meg





TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3^e direction 4^e bureau

T.D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises.

Bruxelles, le 28 février 1952.

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT,
1818 H. Street, N.W.
WASHINGTON 25 D.C.
-:-:-:-:-
United States of America.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 8 février courant, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a cédé, valeur aujourd'hui, à la Banque des règlements internationaux, à Bâle, des bons du Trésor à trois mois de date, d'ensemble \$ 4.000.000 et fr.s. 17.500.000, escomptés respectivement aux taux de 3 1/2% et 3% l'an.

D'autre part, il sera remboursé, valeur demain, 29 février, à la Confédération Suisse, la douzième mensualité de fr.s. 9.375.000 sur le prêt de fr.s. 150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont le solde s'établira ainsi à fr.ss. 37.500.000

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

adr. March 3/52



Ministère des Finances
de Belgique

Direction des Finances

TP 1507

CD

Ministre

Ministère des Finances
de Belgique

du Trésor libellé
en devises.

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

MAR 3 8 51 AM 1952

LOUIS H. ELLERRE, N.W.
WASHINGTON 25 D.C.
United States of America

Monsieur le Président,

Tenant suite à ma dépêche du 6 février courant
émise comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire
savoir que le Trésor belge a cédé, valeur actuelle, les
la somme des obligations internationales, à Paris, des
bons du Trésor à trois mois de date, d'ensemble à 4100.000
et 11.517.500.000, respectivement aux taux
de 3 1/2% et 3 1/4%.

D'autre part, si nous ramenons, valeur demain,
20 février, la compensation mise, le douzième men-
sualité de 11.517.500.000 au 15 février de 11.510.000.000
dont il est question en fin de ma dépêche du 15 avril
1951 et dont le solde s'établit ainsi à 11.517.500.000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'as-
surance de ma haute considération.

En nom du Ministre
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

J. Vanhecke

FILE COPY

Belf-Lu

February 15, 1952

Dear Mr. Vanheurck:

I write to acknowledge receipt of your letter of February 8, 1952, in which you notified the Bank of the payment of the eleventh monthly installment on the Sw. frs. 150 million loan granted to Belgium by the Swiss Federation in March 1951.

Thank you for bringing this information to the attention of the Bank.

Yours very truly,



A. S. G. Hoar
Loan Director

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

AIR MAIL

JFajans/meg:ASGHoar:dh
2/15/52

Dans la réponse, mentionner les indications ci-dessus.

P n s du Trésor libellés devises

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 19 janvier écoulé, émarginée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a remboursé à la Confédération Suisse, valeur 31 du même mois, la onzième mensualité de fr.s.9.375.000 sur le prêt de fr.s.150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951; le solde en est ainsi ramené à fr.s.46.875.000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

Banker

J. Vanheurck.

ack. Feb. 15/52

Bellg-Lin
Confo?



RECEVÉ
N° 1000000000

Direction des Finances

1952

ANNEXE

Document communiqué par le
Ministère des Finances

du Trésor libellé
en devises

Monsieur le Président,

En réponse à votre lettre du 12 janvier 1952, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport de la Commission d'enquête sur la situation financière de la Belgique au 31 décembre 1951. Ce rapport est divisé en deux parties : la première expose la situation financière de la Belgique au 31 décembre 1951, la seconde expose les perspectives de la situation financière de la Belgique pour l'année 1952.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur Général,
Ministère des Finances

FEB 12 9 59 AM 1952

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

January 22, 1952

Dear Mr. Vanheurck:

✓ I wish to acknowledge receipt of your letter of January 19, 1952, concerning the renewal for three months of \$5 million Belgian Treasury bills held by the Bank for International Settlements at Basle.

Thank you for informing us of the above transaction.

Yours very truly,



S. R. Cope
Loan Officer

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

 JFajans/mm

Ministère des Finances
de Belgique



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction 4e bureau

T. D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises.

Bruxelles, le 19 janvier 1952.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

1818 H Street, N.W.,

WASHINGTON 25 DC.

United States of America.

-:-:-:-:-

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 24 décembre
écoulé, émarginée comme la présente, j'ai l'honneur de vous
faire savoir que le Trésor belge a négocié avec la Ban-
que des Règlements internationaux à Bâle, le renouvelle-
ment pour 3 mois, valeur 16 janvier courant, moyennant
un taux d'escompte de 3% l'an, des bons du Trésor d'en-
semble \$ 5.000.000 venus à échéance le même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'as-
surance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck

ack - 1/22/52

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

JAN 21 10 46 AM 1952

TO DIRECTOR, BUREAU OF
THE INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

RE: [Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]

[Illegible text]



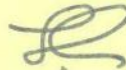
January 3, 1952

Dear Mr. Vanheurck:

This will acknowledge receipt of your letter of December 24, 1951 concerning the renewal of Swiss frs. 22 million, 3%, Belgian Treasury bills held by the Bank for International Settlements, and the repayment to the Swiss Government of the tenth monthly installment of the Swiss frs. 150 million loan.

Thank you very much for bringing this information to the attention of the Bank.

Very truly yours,



S. R. Cope
Loan Officer

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury & Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/mm

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

ROUTING SLIP

Date

1/2/51

TO-		Name	Room No.
1		Mr. Capel	425
2		Fagan	
3			
4			

FOR-

	Action		Initialing
	Approval		Preparing Reply
	Comment		Previous Papers
	Filing		Noting and Returning
	Full Report		Recommendation
	Information		Signature

REMARKS

FROM-

RWCavanaugh

2
Mr. Cavanaugh

Mr Cope

MINISTRY OF FINANCE
OF BELGIUM

Treasury
and Public Debt

D No. 607

Brussels, December 24, 1951

Treasury Bonds made
payable in Foreign Exchange

International Bank for
Reconstruction and Development
1818 H Street, N.W.
Washington 25, D.C. - U. S. A.

Mr. President:

In pursuance with my cable of December 10, 1951, margined as the present one, I have the honor to inform you that the Belgian Treasury gave its consent to the renewal, of the 4 month Treasury bonds, deferred for two days and under the original conditions, totalling 22.000.000 Swiss francs, previously transferred to the Bank for International Settlements in Basle, by means of a 3% yearly discount rate.

On the other hand, I wish to inform you that the Belgian Treasury will reimburse the Swiss Confederation, value as of December 31, 1951, the tenth monthly installment for 9.375.000 Swiss francs on the 150.000.000 Swiss franc loan referred to in my cable of April 16, 1951, the balance of which will thus be 56.250.000 Swiss francs.

Very sincerely yours,

For the Minister:
THE DIRECTOR GENERAL

(s) J. Vanheurck.

Translated from French by
E. Acevedo, 1/2/52



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3^e direction -4^e bureau

T. D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 10 décembre courant, émarginée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a consenti au renouvellement, différé de deux jours et aux conditions originelles, des bons du Trésor à 4 mois, d'ensemble fr.ss.22.000.000, cédés antérieurement à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, moyennant un taux d'escompte de 3% l'an.

D'autre part, je vous signale que le Trésor belge remboursera à la Confédération Suisse, valeur 31 décembre courant, la dixième mensualité de fr.s.9.375.000 sur le prêt de fr.ss.150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont le solde s'établira ainsi à fr.ss.56.250.000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

DEC 31 10 11 AM 1951

RECEIVED
MINISTERE DES FINANCES
1951

ack. 1/3/52

Bruxelles, le 14 décembre 1951

Int # 62

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

DEC 27 10 11 AM 1951

TO DIRECTOR, NEW YORK
FROM [illegible]

RE NEW YORK TELETYPE OF DECEMBER 21, 1951.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

THE AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC IS SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE BOARD OF DIRECTORS OF THE INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT. THE AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC IS SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE BOARD OF DIRECTORS OF THE INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT.

THE AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC IS SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE BOARD OF DIRECTORS OF THE INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT. THE AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC IS SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE BOARD OF DIRECTORS OF THE INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.

AMOUNT OF \$1,000,000 TO BE PAID TO THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC.



December 12, 1951

Dear Mr. Vanheurck:

This will acknowledge receipt of your letter dated December 10, 1951, by which you informed the Bank of the repayment on November 30 of the ninth monthly instalment of the Sw. frs. 150 million credit, and of the renewal on December 7 of \$3 million and Sw. frs. 8.6 million Belgian Treasury bills held by the Bank for International Settlements.

I thank you for bringing this information to the attention of the Bank.

Very truly yours,



S. R. Cope
Loan Officer

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury & Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

X JFajans/mm

Ministère des Finances
de Belgique



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction 4e bureau

T.D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Bruxelles, le 10 décembre 1951

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

1818H Street, N.W.

WASHINGTON 25 D.C.
United States of America.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 9 novembre écoulé, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a effectué les opérations en devises désignées ci-dessous, savoir:

1) valeur 30 novembre écoulé: remboursement à la Confédération suisse, de la neuvième mensualité de fr.ss.9.375.000 sur le prêt de fr.ss.150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont le solde s'établit ainsi à fr.ss.65.625.000.

2) valeur 7 décembre courant: renouvellement, différé de deux jours, pour 3 et 4 mois respectivement, à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, moyennant les taux d'escompte de 2 7/8% et 3% l'an, des bons du Trésor d'ensemble \$ 3.000.000 et fr.ss. 8.600.000, venus à échéance le 5 de ce mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

ack - 12/12/51

Transmis le 10 décembre 1951

Ministère des Finances
de Belgique



Direction des Finances
Département des Finances

Direction des Finances

T. N. 407

C. D.

ANNEXE

Document communiqué en vertu de la loi du 27 décembre 1961

de Trésor libellés
révisés

Monsieur le Président,

Faisant suite à un dépôt du 9 novembre
écrit, émis comme la présente, j'ai l'honneur de
vous faire savoir que le Trésor belge a effectué les
opérations en devises désignées ci-dessous, savoir:

- (1) valeur 30 novembre écoulé: remboursement à la
Comptabilité suisse, de la somme mensuelle de
fr. 22.975.000 sur le total de fr. 1.500.000 dont
il est question en l'annexe de ma lettre du 16 avril 1951
et dont le solde s'élevait à fr. 22.975.000.
- (2) valeur 1 décembre écoulé: renouvellement de
la dette (pour 1 et 2 mois respectivement, à la
Banque des Réserve Internationale, à Paris, moyennant
un taux d'intérêt de 3,000.000 et fr. 22.975.000
pour le Trésor d'ensemble à 3.000.000 et fr. 22.975.000
2.600.000, venue à échéance le 5 de ce mois.

Valant à titre, Monsieur le Président, l'assurance
que ma haute considération.

En nom de l'Etat
Le Ministre Général

L. Van der Linden

DEC 12 8 46 AM 1951

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

Belle Jean

November 16, 1951

Dear Mr. Vanheurck:

I wish to acknowledge the receipt of your letter of November 9, 1951, concerning the repayment of two monthly instalments on the Sw. frs. 150 million loan and the renewal for three months of \$5 million Belgian Treasury bills, held by the Bank for International Settlements in Basle.

Thank you very much for providing the Bank with this information.

Very truly yours,



Joseph Fajans
Assistant Loan Officer

Mr. Joseph Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/bvm



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction 4e bureau

T.D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Bruxelles, le 9 novembre 1951

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 25 D.C.

United States of America

-:-:-:-:-

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 8 septembre écoulé, émarginée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a effectué depuis lors les opérations en devises mentionnées ci-dessous, savoir:

- 1) le 29 septembre et le 31 octobre respectivement: remboursement à la Confédération suisse, des septième et huitième mensualités de fr.ss.9.375.000 chacune, sur le prêt de fr.ss.150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont le solde s'établit ainsi à fr.ss.75.000.000;
- 2) valeur 16 octobre écoulé: renouvellement pour 3 mois à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, moyennant un taux d'escompte de 2 3/4% l'an, des bons du Trésor d'ensemble \$ 5.000.000, venus à échéance le même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.



INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

WASHINGTON 25 D.C.

NOV 13 1951

ANNEXE

en devises
et Trésor libellés

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 6 septembre
écrite, émise comme la présente, j'ai l'honneur de
vous faire savoir que le Trésor belge a effectué de
puis lors les opérations en devises mentionnées ci-
dessous, savoir:

- 1) le 29 septembre et le 31 octobre respectivement:
renouvellement de la Confédération suisse; des septième
et huitième mandats de fr. ss. 2.75.000 chacun, au
total de fr. ss. 5.50.000 dont il est question in
fin de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont la solde
s'établit ainsi à fr. ss. 75.000.000;
- 2) valeur de septième renouvellement pour 3 mois
à la Banque des Réglements Internationaux, à Paris, pour
un total de septième de 3.75.000 francs dont la
solde s'établit ainsi à 3.000.000 francs à échéance la
même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'as-
surance de ma haute considération.

Au nom du ministre:
LE MINISTRE GÉNÉRAL

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONST. AND DEVEL.

NOV 13 10 30 AM 1951

October 8, 1951

Ministry of Finance
14 rue de la Loi
Brussels, Belgium

Attention: Mr. Joseph Vanheurck

Dear Mr. Vanheurck:

This letter is written in reference to Article VII, Section 6, of the Loan Agreement dated March 1, 1949, between Kingdom of Belgium and this Bank. That Section provides, in substance, that the Borrower shall give the Bank prior notice of proposals to incur external debt. The purpose of the provision is to afford the Bank an opportunity to exchange views with the Borrower before the proposed action is taken.

Until recently, clauses of this type have been included, as a standard practice, in loan agreements with member governments. The Bank has now decided to discontinue that general policy. We are, accordingly, pleased to advise you that the Bank is willing to administer the above-mentioned Loan Agreement without giving effect to Section 6 of Article VII, should your government so desire.

The Bank's revised policy does not, of course, imply that the Bank disclaims any interest in the incurring of external debt by its member borrowers. On the contrary, the Bank desires to maintain close consultative relationships with its members, in the course of which it will become familiar with their borrowing policies and programs and will, as a normal incident of this relationship, be informed of any borrowing proposals that would substantially affect the member's capacity to service external debt. The Bank no longer wishes, however, to rely on the Section above-mentioned to achieve that end.

Very truly yours,



A. S. G. Hoar
Loan Director

JFajans/mm

cc: Mr. Hoar

Cleared with Legal Dept. (Mr. Fontein)

Bel Creditors
LOAN

September 17, 1951

Dear Mr. Durieux:

✓ I write to acknowledge receipt of your letter of September 8, 1951, informing the Bank of the payment on August 31, 1951 to the Swiss Government of the sixth monthly amortization instalment on the Swiss franc 150 million loan, and of the renewal for three months on September 5, 1951 of \$3 million and Swiss francs 8.6 million Belgian Treasury bills held by the Bank for International Settlements.

Thank you for bringing these operations to our attention.

Yours very truly,

Hector Prud'homme
Loan Officer

Mr. Auguste Durieux
Director
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/mm

Bruxelles, le 8 septembre 1951

TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction - 4ebureau

T. D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 17 août écoulé, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a effectué les opérations en devises désignées ci-dessous, savoir:

I) valeur 3I aut écoulé: remboursement à la Confédération suisse, de la sixième mensualité de fr.ss.9.375.000 sur le prêt de fr.ss.150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont le solde s'établit ainsi à fr.ss. 93.750.000.

2) valeur 5 septembre courant: renouvellement pour 3 mois à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, moyennant un taux d'escompte de 2 7/8% l'an, des bons du Trésor d'ensemble \$ 3.000.000 et fr.ss.8.600.000 respectivement, venus à échéance le même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
Pr. le Directeur général;
LE DIRECTEUR,

Prunus

Durieux.

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

SEP 10 4 13 PM 1951

TO DIRECTOR
U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE
WASHINGTON, D.C.

RE: THE PROPOSED CONSTRUCTION

OF THE NEW BRIDGE OVER THE RIVER AT THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF
THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

THE PROPOSED BRIDGE IS A PROJECT OF THE CITY OF

UNITED STATES OF AMERICA
WASHINGTON 25 D.C.
U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT



Bel 209W

August 21, 1951

Dear Mr. Vanheurck:

This is to confirm the receipt of your letter of August 17, 1951.

I take note of the payment to the Swiss Government of the fifth monthly amortization instalment on the Swiss 150 million loan and of the renewal for four months of Swiss francs 22 million Belgian 3% Treasury bills held by the Bank for International Settlements at Basle.

Thank you for informing the Bank of the above operations.

Yours very truly,

Willem Koster
Acting Assistant Loan Director

Mr. J. Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/mm

cc: Mr. Black



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction 4e bureau

T.D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Bruxelles, le 17 août 1951.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 25 D.C.
United States of America.

-:-:-:-:-

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 24 juillet écoulé, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge a négocié avec la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, le renouvellement pour 4 mois, valeur aujourd'hui 17 août, moyennant un taux d'es-compte de 3% l'an, des bons du Trésor d'ensemble fr.ss. 22.000.000 venus à échéance ce jour.

En ce qui concerne le prêt de fr.ss. 150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951, le montant en a été ramené au 31 juillet écoulé à fr.ss. 103.125.000 par suite du remboursement de la cin-quième mensualité de fr.ss. 9.375.000.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assu-rance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.



Ministère des Finances
de Belgique

Direction des Finances

R.D. N° 607

CD

ANNEXE

Service des Finances
Ministère des Finances

du Trésor libellée
en devises

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 24 juillet écoulé,
transmise comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire
savoir que le Trésor belge a négocié avec la Banque des
Réglements Internationaux à Bâle, le renouvellement pour
4 mois, valeur aujourd'hui 17 août, moyennant un taux d'es-
compte de 3 1/2 %, des bons du Trésor d'ensemble fr. ss.
22.000.000 venus à échéance ce jour.

En ce qui concerne le prêt de fr. ss. 150.000.000
dont il est question in fine de ma dépêche du 10 avril
1951, le montant en a été ramené au 31 juillet écoulé à
fr. ss. 103.125.000 par suite du remboursement de la cin-
quième mensualité de fr. ss. 9.375.000.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assu-
rance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT

WASHINGTON 25 D.C.
United States of America.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

ROUTING SLIP

Date _____

TO-		Name	Room No.
1		Pres. Office	
2		Files	
3			
4			

FOR-

Action	Initialing
Approval	Preparing Reply
Comment	Previous Papers
Filing	Noting and Returning
Full Report	Recommendation
Information	Signature

REMARKS

As per our Conversation

FROM-

P. Kurl

5
Bel J. 7
August 3, 1951

Dear Mr. Williot:

✓ This is to confirm the receipt of your letter of July 24, 1951.

I take note of the payment to the Swiss Government of the fourth monthly amortization instalment on the Swiss franc 150,000,000 loan and of the repayment of Swiss francs 45,000,000 of Belgian Treasury bills held by the Swiss Bank Corporation.

Thank you for informing the Bank of the above operations.

Yours very truly,

Willem Koster
Acting Assistant Loan Director

Mr. Williot
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
BRUSSELS, Belgium

JF.
JFajans/pmk



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction - 4e bureau

T. D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Bruxelles, le 24 juillet 1951

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 25 D.C.
United States of America
-:-:-:-:-

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 5 juin écoulé, émar-
gée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire sa-
voir que le Trésor belge a effectué les opérations en de-
vises désignées ci-dessous, savoir:

- 1) valeur 30 juin écoulé: remboursement à la Confédéra-
tion suisse de la quatrième mensualité de fr.ss.
9.375.000 sur le prêt de fr.ss.150.000.000 dont il est
question in fine de ma dépêche du 16 avril 1951 et dont
le solde s'établit à fr.ss.112.500.000;
- 2) valeur 16 juillet courant: remboursement des bons du
Trésor d'ensemble fr.ss.45.000.000 cédés le 16 octobre
1950 pour une durée de six mois à la Société de Banque
Suisse et renouvelés le 13 avril 1951 pour une période
de 3 mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
Le Directeur d'administratio

Quarén

Williot.

ack. 8/3/51



RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

JUL 26 8 43 AM 1951

Monsieur le Président,

de la Trésorerie libellée
en devises

La présente lettre a été déposée par le Secrétaire Général
de la Trésorerie, le 15 juillet 1951, pour vous faire sa-
voir que la Trésorerie a effectué les opérations en de-
vises mentionnées ci-dessous, savoir:

1) Valeur 20 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
2) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
3) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
4) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
5) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
6) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
7) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
8) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
9) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.
10) Valeur 10 millions de francs: remboursement à la Comptabilité
Générale de la Trésorerie, montant mensuel de fr. 2.25.

UNITED STATES OF AMERICA
WASHINGTON 25 D.C.
ECONOMIC AND DEVELOPMENT
RECONSTRUCTION

Document communiqué par
le Secrétaire Général

June 11, 1951

Dear Mr. Vanheurck:

Thank you for your letter of June 5, 1951, ref. TD 607, by which you informed the Bank of the following operations negotiated between your Government and the Bank for International Settlements at Basle:

1. Redemption on May 28 and June 5, 1951, respectively, of \$5,000,000 and \$2,000,000 of Belgian Treasury bills; and
2. Renewal for three months on June 5 and June 7, 1951, respectively, of \$3,000,000 and Swiss frs. 8,600,000 Belgian Treasury bills.

I note that, between the dispatch of your previous letter dated May 25, 1951 and the one of June 5, 1951, your Government has decided to renew the Swiss francs maturities and redeem instead \$2,000,000 of the dollar maturities.

Yours very truly,

S. R. Cope
Loan Officer

Mr. J. Vanheurok
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

 JFajans:ep



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

Bruxelles, le 5 juin 1951

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 25. D.C.

United States of America

--:--:--:--:--

3e direction 4e bureau

T. D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises.

Monsieur le Président,

Me référant à ma dépêche du 25 mai écoulé,
émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire
savoir que le Trésor belge a négocié avec la Banque des
Règlements Internationaux à Bâle les opérations suivantes:

- 1) valeur aujourd'hui 5 juin: renouvellement pour
3 mois, à concurrence de \$ 3.000.000, moyennant un
taux d'escompte de 2 7/8% l'an, des bons d'ensemble
\$ 5.000.000 échéant ce jour. Le solde, soit \$ 2.000.000,
a été remboursé;
- 2) valeur 7 juin courant: renouvellement pour 3 mois,
moyennant un taux d'escompte de 2 7/8% l'an, des bons
du Trésor d'ensemble fr.s.8.600.000, venant à échéance
à la même date; échéance nouvelle fixée au 5 septembre
1951.

D'autre part, je vous confirme que le rembour-
sement des \$ 5.000.000 prévu pour le 28 mai dernier, a
bien été effectué.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assu-
rance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

ack. 6/11/51

J. Vanheurck.

Reçu le 5 juin 1951

Ministère des Finances
de Belgique



ROYAUME DE BELGIQUE
Ministère des Finances

Reçu le 5 juin 1951

N° 607

RECEVÉ

du Trésor libellé

en devises

Monsieur le Président,

Je référant à un dépôt de 25 millions de francs
effectués comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire
savoir que le Trésor belge a négocié avec la Banque des
Relevés Internationaux à l'acte les opérations suivantes :

- 1) valeur aujourd'hui 5 juin : renouvellement pour
3 mois, à concurrence de 5.000.000, moyennant un
taux d'escompte de 2 1/2 %, des bons d'emprunt
5.000.000 échéant le 1er août 1951, soit 5.000.000
à été remboursés ;
- 2) valeur 5 juin courant : renouvellement pour 3 mois,
moyennant un taux d'escompte de 2 1/2 %, des bons
du Trésor d'emprunt 1.500.000, venant à échéance
à la même date ; échéance nouvelle fixée au 5 septembre
1951.

D'autre part, je vous confirme que le montant
de 5.000.000 prévu pour le 30 mai dernier, a
bien été effectué.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma haute considération.

A. van der Linden
Ministère des Finances

JUN 8 1 46 PM 1951

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

May 31, 1951

Dear Mr. Vanheurck:

I wish to acknowledge receipt of your letter of May 25, 1951, ref. TD 607, concerning the proposed renewal for three months of \$5,000,000 Treasury bills held by the Bank for International Settlements. The Bank has no comment to offer with regard to this operation. ✓

I further take note of the proposed repayment on May 28 and June 7, 1951, respectively, of \$5,000,000 and Swiss frs. 8,600,000 of Treasury bills placed in Switzerland, and of the reduction, through monthly redemptions, of the outstanding amount of the Swiss frs. 150,000,000 credit extended to the Kingdom of Belgium by the Swiss Confederation on March 29, 1951.

Yours very truly,



A. S. G. Hoar
Loan Director

Mr. J. Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium


JFajans/mm

cc Mr. H. Prud'homme

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

ROUTING SLIP

Date May 28

TO-	Name	Room No.
1	Mr. C. de la J. J.	1201
2	Mr. J. J.	407
3	Mr. B. J. J.	
4		

FOR-

	Action		Initialing
	Approval	X	Preparing Reply
	Comment		Previous Papers
	Filing		Noting and Returning
	Full Report		Recommendation
	Information		Signature

REMARKS

[Handwritten signature]

*for my
sig. please.
There are precedents.*

[Handwritten signature]

FROM- GENERAL FILES AND CORRESPONDENCE,
Archives Division



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3^e direction 4^e bureau

T.D. N° 607
C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons du Trésor libellés
en devises

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma dépêche du 16 avril écoulé, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Trésor belge négocie avec la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, le renouvellement pour 3 mois, valeur 5 juin prochain, moyennant un taux d'es-compte de 2 7/8% l'an, des bons du Trésor d'ensemble \$ 5.000.000, venant à échéance le même jour.

D'autre part, il y a lieu de prévoir, sauf avis contraire, le remboursement, à leur échéance respective, des bons, d'ensemble \$ 5.000.000, échéant le 28 mai courant et de ceux, d'ensemble fr.ss.8.600.000, échéant le 7 juin prochain.

En ce qui concerne le prêt de fr.ss.150.000.000 dont il est question in fine de ma dépêche précitée, le montant en sera ramené au 31 mai courant à fr.ss. 121.875.000 par suite du remboursement des trois premières mensualités prévues de fr.9.375.000 chacune.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

ack. 5/31/51

Ministère des Finances
de Belgique

Bruxelles, le 16 avril 1951.

TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction 4e bureau

T. D N° 607

C.D.

ANNEXE :

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 6.D.C.

United States of America

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

Dans la réponse, mentionner les indications ci-dessus.

Bon du Trésor libellés
en devises.

Monsieur le Président,

Me référant à ma lettre du 9 mars écoulé, émar-
gée comme la présente, j'ai l'honneur de vous donner ci-
dessous le détail des nouvelles opérations en devises ef-
fectuées ou restant à réaliser tout prochainement par le
Trésor belge:

I. avec la Banque des Règlements Internationaux à Bâle.

- 1°) le 28 mars écoulé: remboursement du solde, soit \$ 3.000.000, des bons du Trésor à 3 mois d'ensemble \$ 5.000.000, renouvelés le 27 décembre 1950 au taux d'escompte de 2 3/4% l'an et dont 2.000.000 ont été transformés en fr.ss.8.600.000, à l'échéance du 7 juin 1951;
- 2°) le 29 mars: remboursement des bons du Trésor à 3 mois, d'ensemble fr.ss.8.600.000, renouvelés le 29 décembre 1950, au taux d'escompte de 3% l'an;
- 3°) le 13 avril courant: remboursement des bons du Trésor à 6 mois d'ensemble fr.ss.10.000.000, cédés le 16.10.1950 à la Société de Banque Suisse, pour compte de la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, au taux d'escompte de 3 1/8% l'an;
- 4°) le 16 avril courant: renouvellement prévu pour 6 mois, moyennant un taux d'escompte de 2 7/8% l'an, des bons cédés le 16.10.1950 au taux de 2 3/4% l'an;
- 5°) le 17 avril courant: renouvellement prévu pour 4 mois, au taux d'escompte de 2 3/4% l'an, des bons à trois mois cédés le 17.1.1951, au même taux.

II. avec la Société de Banque Suisse: prorogation pour 3 mois, conformément aux dispositions du contrat d'émis-

sion, des bons du Trésor d'ensemble fr.ss.45.000.000, cédés le 16 octobre 1950 au taux de 3 3/16% l'an.

Je vous signale également que le 29 mars dernier, la Confédération Suisse a accordé à la Belgique, en contrepartie d'un accord commercial, un prêt de fr. ss.150.000.000, remboursables en seize mensualités égales de fr.ss.9.375.000, payables à la fin de chaque mois, la première le 31 mars 1951 et la dernière le 30 juin 1952. Le premier remboursement a été effectué à la date indiquée.

Ce prêt est productif d'intérêt au taux de 2% l'an, payable à la fin de chaque semestre, la première fois le 31 juillet 1951.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

APR 19 10 47 AM 1951



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3^e direction - 4^e bureau

T. D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bruxelles, le 9 mars 1951

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 6.D.C.

-:-:-:-:-

United States of America

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma lettre du 30 décembre écoulé,
3^e Direction, 1^{er} Bureau, T.D. 816, j'ai l'honneur de vous faire
connaître que le Trésor belge a négocié le 7 mars courant,
avec la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, l'opé-
ration suivante:

Des bons à trois mois, d'ensemble \$ 2.000.000, faisant partie
d'un groupe de \$ 5.000.000 nominal, renouvelé le 27 décembre
dernier au taux d'escompte de 2 3/4% l'an, ont été remboursés
anticipativement à la Banque des Règlements Internationaux
le 7 mars, mais celle-ci a souscrit en remplacement, le même
jour, à des bons à 3 mois pour un montant nominal de fr.ss.
8.600.000, escomptés au même taux que ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

1. L'Assemblée

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
AU NOM DU PRÉSIDENT

de la présente communication.

Le Président de l'Assemblée a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport de l'Assemblée pour l'année 1954. Ce rapport est le fruit de l'effort commun de tous les membres de l'Assemblée et de la coopération de tous les pays membres. Il est le reflet de la confiance et de la solidarité qui ont permis à l'Assemblée de réaliser ses objectifs. Le Président a l'honneur de vous adresser également le rapport de l'Assemblée pour l'année 1955. Ce rapport est le fruit de l'effort commun de tous les membres de l'Assemblée et de la coopération de tous les pays membres. Il est le reflet de la confiance et de la solidarité qui ont permis à l'Assemblée de réaliser ses objectifs.

Le Président a l'honneur de vous adresser également le rapport de l'Assemblée pour l'année 1956. Ce rapport est le fruit de l'effort commun de tous les membres de l'Assemblée et de la coopération de tous les pays membres. Il est le reflet de la confiance et de la solidarité qui ont permis à l'Assemblée de réaliser ses objectifs.

Le Président de l'Assemblée

MAR 12 11 42 AM 1951

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

UNITED STATES OF AMERICA
WASHINGTON, D.C.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT



Mr. Leonard B. Rist

February 20, 1951

Alexander Stevenson

Swiss Loan to Belgium

✓
Attached is a memorandum by Mr. Ross on a recent Swiss loan to Belgium. I have informed the Loan Department orally that we have no objection to the transaction. It may be noted, however, that the information furnished by the Belgians on the loan was very meager and all the information concerning its purpose has been obtained from other sources in Washington.

Att.

cc: Messrs. M.M. Rosen
S.R. Cope

Belgium - Gen
Np

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Leonard B. Rist *R*

DATE: February 20, 1951

FROM: Alexander Stevenson *AS*

SUBJECT: Swiss Loan to Belgium

Attached is a memorandum by Mr. Ross on a recent Swiss loan to Belgium. I have informed the Loan Department orally that we have no objection to the transaction. It may be noted, however, that the information furnished by the Belgians on the loan was very meager and all the information concerning its purpose has been obtained from other sources in Washington.

Att.

cc: Messrs. M.M. Rosen
S.R. Cope

QUALITY BOND
MADE IN U.S.A.

Belg. Loan

Mr. A. Stevenson

February 20, 1951

Murray Ross

Swiss Loan to Belgium

The Bank has been advised by the Belgian Government that it is currently negotiating a loan from the Swiss Government for SF 100-150 million at 2 percent interest, to be repaid over a maximum of eighteen months, and has asked for the Bank's acquiescence in this transaction.

Although there is no indication in the above letter as to the detailed character or purpose of the loan, our investigation leads us to believe that Belgium is undertaking this operation as a means by which it can regain the gold it lost to Switzerland between July 1 and October 31, 1950. This covers the period from the beginning of EPU but prior to Switzerland's joining it. Thus the loss of dollars or gold which Belgium experienced vis-a-vis Switzerland during the above period through arbitrage operations would now be returned to her. (There is no payments agreement between Belgium and Switzerland.) Furthermore, repayment of the loan under negotiation is to be effected through transfer to Switzerland of Belgian EPU credits.

While this transaction would appear to be essentially one between central banks, there have been some suggestions that the Swiss Government has invited some Swiss commercial banks to make the loan under its guaranty. Likewise, there have been some reports that on its part the Belgian Government would give some assurances regarding deliveries of copper and zinc to Switzerland. While it is still not very clear as to the role to be played by commercial interests or by the deliveries of copper and zinc to Switzerland, there are strong indications that the granting of the loan and the guaranty of deliveries of metals are two separate (although perhaps not wholly unrelated) transactions, and that the credit under negotiation for Belgium is not a prepayment operation.

There does not seem to be any ground for I.B.R.D.'s objection to the transaction, since it is both relatively short-term and in reality a means of regaining lost gold or dollar exchange. However, in giving approval to the transaction, I.B.R.D. may also desire to secure additional information which would resolve some doubts expressed above regarding the detailed nature of the operation.

MR:tf

cc: Central files

FILE COPY

February 20, 1951

Dear Mr. Vanheurck:

I thank you for your letter of February 15, 1951, describing the terms of proposed Swiss short-term credits to Belgium in the amount of Sw. frs. 100-150 million, and confirm my cable of yesterday stating that the Bank had no comment to offer with regard to this operation.

As to the penultimate paragraph of your letter regarding the application of consultation provisions to external short-term borrowings, I hope to be able to convey to you the Bank's views in the near future.

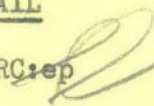
Yours very truly,



A. S. G. Hoar
Assistant Loan Director

Mr. J. Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

AIRMAIL

JF/SRC:ep 

cc: Mr. Cope
Mr. Stevenson

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

OUTGOING WIRE

DATE: FEBRUARY 19, 1951

TO: VANHEURCK
MINISTRY OF FINANCE
BRUSSELS, BELGIUM

TEXT:

CLASS OF SERVICE DESIRED	
NIGHT LETTER ☒	CODE ☐
DEFERRED ☐	FULL RATE ☐
TELETYPE ☐	

✓
YOUR LETTER FEBRUARY 15 WE HAVE NO COMMENT REGARDING
PROPOSED OPERATION ~~WITH SWISS GOVERNMENT~~

HOAR

INTBAFRAD

AUTHORIZED BY:

NAME A.S.G. HOAR

DEPT. LOAN

For Use by Archives Division

Checked for Dispatch
RJS

SRCope/pmk

FILE COPY

OUTGOING WIRE

FEBRUARY 19, 1951

VANNUERCK
MINISTRY OF FINANCE
BRUSSELS, BELGIUM

CLASS OF SERVICE DESIRED	
☐ NIGHT LETTER	☐ CODE
☐ DEFERRED	☐ FULL RATE
☐ TELETYPE	

YOUR LETTER FEBRUARY 19 WE HAVE NO COMMENT REGARDING

~~PROPOSED OPERATION WITH~~

HOW
INTERLUDED

FEB 19 6 05 PM 1951

DISPATCHED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONST. AND DEVEL.

FEB 19 6 04 PM 1951

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONST. AND DEVEL.

AUTHORIZED BY

NAME A.S.G. HOBBS

DEPT. LOAN

For Use by Archives Division
Checked for Dispatch

FILE COPY

February 19, 1951

Dear Mr. Vanheureck:

I thank you for your letter of February 13, 1951, concerning the proposed placement with the Bank for International Settlements of B.frs. 500,000,000 principal amount of bonds of the Societe Nationale de Credit a l'Industrie, bearing a guarantee of the Kingdom of Belgium.

Article I (11) of the Loan Agreement dated March 1, 1949, between Kingdom of Belgium and the Bank defines external debt as "any debt payable in any currency other than Belgian currency, whether such debt is payable absolutely or at the option of the creditor in such other currency".

The Belgian Government is therefore not obligated to consult with the Bank in connection with loans denominated in Belgian francs even if such loans are made by persons domiciled outside Belgium.

While, therefore, we were interested to hear about the Belgian franc bonds which you have placed with the Bank for International Settlements, this was not an operation which comes under Article VII, Section 6 of the Loan Agreement.

Very truly yours,


A.S.G. Hoar
Assistant Loan Director

Mr. J. Vanheureck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/SRCope/pmk
c.c. S.R.Cope
A. Stevenson
V. Morsey

(Cleared with Legal Department, Mr. Fontain)

Ministère des Finances
de Belgique



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction - bureau

T. N°

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons de caisse
S.A.B.E.N.A.

Bruxelles, le 17 février 1951

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 6.D.C.
United States of America.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Société belge d'exploitation de la Navigation aérienne (S.A.B.E.N.A.) m'informe ce jour que la Banque des Règlements Internationaux à Bâle a consenti à escompter au taux de 3 1/4% l'an, sous la date du 17 février 1951, des Bons de caisse remboursables à 6 mois de date pour un montant de 2.777.000 francs suisses, et garantis par l'Etat belge.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.



Ministère des Finances
de Belgique

ROYAUME DE BELGIQUE

Direction des Finances

Bruxelles

Le 19

1951

de la

1951

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la
Société belge d'exploitation de la navigation aérienne
(S.B.N.A.) informe ce jour que la Banque des
Régiments International n'a pas consenti à accor-
der au taux de 1/4% l'an, sous la date du 17 février
1951, des Bons de caisse remboursables à 6 mois de
date pour un montant de 2.777.000 francs belges, et
garantis par l'Etat belge.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma considération très distinguée.

Au nom du Ministre:
Le Directeur Général,

J. Van den Broek

FEB 19 3 47 PM 1951

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

Bruxelles, le 15 février 1951

TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction - bureau

T. N°

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les indications ci-dessus.

Crédit suisse

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 6.D.C.
United States of America

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$, $\frac{1}{2} \times \frac{1}{4} = \frac{1}{8}$, $\frac{1}{4} \times \frac{1}{4} = \frac{1}{16}$, $\frac{1}{2} \times \frac{1}{8} = \frac{1}{16}$, $\frac{1}{4} \times \frac{1}{8} = \frac{1}{32}$, $\frac{1}{8} \times \frac{1}{8} = \frac{1}{64}$

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que des négociations sont en cours concernant l'octroi à la Belgique de crédits à court terme en francs suisses à consentir par le gouvernement suisse.

Le montant et les conditions de ce prêt ne sont pas encore fixées; le montant varierait entre 100 et 150 millions de francs suisses, le taux d'intérêt serait de 2% et le remboursement s'échelonnerait sur une période de 18 mois maximum, par mensualités égales.

Je vous saurai gré de vouloir bien me faire part par câble de l'avis de la Banque Internationale sur cette opération que j'espère pouvoir conclure très prochainement.

Je ne manquerai pas de vous informer dès l'aboutissement des négociations, du montant et des conditions de remboursement définitives.

D'autre part, je vous saurai gré de me faire connaître votre décision sur la proposition formulée dans ma lettre du 19 décembre 1950, par laquelle je sollicitais la Banque de vouloir bien accorder à l'Etat belge une certaine latitude concernant l'application de la clause de consultation préalable pour les crédits dont la durée initiale ne dépasserait pas 1 an.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL.

J. Vanheurck.

ack. Feb. 20

FEB 19 10 04 AM 1951



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e direction Ir bureau

T. N°

C.D.

ANNEXE :

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Bons de Caisse
S.N.C.I. à 1 an
en francs belges.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie cèdera à la Banque des Règlements Internationaux des Bons de caisse à 1 an, garantis par l'Etat belge, à concurrence d'un capital nominal de 500 millions de francs belges.

Ces bons porteront intérêt au taux de 4% l'an et seront émis en quatre tranches d'environ 125 millions de francs chacune, pour chacun des mois de février à mai 1951.

Bien que ces bons soient libellés en francs belges, j'ai estimé préférable, pour éviter tout malentendu, de notifier cette émission à votre établissement.

Toutefois, je vous saurai gré de me faire connaître pour l'avenir si des émissions en francs belges placées à l'étranger sont visées par les dispositions faisant l'objet de la section 6 de l'article VII du contrat d'emprunt du 17 mars 1949.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

[Signature]

Acc. Feb. 19

J. Vanheurck.

Bruxelles, le 13 février 1951

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT,
WASHINGTON 6.D.C.

United States of America.



INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION
AND DEVELOPMENT

Direction 17 Bureau

T. N.

ED

ANNEXE

Les documents relatifs à
la présente affaire

de Grosse
à 1 an
francs belges.

Monsieur le Président,

Je tiens l'honneur de vous faire savoir que
la Société Nationale de Crédit à l'Industrie cède
à la Banque des Régiments Internationaux des Bons de
caisse à 1 an, garantis par l'Etat belge, à concurrence
d'un capital nominal de 100 millions de francs belges.

Ces bons porteront intérêt au taux de
4 1/2 % et seront émis en quatre tranches d'environ
12 1/2 millions de francs chacune, pour chacun des mois
de février à mai 1949.

Bien que ces bons soient libellés en
francs belges, j'ai estimé préférable, pour éviter
tout malentendu, de notifier cette émission à votre
établissement.

Toutefois, je vous saurais gré de me faire
connaître pour l'avenir si des émissions en francs bel-
ges placées à l'étranger sont visées par les disposi-
tions faisant l'objet de la section 6 de l'article VII
du contrat d'emprunt du 17 mars 1949.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

[Signature]

January 24, 1951

Dear Mr. Vanheureck:

✓ I wish to acknowledge the receipt of your letter of January 19, 1951, addressed to the President of the Bank, and to thank you for informing the Bank of the terms of the short term operation concluded by the Belgian Treasury with the Bank for International Settlements on January 17, 1951.

Very truly yours,


A. S. G. Hoar
Assistant Loan Director

Mr. J. Vanheureck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

JFajans/m 

Ministère des Finances
de BelgiqueTRÉSORERIE
ET DETTE PUBLIQUE3^e Direction 4^e bureau

T.D N° 607

C.D.

ANNEXE :

Bruxelles, le 19 janvier 1951

Monsieur le Président of the
International Bank for Reconstruction
and Development,

WASHINGTON 6.D.C.

United States of America

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma lettre du 30 décembre
écoulé, 3^e Direction, 1^{er} Bureau, T.D. 816, j'ai l'honneur
de vous faire connaître que le Trésor belge a négocié
le 17 janvier courant, avec la Banque des Règlements
Internationaux, à Bâle, l'opération suivante:

Les bons à un mois, d'ensemble \$ 5.000.000, renouvelés
le 26 décembre dernier au taux d'escompte de 2,50% l'an,
ont été remboursés anticipativement à la Banque des
Règlements Internationaux le 17 janvier, mais celle-ci a
souscrit en remplacement, le même jour, à des bons à
3 mois pour un montant nominal de fr.s. 22.000.000, es-
comptés au taux de 2,75% l'an.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

ack. Jan. 24



INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

Division 4B Bureau

T. D. N. 607

CD

ANNEXE

Document communiqué par le
Secrétaire Général

JUN 23 8 52 AM 1951

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

Monsieur le Président,

Faisant suite à ma lettre du 30 décembre
écrite, je Direction, les Bureaux, T.D.C. et l'honneur
de vous faire connaître que le Trésor belge a négocié
le 17 janvier courant, avec la Banque des Réglements
Internationaux, à Paris, l'opération suivante:
Les fonds à un mois, d'un montant de \$ 5.000.000, renouvelés
le 30 décembre dernier au taux d'escompte de 2,50% l'an
ont été remboursés anticipativement à la Banque des
Réglements Internationaux le 17 janvier, mais celle-ci a
souscrit en remplacement, le même jour, à des fonds à
3 mois pour un montant nominal de fr. s. 22.000.000, es-
comptés au taux de 2,75% l'an.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.

Au nom du ministre:
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

J. Vanhoyck

Monsieur le Président of the
International Bank for Reconstruction
and Development,
WASHINGTON D.C.
United States of America

Bruxelles le 10 Janvier 1951

in Belgium

Bruxelles, le 30 décembre 1950.



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

President of the International Bank
for Reconstruction and Development,

WASHINGTON 6. D. C.

United States of America.

3e direction 1r bureau

T. D N° 816

C.D.

ANNEXE : I

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

ack Jan. 8

Emprunt de \$ 16.000.000.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de
votre cable du 27 décembre courant, par lequel vous
me faites savoir que l'International Bank for Re-
construction and Development n'a rien à objecter
au renouvellement des crédits à court terme de \$
10.000.000 et de fr. 8.600.000, accordés par la
B.R.I. à l'Etat belge et arrivés à échéance les
26/ 27/ 28 du présent mois.

Vous voudrez bien noter que ces crédits
ont été renouvelés comme suit :

\$ 5.000.000, échus le 26 et renouvelés pour un
mois au taux de 2,50 % l'an;

\$ 5.000.000 échus le 27 et renouvelés pour trois
mois au taux de 2 3/4 % l'an;

fr.s. 8.600.000 échus le 28 et renouvelés pour
trois mois au taux de 3% l'an.

Je joins à la présente une copie de ma let-
tre du 8 décembre, qui ne vous est pas parvenue.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

[Signature]

J. Vanheurck.

MICROFILMED

MICROFILMED

*Letter of 8 Dec.
attached*

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. R. L. Garner through Mr. A. S. G. Hoar

DATE: December 29, 1950

FROM: S. R. Cope

SUBJECT: Belgium

Dec. 29

Attached for your signature is a letter to the Director General of the Belgian Treasury prepared in reply to two communications addressed to Mr. Black. The letter has been cleared with the Legal Department.

The cable, to which reference is made in the last paragraph, was despatched on December 26 on instructions from Mr. Iliff.

LC

Belgium Loan

December 29, 1950

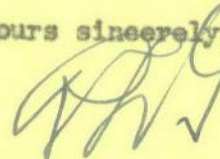
Dear Mr. Vanheurck:

In Mr. Black's absence I have to acknowledge your letter to him of December 8, 1950, and have taken note of the explanation contained therein. I am gratified to learn that steps have been taken to ensure that the Bank will be notified in future of proposed borrowing operations prior to their conclusion.

The Bank has also received your letter of December 19, 1950. I fully appreciate that difficulties may arise in the application of the consultation provisions of Article VII to short term credits and I hope that we shall be able to work out a procedure which will enable you to deal with short term credits without delay.

By now you should have received a cable notifying you that the Bank has no comments to offer with regard to the renewal of the Bank for International Settlements' credit of \$10 million and Swiss francs 8.6 million. I should be glad, however, if you would let me know the terms on which the operation was eventually concluded.

Yours sincerely,



R. L. Garner
Vice President

Mr. J. Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

SRC/pmk
Dec. 28/50
c.c. Mr. Oppenheimer

20

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

Belgium Loan

OUTGOING WIRE

DATE: DECEMBER 26, 1950

TO: VANHEURCK
MINISTRY OF FINANCE
BRUSSELS, BELGIUM

TEXT:

CLASS OF SERVICE DESIRED	
NIGHT LETTER ☐	CODE ☐
DEFERRED ☒	FULL RATE ☐
TELETYPE ☐	

✓
YOUR LETTER DECEMBER 19 WE HAVE NO COMMENTS ON RENEWAL OF BANK
✓
FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS CREDIT NUMBER 2 STOP YOUR LETTER DECEMBER
8 NOT YET RECEIVED

~~TELETYPE~~

INTBAFRAD

DEC 29 2 42 PM 1950

RECEIVED VAN HEURCK
MINISTRY OF FINANCE
BRUSSELS
DEC 29 1950

AUTHORIZED BY:

NAME

DEPT.



For Use by Archives Division

Checked for Dispatch

FILE COPY

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
RECEIVED

OUTSIDE
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

DEC 26 5 47 PM 1950

CLASS OF SERVICE DESIRED	
☐ NIGHT LETTER	☐ CODE
☒ DEFERRED	☐ FULL RATE
☐ TELETYPE	

DECEMBER 26, 1950
VANNUCK
MINISTRY OF FINANCE
BRUSSELS, BELGIUM

YOUR LETTER NUMBER 19 WE HAVE NO COMMENTS ON RENEWAL OF BANK
FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS CREDIT NUMBER 2 STOP YOUR LETTER DECEMBER
IS NOT YET RECEIVED

TELETYPE

INSTRUMENT

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

DEC 26 5 53 PM 1950

For Use by Archives Division
Checked for Dispatch



AUTHORIZED BY:
NAME
DEPT

FILE COPY

Belgian Loan

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. S. R. Cope

DATE: December 26, 1950

FROM: Joseph Fajans

SUBJECT: Belgium-Consultation

Re Hoar

Here is another instance to be added to the list given - Re Fajans' memo of Dec 20.

Dec 26 50.

The Foreign News Summary of the Bank of England quotes from two Brussels' newspapers of November 30 to the effect that a Royal decree, issued on November 22, authorized the Minister of Finance to contract under ERP a loan of \$1,778,000. The term of the loan is 20 years with amortization beginning in 1953. Payment of interest at 2-1/2 per cent will commence in the second half of 1952.

You will recall that a loan in the same amount was granted to Belgium by the Export-Import Bank on June 29, 1950. As now, we then had no prior knowledge of the operation.

JFajans/m

*Please keep
handy*

OFFICE MEMORANDUM

R. Hoar

TO: Mr. S. R. Cope

DATE: December 20, 1950

Yellow

FROM: Joseph Fajans *JF*

SUBJECT: Belgium -- Consultation

1. As stated in Article VII, Section 6, of the Belgian Loan Agreement of March 1, 1949, provisions of the consultation clause do not apply to the incurring of additional external debt through utilization of existing credits. By virtue of a separate agreement, dated March 1, 1949, between the Bank, the Borrower and the National Bank of Belgium, exemption from the consultation clause was granted in respect of temporary advances of foreign exchange, amounting in the aggregate to not more than \$25 million, obtained by the National Bank of Belgium, in the ordinary course of business, from foreign central banks or the Bank for International Settlements for terms not exceeding four months.

The meaning and application of the consultation clause were explained in detail in a letter dated March 1, 1949, from Mr. McCloy to M. Berger. I recall M. Berger stating several times during the negotiations that his insistence on a complete clarification of the scope of contractual provisions was based on his desire to negotiate an agreement with which his government could fully comply.

2. The first infringement of the consultation covenant occurred in January 1950. We learned from press reports, that a Swiss bank syndicate will offer for public subscription a 4 per cent 12-year Sw. frs. 50 million issue of the Societe Nationale de Credit a l'Industrie with the guarantee of the Kingdom of Belgium. Approached by the Assistant Loan Director on January 23, M. Basyn acknowledged that the Bank should have had prior notification and agreed to communicate with his government. On January 31, the Belgian Ministry of Finance notified the Bank by cable that the Kingdom of Belgium had given its guarantee to the SNCI loan. The loan contract, received by the Bank at a later stage, was signed on January 17 but interest on the loan only began to accrue from February 1.

3. On June 29, 1950, the Export-Import Bank, under the ERP allocation, made a 2½ per cent 20-year loan of \$1,778,000 to Belgium for the purchase of road building equipment for the Belgian Congo. The Bank had no prior notification of this operation.

4. The Belgian Government did not comply, for the third time, with the consultation provisions of the Loan Agreement in the case of the 4 per cent 20-year Sw. frs. 60 million loan to the Belgian Congo, guaranteed by the Kingdom of Belgium. After the Bank had learned, in July 1950, about this operation from press reports, Mr. Schmidt contacted M. Basyn who undertook to communicate with his government. By a letter, dated August 14, 1950, the Belgian Ministry of Finance notified the Bank that the Kingdom of Belgium had, by virtue of the law of July 10, 1950, given its guarantee to the loan negotiated with a group of Swiss banks

under authority of a decree dated June 13, 1950. The timing of the public offer was left at the discretion of the banks.

On October 13, 1950, the Assistant Loan Director asked M. Basyn to inquire of his government whether the loan contract between the Belgian Congo and the Swiss banks had actually been signed and when the proposed issue will be made. By a letter dated October 17, 1950, the Belgian Ministry of Finance notified the Bank that the issue had to be postponed and will be made in the course of October with interest accruing from November 1. On November 9, 1950, the President referred to both letters concerning the operation and asked for an explanation why the Belgian Government did not consult with the Bank under Article VII of the Loan Agreement. No reply has yet been received from Brussels.

5. In November 1950, the Bank learned again from press reports, that in the middle of October the Belgian Government had placed in Switzerland Treasury certificates in the amount of Sw. frs. 55 million and that the intention is to consolidate this obligation at the beginning of 1951. On November 13, Mr. Cope spoke to M. Basyn who promised to raise the matter with his government. The reply of the Ministry of Finance contained in a letter to M. Basyn, dated November 27, made no reference to the proposed consolidation and questioned the application of the provisions of Article VII, Section 6, to rapidly concluded short-term Treasury operations.

Awaiting the Belgian Government's reply to the President's letter, the Bank took no further steps but, on December 5, Mr. Cope impressed upon M. Basyn that the Bank would wish to obtain full details of the placement. It appears that the Treasury certificates, which were placed in Switzerland, had previously been held by the National Bank of Belgium and it may, therefore, in view of the exemption quoted in paragraph 1 above, be advisable for the Bank to await further details about the operation and to raise the matter only on the grounds of the proposed long-term loan which would consolidate the existing obligation.

Bruxelles, le 19 décembre 1950.



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

direction - 1^{er} bureau

T. N°

C.D.

ANNEXE :

Monsieur Eugène R. BLACK,
Président of the International Bank
for Reconstruction and Development,
WASHINGTON 6.D.C.

United States of America.

ack. Dec. 29

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Monsieur le Président,

Comme suite à ma lettre du 8 décembre 1950,
j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'opération rela-
tive aux crédits suisses à court terme d'ensemble 55 mil-
lions de francs suisses consentis à l'Etat belge par un
syndicat de banques suisses a été décidée et conclue le
jour même de la visite des banquiers suisses à Bruxelles.

L'opération a été réalisée, sous forme d'escompte
de Bons du Trésor à 180 jours d'échéance, les banques se
déclarant disposées à les renouveler pour 90 jours, à
concurrence d'un montant de 45 millions de francs suisses.

Le taux d'escompte a été fixé à 3 3/16% l'an
pour le montant renouvelable de 45 millions de francs suis-
ses et à 3 1/8% l'an pour le solde de 10 millions de
francs suisses.

Indépendamment de cette opération, la B.R.I.
à Bâle a consenti à diverses reprises à l'Etat belge des
crédits à court terme, savoir:

1ère Opération portant sur \$ 10.000.000.-

18/23 août 1949: à 3 mois, à 2 1/8% l'an \$ 10.000.000
18/23 novembre 1949: renouvellement aux mêmes conditions
23/27 février 1950: 3 mois à 2 3/8% l'an \$ 10.000.000
26 mai/2 juin 1950: 6 mois à 2 3/4% l'an \$ 10.000.000
28 novembre/5 décembre 1950: 6 mois à 2 7/8% l'an
\$ 10.000.000.

2e Opération portant sur \$ 12.000.000.

23 janvier 1950: à 2 mois à 2 1/2% l'an \$ 12.000.000
23 mars 1950: renouvellement de l'opération { \$ 10.000.000
ci-dessus à 2 1/2% pour 3 mois { fs. 8.600.000
26/27/28 juin 1950: renouvellement de
l'opération ci-dessus à { \$ 10.000.000
2 3/4% l'an pour 6 mois { fs. 8.600.000

3e Opération portant sur \$ 5.000.000.-

I2 juillet 1950: à 3 mois à 2 $\frac{1}{2}$ % l'an: \$ 5.000.000

I6 novembre 1950: renouvellement à 6 mois à 2 $\frac{3}{4}$ % l'an:
\$ 5.000.000

Certaines de ces opérations ont été dénouées à leur échéance normale, mais remplacées par des émissions de même import effectuées quelques jours après.

La gestion de la Trésorerie de l'Etat comporte normalement des opérations à court terme effectuées à l'étranger et dans ma pensée, la section 6 de l'article VII ne pouvait s'appliquer à de telles opérations à court terme, qui sont conclues rapidement et même le plus souvent par simple conversation téléphonique, la veille de l'opération: ce qui ne laisse pratiquement pas la possibilité d'une consultation préalable avec la Banque.

La disposition précitée ne pouvant avoir pour conséquence de paralyser le fonctionnement normal de la trésorerie, je prie la Banque Internationale de vouloir bien réexaminer la question et de bien vouloir accorder à l'Etat belge une certaine latitude concernant l'application de la clause de consultation préalable pour les crédits dont la durée initiale ne dépasserait pas 1 an; la Banque Internationale serait informée périodiquement dès que l'encours de ceux-ci serait modifié.

La 2e opération portant sur \$ 10.000.000 et fr. suis.8.600.000 arrive à échéance les 26/27 et 28 décembre 1950; je me propose de la renouveler à son échéance, mais je ne puis vous en donner les conditions, la B.R.I. ne fixant celles-ci que la veille ou l'avant-veille.

Je vous saurai gré, Monsieur le Président, de vouloir bien me câbler l'accord de la Banque pour le renouvellement de la 2e opération échéant les 26/27 et 28 de ce mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,



J. Vanheurck.

Bruxelles, le 8 décembre 1950.



TRESORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

direction - bureau

T. N°

C.D.

ANNEXE :

Monsieur Eugène R. BLACK,
President of the International
Bank for Reconstruction and
Development,

WASHINGTON 6.D.C.

----- U.S.A.-----

Dans la réponse, mentionner les
indications ci-dessus.

Monsieur le Président,

En réponse à votre lettre du 9 novembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le fait de ne pas avoir procédé à un échange de vues avec la Banque, préalablement à la conclusion de l'emprunt de 60 millions de francs suisses du Congo belge, résulte d'une omission regrettable que je vous prie de vouloir bien excuser et que je me suis efforcé de réparer dans la mesure du possible par mes lettres du 14 août et 27 octobre dernier.

Soyez persuadé, Monsieur le Président, que je prends toutes dispositions pour qu'à l'avenir, la Banque soit saisie de tout projet d'emprunt extérieur que l'Etat belge envisagerait d'émettre ou de garantir, avant que celui-ci ne soit conclu.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

JAN 2 9 30 AM 1951

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
AU NOM DU PRÉSIDENT

J, assemblée de la banque internationale
d'Amérique latine, soumette le présent
et de l'assemblée, avant que celui-ci ne soit soumis
examiné par la banque internationale d'Amérique
latine, je prie de vous en informer de tout projet d'assemblée
que la banque internationale d'Amérique latine, en la
présence de l'assemblée, soumette à la banque internationale.

Les deux parties de la banque internationale d'Amérique
latine, en la présence de l'assemblée, soumette le présent
et de l'assemblée, avant que celui-ci ne soit soumis
examiné par la banque internationale d'Amérique
latine, je prie de vous en informer de tout projet d'assemblée
que la banque internationale d'Amérique latine, en la
présence de l'assemblée, soumette à la banque internationale.

WASHINGTON D.C.
Bureau
Bureau de la banque internationale
président de la banque internationale
président de la banque internationale

Belgian Loan

Bruxelles, le 8 décembre 1950.



TRÉSORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

Monsieur Eugène R. BLACK,
Président of the International
Bank for Reconstruction and
Development,

WASHINGTON 6.D.C.

--:--:-- U.S.A.

ack. Dec. 29

Monsieur le Président,

En réponse à votre lettre du 9 novembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le fait de ne pas avoir procédé à un échange de vues avec la Banque, préalablement à la conclusion de l'emprunt de 60 millions de francs suisses du Congo belge, résulte d'une omission regrettable que je vous prie de vouloir bien excuser et que je me suis efforcé de réparer dans la mesure du possible par mes lettres du 14 août et 27 octobre dernier.

Soyez persuadé, Monsieur le Président, que je prends toutes dispositions pour qu'à l'avenir, la Banque soit saisie de tout projet d'emprunt extérieur que l'Etat belge envisagerait d'émettre ou de garantir, avant que celui-ci ne soit conclu.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

v.
J. Vanheurck

J. Vanheurck.

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

DEC 27 8 52 AM 1950

Belgian Loan

Mr. Thomas Basyn

December 5, 1950

S. R. Cope

Belgium Issue of 8. frs. 55 million Treasury Certificates

Thank you very much for your memorandum of November 30, 1950, ✓
quoting from a letter of November 27 which you received from Brussels.

Unfortunately, even with the additional information we now have, we are still not sufficiently informed on the transaction to enable us to judge whether there is a case for our making any official representations to Brussels.

I should be grateful, therefore, if you could obtain full details of the transaction, which would enable us to base our judgment on official data rather than on press reports.

SRG/pmk
c.c. Mr. W.A.B. Iliff

Belgian Loan

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. S.R. Cope
FROM: Thomas Basyn
SUBJECT: Issue of 55 Million Swiss Francs of Belgian Treasury Certificates

DATE: November 30, 1950

I am quoting hereunder from a letter of November 27 which I have received today from Brussels.

"En ce qui concerne le placement des certificats de trésorerie en Suisse pour un montant de F.S. 55 millions, M. Vanheurck estime que la prétention de la Banque Internationale est excessive.

Peut-être le texte oblige-t-il la Trésorerie à informer préalablement la Banque, mais, à son avis, il est inconcevable que les dispositions de l'Article VII, 6 du contrat du 1er mars 1949 vise également les simples opérations de trésorerie telles que celle à laquelle il fait allusion.

La gestion de trésorerie de l'Etat comporte normalement de nombreuses opérations de ce genre avec les banquiers ordinaires de l'Etat, y compris la B.R.I.

Ces opérations se concluent rapidement, parfois même par simple conversation téléphonique. Elles sont en général à très court terme. Il n'est pratiquement pas possible de procéder à une consultation préalable de la Banque Internationale à Washington."

Basyn

*Belg. 446 m. loan
Loan*

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. T. Basyn

DATE: November 13, 1950

FROM: S. R. Cope

SUBJECT: Belgium

In accordance with our telephone conversation, I attach a clipping from the Financial Times dated October 22, 1950. I should be grateful if you could find out whether this report is true.

SRB.

*Mr. Cope.
I have, upon receipt of this memorandum,
immediately written to Brussels.*

[Signature]

*H. Hoag.
Nov. 15.*

(COPY)

BELGIAN NOTES ISSUE
Frs. 55 Million Placed
in Swiss Market
Brussels, Oct. 22

The Belgian Government has placed Treasury notes in the Swiss market to the extent of Swiss Frs. 55 million. It is understood that these notes are to be redeemed by a longer-term bond issue to be made in Switzerland early in 1951.

Partly as a result of this operation the return of the Belgian National Bank as at October 19 shows a material improvement in currency reserves which have increased by Frs. 471 m. There is, however, a debit increase of Frs. 111 m. in gold and foreign currency to be delivered.

SRC/pmk
Attach.

Belgian Loan

November 9, 1950

Dear Mr. Vanheurck:

I write with reference to your letters of August 14 and October 17, 1950, regarding the issue in Switzerland of a loan of Swiss francs 60,000,000 to the Belgian Congo with the guarantee of the Belgian Government.

As you will realize, the purpose of the covenant contained in Section 6 of Article VII of the Loan Agreement between the Kingdom of Belgium and the International Bank for Reconstruction and Development, dated March 1, 1949, is to ensure that the Bank should be given an adequate opportunity to exchange views with your Government before it incurs or guarantees any external indebtedness.

It is my understanding that the loan under discussion was negotiated in June or July 1950 with a group of Swiss bankers under authority of a decree of June 13, 1950, and that the Government's guarantee was authorized by the law of July 10, 1950, published in the *Moniteur belge* of July 13, 1950. I understand, further, that the Swiss bankers intended to offer the loan on the Swiss market on or about August 1, 1950, but that because of the Korean crisis, they decided to defer the offer.

I note, however, that the first intimation received by the Bank from your Government that an issue was contemplated, was in a letter from you dated August 14, 1950, i.e., two months after the issue had been authorized and two weeks after the date on which, had the Korean crisis not intervened, it would have been offered for public subscription.

I should like to stress that the Bank regards the full recognition of the purposes of the consultation provision of the Loan Agreement, and compliance with it in accordance with these purposes, as of the greatest importance. In these circumstances, I shall be glad to learn why the Belgian Government did not consult with the Bank under Article VII of the Loan Agreement.

Yours very truly,

(Signed) Eugene R. Black

Eugene R. Black

Mr. J. Vanheurck
Director General
Treasury and Public Debt
Ministry of Finance
Brussels, Belgium

SRGope/pmk
Nov. 9/50

c.c. Mr. W.A.B. Iliff, Mr. F. Oppenheimer

Belg. Loan

Mr. E. R. Black through Mr. A.S.G. Hoar

November 8, 1950

S. R. Cope

Belgium

I showed Mr. Basyn the letter you signed yesterday to Mr. J. Vanheurck in connection with the consultation provisions in our loan agreement with Belgium. Mr. Basyn, while agreeing fully that there had been a violation of the consultation provisions, felt that the word "non-compliance" in the last sentence, although accurate, might hurt Mr. Vanheurck's feelings unduly.

I said that I did not attach any importance to the use of that particular word and that I felt that the purpose of the letter would be served equally well by the use of a phrase which conveyed the same sense but which sounded less harsh.

However, Mr. Basyn felt that he would like to discuss the matter with you and will try to see you tomorrow. The letter is attached to this memorandum.

SRC/pmk
Attach.

Belg Loan

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. E. R. Black through Mr. A.S.G. Hoar

DATE: November 7, 1950

FROM: S. R. Cope

SUBJECT: Belgium

I enclose for your signature a letter addressed to Mr. J. Vanheurck, Director General of Treasury and Public Debt at the Belgian Ministry of Finance.

There has been a very clear violation both of the letter and of the spirit of the consultation provisions and I think that we are fully justified in taking a firm line.

The text of the letter has been drafted in collaboration with the Legal Department who concur in the views expressed.



Mr Cope:- Please show this to Buzan before you send it -
Some notes
ERS

COPY

Par avion

Bruxelles, le 27 octobre 1950.

Ministère des Finances
Trésorerie
et Dette Publique

3e Direction
T.D.820
Emprunt garanti 4% 1950
de fr.s.60.000.000 du
Congo belge.

Monsieur Thomas BASYN,
Executive director,
International Bank for
Reconstruction and Development,
WASHINGTON, D.C.

received 31/x/50

Monsieur le Directeur,

Comme suite aux lettres que vous avez adressées les 13 et 19 de ce mois à M. De Voghel, Directeur de la Banque Nationale de Belgique, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, par lettre du 17 de ce mois, j'ai avisé la Banque Internationale de Reconstruction que l'émission de l'emprunt garanti 4% 1950 de 60 millions de francs suisses du Congo belge devait être effectuée dans le courant du mois d'octobre 1950. La souscription vient d'être clôturée.

Une première communication au sujet de cet emprunt avait fait l'objet de ma lettre du 14 août dernier.

Il est exact que la Banque n'a pas été avisée préalablement à la conclusion de l'opération et qu'elle n'a donc pu donner son avis avant la signature du contrat d'emprunt.

Toutefois, je me permets de faire remarquer que généralement, les pourparlers pour la conclusion d'un emprunt avec la Suisse sont de très courte durée et l'émission suit de près la signature du contrat. Dans le cas présent, l'affaire de Corée a été la cause d'un retard dans l'émission.

Des dispositions sont prises pour qu'à l'avenir des échanges de vue avec la Banque aient lieu avant la conclusion de l'emprunt; mais je me permets d'insister pour que l'avis de la Banque soit donné dans un court délai.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

/s/ J. Vanheurck.



TRÉSORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

3e Direction-1r Bureau

T.D. N° 360

Emprunt garanti 4% 1950
de fr.s. 60.000.000 du
Congo Belge

Belg. Loan
Bruxelles, le 17 octobre 1950.

regular mail

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT,

WASHINGTON 25 D. C. -

Messieurs,

Par lettre du 14 août 1950, émargée comme
la présente, je vous ai fait connaître les conditions
d'émission d'un emprunt de fr.s. 60.000.000 que le
Congo belge a contracté en Suisse et auquel l'Etat
belge a accordé sa garantie.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance
que l'émission de cet emprunt a dû être postposée et
que celle-ci sera effectuée dans le courant du présent
mois avec jouissance des intérêts à partir du 1er no-
vembre 1950, au lieu du 1er août 1950, ainsi qu'il
avait été prévu primitivement.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance
de ma considération distinguée.

Au nom du Ministre:
Le Directeur général,

J. Vanheurck.

Acc. Nov. 9

Belgium Loan

OFFICE MEMORANDUM

TO: Files DATE: October 13, 1950

FROM: A. S. G. Hoar

SUBJECT: Kingdom of Belgium \$16 million Loan Agreement - Consultation Obligations

1. I saw M. Basyn this afternoon and drew his attention to the letter which had been received from the Belgian Ministry of Finance, dated 14 August 1950, relating to the Belgian Government's guarantee of a \$60 million Swiss franc loan to be issued by the Congo.
2. I pointed out to M. Basyn that it was not entirely clear from the letter in question whether or not a loan contract had actually been signed.
3. M. Basyn said that the issue in question had been under consideration for some time but had been delayed because market conditions in Switzerland had not been sufficiently favorable. He was able to confirm that, not only at the time the letter of 14 August 1950 was written, but up to the time when he himself had left Belgium about a month later, the contract had not been signed.
4. M. Basyn stated that he believed that the letter in question had been written as a result of reminders that he himself had given that the Belgian Government had an obligation to inform the Bank in advance of the signing of any contract.
5. I then referred M. Basyn to the letter which the Bank had written to the Colombian Minister of Finance on 22nd August, which had been circulated to the Executive Directors, in which the Bank had stressed that the spirit of the consultation clause, even more than the letter, carried with it the obligation to consult before conversations had been carried forward to a stage from which it would be impossible for the parties to any proposed transaction to draw back without embarrassment. M. Basyn said that he "quite agreed with the logic of this standpoint".
6. I then asked M. Basyn to inquire of his Government how matters stand with the proposed loan and at the same time to draw their attention to the Bank's view with regard to the obligations of the consultation clause. He undertook to do so immediately.

CC: Mr. S. R. Cope

Ex.

FILE COPY

Belgium Loan

Mr. W.A.B. Iliff through Mr. A.S.G. Hoar

Sept. 14, 1950

S. R. Cope

Kingdom of Belgium - Consultation

1. The Loan Agreement between the Kingdom of Belgium and the Bank dated March 1, 1949, contains the standard consultation clause. Article VII, Section 6 of the Agreement reads as follows:

"If the Borrower, or any of its political sub-divisions, or any Agency shall propose to incur, assume or guarantee any external debt, or substantially to modify the terms of payment of any then existing external debt, incurred, assumed or guaranteed by any of them, the Borrower will notify the Bank promptly of the particular proposal, and prior to the time of taking the proposed action, will afford to the Bank all opportunity which is reasonably practicable under the circumstances to exchange views with the Borrower with regard to such proposal;

2. The consultation provisions have not worked particularly well: early this year, and again quite recently, there have been signs that the Belgian Government are reluctant either to carry out the letter of their agreement or to observe its spirit.

3. On January 19, 1950, we learned from the Agence Economique et Financiere that between January 17 and January 24 a Swiss bank syndicate would offer for public subscription in Switzerland, an external state-guaranteed issue of 4% bonds of the Belgian Societe Nationale de Credit a l'Industrie in the amount of S.frs. 50 million. Mr. Hoar mentioned this to Mr. Basyn, who said he would write to Brussels about it at once. On January 31, 1950, a cable was received from the Belgian Ministry of Finance informing the Bank that the Kingdom of Belgium had in fact guaranteed a loan as reported in the press. A letter enclosing the loan contract was subsequently received by the Bank on February 16, 1950. No action was taken by the Bank beyond sending a formal acknowledgment, on February 21, 1950.

4. In July 1950 the Bank learned from press reports that a 20-year 4% loan of S.frs. 60 million had been floated in Switzerland, the proceeds of which would assist in the financing of the Belgian Congo development plan. Mr. Schmidt contacted Mr. Basyn who promised to make inquiries in Brussels. The matter was subsequently mentioned in the report to the Executive Directors of July 28. By a letter dated August 14 the Belgian Ministry of Finance notified the Bank that the Kingdom of Belgium, on a date which was not specified, had guaranteed payment of interest and repayment of principal of a S.frs. 60 million loan to the Belgian Congo which was to be offered for subscription in Switzerland. A copy of this letter is attached. It has not yet been acknowledged as we have been awaiting the copy of the Moniteur belge referred to in the penultimate paragraph of the letter.

FILE COPY

5. The copy of the Moniteur belge has been received, but there are still a few facts missing. We do not know the issue price of the loan. We do not know whether an issue to private investors is intended and if so whether it has taken place. It is, however, clear that the Belgian Government has issued a guarantee and that this action is a contravention of the consultation provisions in that there was no prior consultation with the Bank, but only retrospective notification.

6. I think that the Bank should consider carefully in the light of its general feeling on the problem of consultation, what formal attitude it should adopt in the present case. A general review of the utility of the consultation provisions of our loan agreements might be worth while.

7. I would respectfully suggest, however, that without prejudice to that formal attitude, you might like to indicate to the Belgians that the Bank is very concerned at their attitude to consultation, pointing out that the aim of the provision in the Loan Agreement was to afford the Bank an opportunity of exchanging views with the Belgian Government before the action had been taken. It might also be appropriate to ask them whether there were any special circumstances which caused them to fail in the performance of their contractual obligations.

R

SRGope/pmk

c.c. Mr. J. Burke Knapp

Mr. F. Oppenheimer

Mr. S. R. Cope

September 13, 1950

J. Fajans

Belgian - Dutch Consultation

1. Article VII, Section 6 of the Loan Agreement between the Kingdom of Belgium and the Bank dated March 1, 1949, reads as follows:

"If the Borrower, or any of its political sub-divisions, or any Agency shall propose to incur, assume or guarantee any external debt, or substantially to modify the terms of payment of any then existing external debt, incurred, assumed or guaranteed by any of them, the Borrower will notify the Bank promptly of the particular proposal, and prior to the time of taking the proposed action, will afford to the Bank all opportunity which is reasonably practicable under the circumstances to exchange views with the Borrower with regard to such proposal;....."

2. Although the wording of Article VII clearly defines the obligation of the Kingdom of Belgium to consult with the Bank with regard to proposed action, the Belgian Government have, in two instances, notified the Bank of the conclusion of State-guaranteed external borrowing operations, i.e. after the action had already been taken.

3. On January 19, 1950, we learned from the Argence Economique et Financiere that between January 17 and January 24 a Swiss bank syndicate would offer for public subscription in Switzerland, an external State-guaranteed, 4% issue of the Belgian Societe Nationale de Credit a l'Industrie in the amount of S.frs. 50 million. Mr. Hear mentioned this to Mr. Basyn, who said he would write to Brussels about it at once. On January 31, 1950, a cable was received from the Belgian Minister of Finance informing the Bank that the Belgian State had guaranteed the above loan on which interest will begin to accrue from February 1. A letter enclosing the loan contract was subsequently received by the Bank on February 16, 1950. No action was taken by the Bank and Mr. Penton acknowledged the letter on February 21, 1950.

4. In July 1950 the Bank learned from press reports that a 20-year, 4% loan of S.Frs. 60 million had been floated in Switzerland, the proceeds of which would assist in the financing of the Belgian Congo development plan. Mr. Schmidt contacted Mr. Basyn who promised to make inquiries in Brussels. The matter was subsequently mentioned in the report to the Executive Directors of July 28. On August 23, 1950, a letter dated August 14 was received from the Belgian Minister of Finance. It stated that the Belgian State had guaranteed (no date specified) payment of interest and repayment of principal of S.frs. 60 million loan to the Belgian Congo which is to be offered for subscription in Switzerland at a yet unknown date. A copy of this letter is attached. (It has not yet been acknowledged).

5. The Legal Department take the view that the conduct of the Belgian Government represents a violation of the Loan Agreement. Although it is quite clear that the Belgian Government have taken an action without affording the Bank the opportunity to exchange views with them, it appears to me that the fact that the Bank's granting the loan have not offered the bonds evidencing it for subscription prior to August 14, would require us to ascertain, by looking at the contract, what are the general provisions governing the loan and at what date the State guarantee went into effect, - before the Bank could take a stern stand in writing. The best way of solving our problem would be to ask Mr. Iliff to talk to the Belgians while in Brussels. An English translation of the letter mentioned in (4) is attached for transmission to him.

Belgium Loan

September 5, 1950

Aug. 14
Dear Mr. Iliff:

With further reference to the third paragraph in my letter of September 1, enclosing the Semi-Monthly Report to the Executive Directors for the period August 19 - 31 inclusive, I am sending herewith a copy of the letter from the Belgian Ministry of Finance notifying the Bank that Belgium has guaranteed the Sw.Frs. 60 million loan to be floated in Switzerland for the benefit of the Congo Development Program. Translation of this letter is also attached.

Trusting that this may be of interest or assistance to you, and with best wishes, I am

Sincerely yours

Paul F. Foster

Mr. W. A. B. Iliff
Loan Director
International Bank for Reconstruction
and Development
c/o Hotel Meurice
228 Rue de Rivoli
Paris, FRANCE

Enc.

Bel col ser.

TRANSLATION

COPY

Brussels, August 14, 1950

MINISTRY OF FINANCE
TREASURY & PUBLIC DEBT

International Bank for Reconstruction
and Development

Department 3, Office 1
T/D/820

Guaranteed 4% Loan of the Belgian Congo
of Sw. Frs. 60,000,000 of 1950

Attachment follows by mail

Dear Sirs:

I have the honor to inform you that in execution of Article 6 of the law of July 10, 1950, the Belgian State has guaranteed the payment of interest and the repayment of principal of a loan of Sw. Frs. 60,000,000, the issue of which by the Belgian Congo in Switzerland had been authorized by the Regent's decree of June 13, 1950.

The proceeds of this loan are designed to contribute to the financing of a ten year program of economic and social development in the Belgian Congo.

The loan will be represented by 60,000 bonds of Sw.Frs. 1,000 each, bearing interest at the rate of 4% p.a. commencing with August 1, 1950.

It will have the maximum duration of 20 years and will be repayable in 12 annual installments of Sw.Frs. 5,000,000 commencing with the 9th year.

The payment of interest and the redemption of the bonds will be effected in Switzerland in Swiss francs.

However, the bearers will have the power to obtain payment in Congo francs over the counter of the Banque du Congo belge at Leopoldville at the rate of Congo Frs. 11.60 for Sw.Frs. 1.

The date at which the loan will be offered for subscription will be fixed by the bankers granting the loan.

You will find attached hereto a copy of the Belgian Moniteur of July 13, 1950 containing the law of July 10, 1950 mentioned above.

Accept Sirs, the assurance of my high consideration.

For the Minister
The Director General
(Sd.) J. VANHEURCK

JFajans:jml
September 5, 1950.

*Relouche to Bureau of Sept 14 '50
from Mr. Lige to Mr. Lige through Mr. Hode*

TRÉSORERIE
ET DETTE PUBLIQUE3e Direction Ir Bureau
T/D/820Emprunt garanti 4% 1950
de fr.s.60.000.000 du
Congo belge.

Bruxelles, le 14 août 1950

Belge loan

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT,
WASHINGTON 25 D.C.
-:-:-:-:-

Annexe Joint par la Poste

Messieurs,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en exécution de l'art.6 de la loi du 10 juillet 1950, l'Etat belge a garanti le paiement des intérêts et le remboursement du principal de l'emprunt de 60.000.000 de francs suisses, dont l'arrêté du Régent du 13 juin 1950 autorise l'émission en Suisse par le Congo belge.

Le produit de cet emprunt est destiné à contribuer au financement d'un programme décennal de développement économique et social au Congo belge.

L'emprunt sera représenté par 60.000 obligations de 1.000 francs suisses chacune, portant intérêts au taux de 4% l'an à partir du 1er août 1950.

Il aura une durée maximum de 20 ans et sera remboursable en 12 tranches annuelles de 5.000.000 de francs suisses, à partir de la 9e année.

Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués en Suisse, en francs suisses.

Toutefois, les porteurs auront la faculté d'obtenir le paiement en francs congolais aux guichets de la Banque du Congo belge, à Léopoldville, au cours de francs congolais 11,60 pour un franc suisse.

La date de la mise en souscription de l'emprunt sera fixée par les banquiers, preneurs de l'emprunt.

Vous trouverez en annexe à la présente un exemplaire du Moniteur belge du 13 juillet 1950, publiant la loi du 10 juillet 1950, à laquelle il est référé ci-dessus.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

ack. Nov. 7
to send with Mr. G...
no reply at present
in view of Mr. Hoff's
mail to Brussels
JF 29/11

F.R.C.
Reply pending
receipt of the
Moniteur Belge
JF. 1/12

RECEIVED

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

AUG 23 2 12 PM 1950

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

ROUTING SLIP

Date July 13 1951

T0-	Name	Room No.
1	Central Files	208
2		
3		
4		

FOR-

	Action		Initialing
	Approval		Preparing Reply
	Comment		Previous Papers
	Filing		Noting and Returning
	Full Report		Recommendation
	Information		Signature

REMARKS

FROM- RESEARCH FILES
Archives Division

413

Belgian Congo loan in
Switzerland. -

60 million Swiss F. -

4% interest at 99 1/2

3% commission. -

Amortization from 9th year
running 12 years. -

Mr. West
Mr. Ritt.

OFFICE MEMORANDUM

fhs

TO: Mr. Orvis A. Schmidt

DATE: July 10, 1950

FROM: Joseph Fajans

SUBJECT: Belgium - Consultation and Information

1. Agreements covering a loan of \$1,778,000 to Belgium by the Export-Import Bank under the ERP were signed on June 29, 1950, according to an ECA press release. The loan is for twenty years and bears interest at the rate of $2\frac{1}{2}\%$. Principal and interest payments are scheduled to begin at the end of 1952. Of the proceeds of the loan, \$1,718,000 will be used for the purchase of U.S. produced road building equipment and \$60,000 for expenses of a U.S. technical mission which will be despatched to the Congo to advise on maintenance shops and on deployment and operation of the equipment supplied. (The latter item is interesting in view of the Belgian Government's reluctance to invite a Bank mission to the Congo.)

2. We have not been consulted (as we should have been under Article VII, Section 6 of the Belgian Loan Agreement) and have not received any direct communication relative to this operation. I wonder whether we should not remind the Belgian Government of its obligations under the Loan Agreement? It may be mentioned in this connection that the Bank was notified of the issue in Switzerland in early 1950 of the Government guaranteed bonds of the Société Nationale de Crédit à l'Industrie only after an enquiry had been made with M. Basyn and he had written the Ministry of Finance invoking the consultation provision of the Loan Agreement.

3. Should the Bank decide to take steps and contact the Belgian Government, it would be useful to advise them simultaneously that their performance in the furnishing of information under Article VII, Section 4 of the Loan Agreement has not been satisfactory. In fact, we have not yet received information covering the first quarter of 1950, although comparative data for the fourth quarter of 1949 was received on February 13, 1950. The monthly information was last received on April 10, 1950, for the months of January and February. This is a considerable delay and it appears to me to be a proof of neglect on the part of the Belgian Ministry of Finance which is charged with the supply of information to the Bank.

X School Info.

Mr. Schmidt talked to Mr. Basyn on July 13th.
Mr. Basyn will write to the Belgian Ministry of Finance regarding problems raised in this memo.
He himself had not been informed about the \$1.8 m. loan, & stated that it is the second loan of this size and kind contracted by his Government. He further mentioned the \$50.60 m. loan for 20 years at 4% p.a. concluded in Switzerland & said that he will ask for particulars, i.e. who is the borrower. JH. 13

368 m² ~~Heavy~~
Direct out: ECA

3.4 (28/17)

60 m² 57

13 Pu

OFFICE WINDOW

DÉSIGNATION		ATTRIBUTIONS ET VOIES AUTORISÉES			TRANSIT ET ENTREPOTS
des bureaux	des succursales dépendant de ces bureaux	Dédouanement : a) à l'importation, quelle que soit la localité de destination; b) à l'exportation, quelle que soit la localité d'expédition	Réexpédition sous douane sur un bureau de l'intérieur pour déclaration définitive	Dédouanement : a) à l'importation des marchandises destinées aux besoins journaliers des habitants du rayon réservé; b) à l'exportation des produits de ce même rayon	
1	2	3	4	5	6
HEER AGIMONT (Meuse)		PAR RIVIÈRES : la Meuse. PAR TERRE : la route de Givet à Dinant, par Agimont.	PAR RIVIÈRES : la Meuse, pour les marchandises importées à bord de bateaux expédiés à destination des bureaux de Namur et de Liège.		Bureau ouvert au TRANSIT, à l'entrée et à la sortie comme dans la 3 ^e colonne.
	PETIT-DOISCHE (Doische)	—	—	PAR TERRE : la route de Givet à Philippeville.	—
CHAOS (Templeuve)	—	PAR TERRE : 1 ^o la route de Roubaix à Tournai, par Templeuve; 2 ^o le chemin de fer vicinal de Toufflers à Tournai.	—	—	Bureau ouvert au TRANSIT, à l'entrée et à la sortie par la route indiquée dans la 3 ^e colonne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 juillet 1950.

J. VAN HOUTTE

ADMINISTRATION DU CADASTRE. — TRANSFERT. — NOMINATION.

Par arrêté ministériel du 2 juin 1950, M. Loosen, M.-Ch.-L., géomètre du cadastre à Bruges IV, est transféré, à sa demande, dans les bureaux de la conservation à Bruges, à partir du 1^{er} juillet 1950.

Par arrêté ministériel du 23 juin 1950, M. Van Achte, M.-L., géomètre, chef de groupe du cadastre à la conservation de Bruges, est désigné pour gérer en qualité de géomètre titulaire du cadastre à Bruges IV (région), à partir du 1^{er} juillet 1950.

OFFICE D'AIDE MUTUELLE. — NOMINATION.

Par arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1950, M. Requette, Carl, Louis, inspecteur principal au Ministère des Finances, est nommé conciliateur, en remplacement de M. L. d'Oreye, dont, à sa demande, le mandat n'a pas été renouvelé au 30 juin 1950.

Le mandat de M. C. Requette prendra cours le 1^{er} juillet 1950 et viendra à expiration le 30 décembre 1950.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

26 JUIN 1950. — Arrêté du Régent modifiant, en ce qui concerne le Ministère de la Justice, l'arrêté royal du 30 mars 1939, sur le classement des fonctions d'agents de l'Etat en catégories.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 3 et 16;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des fonctions d'agents de l'Etat en catégories, notamment l'article 6 et l'annexe intitulée : « Ministère de la Justice »;

Vu l'arrêté du Régent du 4 juillet 1947 portant fixation du cadre organique et des barèmes du personnel du Ministère de la Justice, et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié;

BESTUUR VAN HET KADASTER. — OVERPLAATSING. — BENOEMING.

Bij ministerieel besluit dd. 2 Juni 1950 wordt de heer Loosen, M.-Ch.-L., landmeter van het kadaster te Brugge IV, op eigen aanvraag, overgeplaatst in de burelen der bewaring Brugge, met ingang van 1 Juli 1950.

Bij ministerieel besluit dd. 23 Juni 1950 wordt de heer Van Achte, M.-L., landmeter-groepshoofd van het kadaster ter bewaring Brugge, aangewezen om het kadastrergebied Brugge IV (gewest) als landmeter titularis te beheren, met ingang van 1 Juli 1950.

DIENST VAN ONDERLINGE HULPVERLENING. — BENOEMING.

Bij ministerieel besluit van 1 Juli 1950 wordt de heer Requette, Carl, Louis, hoofdinspecteur bij het Ministerie van Financiën, benoemd als bemiddelaar, ter vervanging van de heer L. d'Oreye, waarvan, op zijn aanvraag, het mandaat niet hernieuwd werd op 30 Juni 1950.

Het mandaat van de heer C. Requette zal aanvang nemen op 1 Juli 1950 en zal een einde nemen op 30 December 1950.

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

26 JUNI 1950. — Besluit van de Regent tot wijziging, wat het Ministerie van Justitie betreft, van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939, omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 tot vaststelling van het statuut van het Rijkspersoneel, namelijk op de artikelen 3 en 16;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel, namelijk op artikel 6 en op de bijlage getiteld : « Ministerie van Justitie »;

Gelet op het besluit van de Regent van 4 Juli 1947 houdende vaststelling van het organiek kader en van de weddeschalen van het Ministerie van Justitie, en op de besluiten die het naderhand hebben gewijzigd;

AANDUIDING		BEVOEGDHEDEN EN TOEGELATEN WEGEN			DOORVOER EN ENTREPOTS
der kantoren	der van deze kantoren afhangende hulpkantoren	Dedouanering : a) <i>bij invoer</i> , welke ook de plaats van bestemming weze ; b) <i>bij uitvoer</i> , welke ook de plaats van verzending weze	Wederverzending onder douane naar een kantoor binnenslands, voor definitieve aangifte	Dedouanering : a) <i>bij invoer</i> der goederen bestemd voor de dagelijkse behoeften van de inwoners van de onvrije tolkring ; b) <i>bij uitvoer</i> der producten uit gezegde tolkring	
1	2	3	4	5	6
HEER-AGIMONT (Meuse)		PER RIVIER : de Maas. TE LANDE : de weg van Givet naar Dinant, over Agimont.	PER RIVIER : de Maas voor de goederen in- gevoerd aan boord van schepen verzon- den met bestemming naar de kantoren Na- men en Luik.		Kantoor open voor DOORVOER bij in- voer en uitvoer, zoals aangeduid in kolom 3.
	PETIT-DOISCHE (Doische)	—	—	TE LANDE : de weg van Givet naar Philippeville.	—
CHAOS (Templeuve)	—	TE LANDE : 1° de weg van Rou- baix naar Doornik, over Tem- pleuve ; 2° de buurtspoorweg van Touf- flers naar Doornik.	—	—	Kantoor open voor DOORVOER bij in- voer en uitvoer, over de weg aan- geduid in kolom 3.

Mij bekend om te worden gevoegd bij het besluit van 10 Juli 1950.

J. VAN HOUTTE

Considérant que les fonctions de directeur de prison de 4^e classe, de directeur adjoint de 2^e classe et de chef de pavillon ne diffèrent ni par leur nature, ni par l'importance des responsabilités assumées, des fonctions des directeurs et directeurs adjoints des classes supérieures ;

Considérant qu'il est souhaitable de confier toutes les fonctions de direction précitées à des titulaires ayant des connaissances et une formation professionnelle identiques et qu'il convient, dès lors, de les classer toutes en première catégorie ;

Vu l'avis du comité départemental de consultation syndicale ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 novembre 1948 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans le tableau intitulé « Ministère de la Justice », annexé à l'arrêté royal du 30 mars 1939, en regard du grade général « Chef de bureau », les grades spéciaux :

- « Directeur de prison de 1^{re} classe »,
- « Directeur de prison de 2^{me} classe »,
- « Directeur de prison de 3^{me} classe »,
- « Directeur adjoint de 1^{re} classe »,

sont remplacés par les grades spéciaux :

- « Directeur de prison »,
- « Directeur adjoint »,
- « Chef de pavillon »,

§ 2. Dans le même tableau, en regard du grade général « Rédacteur », le grades spéciaux suivants sont supprimés :

- « Directeur de 4^e classe »,
- « Directeur adjoint de 2^e classe »,
- « Chef de pavillon ».

Art. 2. A titre transitoire, les titulaires actuels des grades de directeur de prison de 4^e classe, de directeur adjoint de 2^e classe et de chef de pavillon, qui ne réunissent pas les conditions prévues par le statut des agents de l'Etat pour la nomination des fonctionnaires de la première catégorie, conservent leur grade à titre personnel, en restant agents de deuxième catégorie.

Art. 3. Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juin 1950.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :
De Minister van Justitie,

H. CARTON de WIART.

Overwegende dat de functies van gevangenisbestuurder 4^e klasse, van adjunct-bestuurder 2^e klasse en van paviljoenhoofd, noch naar hun aard, noch naar het belang van de verantwoordelijkheden verschillen van de functies van bestuurder en adjunct-bestuurder in de hogere klassen ;

Overwegende dat het wenselijk is al de bovenvermelde leidende functies aan titularissen met gelijke kennis en beroepsopleiding toe te vertrouwen, en dat zij bijgevolg allen in de eerste categorie dienen te worden ingedeeld ;

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven de 17^e November 1948 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. § 1. In de tabel getiteld « Ministerie van Justitie » en gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 Maart 1939, worden, naast de algemene graad « Bureelhoofd », de bijzondere graden :

- « Gevangenisbestuurder 1^e klasse »,
- « Gevangenisbestuurder 2^e klasse »,
- « Gevangenisbestuurder 3^e klasse »,
- « Adjunct-bestuurder 1^e klasse »,

vervangen door de bijzondere graden :

- « Gevangenisbestuurder »,
- « Adjunct-bestuurder »,
- « Paviljoenhoofd ».

§ 2. In dezelfde tabel worden, naast de algemene graad « opsteller », de volgende bijzondere graden geschrapt :

- « Bestuurder 4^e klasse »,
- « Adjunct-bestuurder 2^e klasse »,
- « Paviljoenchef ».

Art. 2. Als overgangsregeling behouden de huidige titularissen van de graden van gevangenisbestuurder 4^e klasse, van adjunct-bestuurder 2^e klasse en van paviljoenhoofd, die niet voldoen aan de vereisten welke in het statuut van het Rijkspersoneel zijn gesteld voor het benoemen van ambtenaren der eerste categorie, hun graad onder persoonlijke titel en blijven zij beambten der tweede categorie.

Art. 3. De Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 26 Juni 1950.

ORDRE DE LA COURONNE.

Par arrêté du Régent du 21 avril 1950, M. de Barsy (E.-J.), sous-directeur au Ministère de la Justice, est nommé officier de l'Ordre de la Couronne.

ADMINISTRATION CENTRALE. — DÉMISSION.

Par arrêté du Régent du 21 avril 1950, sortant ses effets à la date du 13 juillet 1950, est acceptée la démission de M. de Barsy (E.-J.), de ses fonctions de sous-directeur à l'administration centrale.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

PROVINCE DE BRABANT.

MODIFICATION AUX BARÈMES DES TRAITEMENTS
DES AGENTS PROVINCIAUX. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 30 juin 1950 approuve la résolution du conseil provincial du Brabant du 17 février 1950, portant certaines modifications aux barèmes des traitements des agents provinciaux.

PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE.

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL PROVINCIAL. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 30 juin 1950 approuve les résolutions du conseil provincial de la Flandre occidentale du 22 mars 1950 portant modification :

- 1° du règlement provincial sur l'enseignement industriel, professionnel et assimilé;
- 2° du règlement provincial sur l'enseignement agricole.

PROVINCE DE HAINAUT.

MODIFICATIONS AUX RÈGLEMENTS ET BARÈMES DE TRAITEMENT
DES AGENTS PROVINCIAUX. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 30 juin 1950 approuve les résolutions du conseil provincial du Hainaut en date du 28 février 1950, portant modification des règlements et barèmes des traitements des agents provinciaux.

PROVINCE DE LIÈGE. — ACQUISITION DE TERRAINS. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 30 juin 1950 approuve la résolution du conseil provincial de Liège en date du 6 mars 1950, tendant à autoriser la députation permanente à acquérir un ensemble de parcelles de terrain avoisinant la propriété du préventorium provincial de Dolhain-Limbourg, cadastrées section A, n° 35g, 148a, 149, 150, 152c, 139b et 151b, ainsi qu'une partie de la parcelle sise en la commune de Bilstain, cadastrée section B, n° 506a, le tout d'une superficie totale de 9 ha 82 a 80 ca 75 dma et déclare la dite acquisition d'utilité publique.

PROVINCE DE LIÈGE.

OCTROI D'UN COMPLÉMENT DE PENSION AUX DÉPUTÉS PERMANENTS.
RÈGLEMENTS PROVINCIAUX. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 30 juin 1950 approuve la résolution du conseil provincial de Liège, en date du 6 mars 1950, tendant à rendre applicables aux membres de la députation permanente, en ce qui concerne le supplément au fonds de présence à charge de la province, les règlements en vigueur pour l'octroi de la pension aux agents provinciaux.

PROVINCE DE NAMUR. — RÉSOLUTION DU CONSEIL PROVINCIAL.
CRÉATION D'EMPLOI DE SECRÉTAIRE-COMPTABLE. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 4 juillet 1950 approuve la résolution du conseil provincial de Namur, en date du 30 mars 1950, tendant à remplacer l'emploi de commis prévu au cadre du service provincial d'hygiène sociale par celui de secrétaire-comptable et à fixer le barème de traitement afférent à ce grade.

KROONORDE.

Bij besluit van de Regent van 21 April 1950 is de heer de Barsy (E.-J.), onderdirecteur bij het Ministerie van Justitie, benoemd tot officier in de Kroonorde.

HOOFDBESTUUR. — ONTSLAG.

Bij besluit van de Regent van 21 April 1950, dat in werking treedt op 13 Juli 1950, is aan de heer de Barsy (E.-J.), op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van onderdirecteur bij het hoofdbestuur.

Hij mag zijn aanspraak op pensioen doen gelden en is gemachtigd tot het voeren van de eretitel van zijn ambt.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

PROVINCE BRABANT.

WIJZIGING DER WEDDESCHALEN VAN HET PROVINCIEPERSONEEL
GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent van 30 Juni 1950 is goedgekeurd het besluit van de provinciale raad van Brabant dd. 17 Februari 1950, tot wijziging van sommige weddeschalen van het provinciepersoneel.

PROVINCE WEST-VLAANDEREN.

BESLISSINGEN VAN DE PROVINCIERAAD GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent dd. 30 Juni 1950 is de goedkeuring verleend aan de beslissingen van de provincieraad van West-Vlaanderen dd. 22 Maart 1950 houdende wijziging in :

- 1° het provinciaal reglement op het nijverheids-, beroeps- en daarmee gelijkgesteld onderwijs;
- 2° het provinciaal reglement op het landbouwonderwijs.

PROVINCE HENEGOUWEN.

WIJZIGING IN HET REGLEMENT EN DE WEDDESCHALEN
VAN HET PERSONEEL DER PROVINCIE. — GOEDKEURING.

Bij besluit van de Reegnt dd. 30 Juni 1950 zijn oedgekeurd de beslissingen van de provincieraad van Henegouwen dd. 28 Februari 1950, houdende wijziging in het reglement en de weddeschalen van het personeel der provincie.

PROVINCE LUIK. — GRONDVERWERVING GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent van 30 Juni 1950 is goedgekeurd het besluit van de provinciale raad van Luik dd. 6 Maart 1950, houdende machtiging van de deputatie tot het verwerven van een geheel van percelen grond, nabij het eigendom van het provinciaal preventorium te Dolhain-Limburg, kadastraal bekend sectie A, n° 35g, 148a, 149, 150, 152c, 139b en 151b, alsmede van een gedeelte van het perceel gelegen in de gemeente Bilstain, kadastraal bekend sectie B, n° 506a, groot in 't geheel 9 ha 82 a 80 ca 75 dma, en is die verwerving tot nut van 't algemeen verklaard.

PROVINCE LUIK.

TOEKENNING VAN EEN PENSIOENBIJSLAG AAN DE GEDEPUTEERDEN.
PROVINCIALE REGLEMENTEN GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent van 30 Juni 1950 is goedgekeurd het besluit van de provinciale raad van Luik dd. 6 Maart 1950, er toe strekkende om de vigerende reglementen omtrent het pensioen voor het provinciepersoneel, wat betreft de presentiefondstoeslag ten bezware der provincie, op de leden der deputatie van toepassing te maken.

PROVINCE NAMEN. — BESLUIT VAN DE PROVINCIALE RAAD TOT
INSTELLING VAN EEN BETREKKING VAN SECRETARIS-REKENPLICHTIGE
GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent van 4 Juli 1950 is goedgekeurd het besluit van de provinciale raad van Namen dd. 30 Maart 1950, tot vervanging van de in het kader van de provinciale dienst voor sociale hygiëne voorziene betrekking van klerk door die van secretaris-rekenplichtige en tot vaststelling van de weddeschaal van die betrekking.

PROVINCE DE NAMUR.
SERVICE TECHNIQUE DES BATIMENTS.
BARÈMES DE TRAITEMENTS.

Un arrêté du Régent en date du 4 juillet 1950 approuve la résolution du conseil provincial de Namur en date du 30 mars 1950, créant, au service technique des bâtiments, les emplois d'huissier-messager-concierge et de nettoyeuse des locaux et fixant les rémunérations des dits emplois.

PROVINCE DE NAMUR. — RÈGLEMENTS ORGANIQUE ET D'ORDRE
INTÉRIEUR DE L'ÉCOLE PROVINCIALE D'HORTICULTURE DE
GRAND-MANIL. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 4 juillet 1950 approuve la résolution du conseil provincial de Namur en date du 30 mars 1950, fixant les règlements organique du personnel et d'ordre intérieur de l'Ecole provinciale d'horticulture de Grand-Manil.

PROVINCE DE NAMUR.
RÈGLEMENT ORGANIQUE DU COURS DE LÉGISLATION SOCIALE.
MODIFICATION. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 4 juillet 1950 approuve la résolution du conseil provincial de Namur, en date du 30 mars 1950, tendant à fixer le montant de l'indemnité à payer aux personnes désignées pour faire partie du jury d'examen oral lors de l'épreuve imposée aux élèves du cours de législation sociale.

MOLLEM.
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAL. — ANNULATION.

Un arrêté du Régent en date du 24 juin 1950 annule, sur fondement des articles 86 et 87 de la loi communale, la délibération en date du 23 mars 1950, par laquelle le conseil communal de Mollem accorde au personnel enseignant des écoles communales et adoptées un supplément de traitement.

Cet arrêté est motivé comme suit :

« Attendu que par la délibération susvisée le conseil communal de Mollem a porté la rémunération des instituteurs en chef au-dessus des limites qui ne peuvent être dépassées sous peine de rompre l'harmonie entre les rémunérations du personnel des pouvoirs publics et de violer les principes de l'équivalence des rémunérations et de la hiérarchie;

» Considérant, dès lors, que la délibération du conseil communal de Mollem blesse l'intérêt général. »

GRAND-RECHAIN.
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAL. — ANNULATION.

Un arrêté du Régent en date du 1^{er} juillet 1950 annule la délibération du conseil communal de Grand-Rechain du 22 février 1950, fixant le traitement des bourgmestre et échevins.

Cet arrêté est motivé comme suit :

« Considérant que les bourgmestre et échevins ont participé au vote statuant sur leur traitement;

» Considérant qu'aux termes de l'article 68, § 1 de la loi communale, il est interdit à tout membre du conseil et au bourgmestre d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct et personnel;

» Considérant que, par conséquent, la délibération susmentionnée du conseil communal de Grand-Rechain du 22 février 1950 est contraire à la loi. »

CHATELET. — DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAL. — ANNULATION.

Un arrêté du Régent en date du 4 juillet 1950 annule, sur fondement des articles 86 et 87 de la loi communale, la délibération du conseil communal de Châtelet du 7 avril 1950, accordant, pour l'exercice 1949, une indemnité spéciale annuelle au personnel enseignant dans les classes du quatrième degré des écoles primaires communales.

Cet arrêté est motivé comme suit :

« Considérant que l'octroi de l'indemnité spéciale en question est de nature à rompre l'harmonie qui doit subsister dans les barèmes des traitements et suppléments de traitement qui ont été arrêtés par la réglementation en la matière;

» Considérant que, dès lors, la délibération susdite doit être considérée comme blessant l'intérêt général. »

PROVINCE NAMEN.
PROVINCIALE TECHNISCHE DIENST DER GEBOUWEN.
WEDDESCHALEN.

Bij besluit van de Regent dd. 4 Juli 1950 is goedgekeurd de beslissing van de provincieraad van Namen dd. 30 Maart 1950, houdende instelling, bij de technische dienst der gebouwen, van de betrekkingen van bode-deurwachter-concierge en schoonmaakster der lokalen zomede vaststelling van de daaraan verbonden bezoldigingen.

PROVINCE NAMEN. — ORGANIEK EN HUISHOUDELIJK REGLE-
MENT VOOR DE PROVINCIALE TUINBOUWSCHOOL VAN GRAND-
MANIL GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent dd. 4 Juli 1950 is goedgekeurd het besluit van de provinciale raad van Namen van 30 Maart 1950 tot vaststelling van het organiek personeels- en huishoudelijk reglement voor de provinciale tuinbouwschool van Grand-Manil.

PROVINCE NAMEN.
ORGANIEK REGLEMENT OP DE CURSUS IN DE SOCIALE WETGEVING.
WIJZIGING GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent van 4 Juli 1950 is goedgekeurd het besluit van de provinciale raad van Namen dd. 30 Maart 1950, tot vaststelling van het bedrag der vergoeding voor de personen die aangewezen zijn tot lid van de commissie voor het mondeling examen af te leggen door de leerlingen van de cursus in de sociale wetgeving.

MOLLEM.
BESLISSING VAN DE GEMEENTERAAD Vernietigd.

Bij besluit van de Regent dd. 24 Juni 1950 is vernietigd, op grond van de artikelen 86 en 87 der gemeentewet, de beslissing dd. 23 Maart 1950, waarbij de gemeenteraad van Mollem aan het onderwijzend personeel der gemeentelijke en aangenomen scholen een weddesupplement heeft verleend.

Dat besluit is volgenderwijze gemotiveerd :

« Overwegende dat de gemeenteraad van Mollem bij voormelde beslissing de bezoldiging der schoolhoofden heeft opgevoerd tot boven de grenzen, welke niet mogen worden overschreden op gevaar af de overeenstemming tussen de bezoldiging van het personeel der openbare besturen te verstoren en de principes van de gelijkwaardigheid der bezoldigingen en der hiërarchie te schenden.

» Overwegende, dienvolgens, dat de beslissing van de gemeenteraad van Mollem krenkend is voor het algemeen belang. »

GRAND-RECHAIN.
GEMEENTERAADSBSLISSING Vernietigd.

Bij besluit van de Regent dd. 1 Juli 1950 is vernietigd de beslissing van de gemeenteraad van Grand-Rechain dd. 22 Februari 1950, tot vaststelling van de wedde van de burgemeester en schepenen.

Dat besluit is als volgt gemotiveerd :

« Overwegende dat de burgemeester en schepenen hebben deelgenomen aan de stemming, waarbij op hun wedde beschikt is geworden;

» Overwegende dat luidens artikel 68, § 1, van de gemeentewet het aan ieder raadslid en aan de burgemeester verboden is deel te nemen aan een beraadslaging over zaken, waarbij zij een direct en persoonlijk belang hebben;

» Overwegende, dienvolgens, dat bovenvermelde beslissing van de gemeenteraad van Grand-Rechain dd. 22 Februari 1950 strijdig is met de wet. »

CHATELET. — GEMEENTERAADSBSLISSING Vernietigd.

Bij besluit van de Regent dd. 4 Juli 1950 is vernietigd, op grond van de artikelen 86 en 87 der gemeentewet, de beslissing van de gemeenteraad van Châtelet dd. 7 April 1950, waarbij voor het dienstjaar 1949, een bijzondere jaarlijkse vergoeding is verleend aan het onderwijzend personeel van de vierde-graadsklassen der gemeentelijke lagere scholen.

Dat besluit is als volgt gemotiveerd :

« Overwegende dat het verlenen van de bewuste bijzondere vergoeding van die aard is dat daardoor het vereiste evenwicht tussen de weddeschalen en -bijslagen, welke bij de ten deze geldende regeling vastgesteld zijn, wordt verstoord;

» Overwegende, derhalve, dat de vorengenoemde beslissing als strijdig met het algemeen belang dient beschouwd. »

ASSOCIATION DES COMMUNES.

* INTERCOMMUNALE GASBEDELING ANTWERPEN-HOBOKEN (I. G. A. H.).
MODIFICATIONS AUX STATUTS. — APPROBATION.

Un arrêté du Régent en date du 4 juillet 1950 approuve la délibération du 29 décembre 1949 par laquelle l'assemblée générale extraordinaire de l'association dénommée « Intercommunale Gasbedeling Antwerpen-Hoboken (I. G. A. H.) » a modifié les statuts de cet organisme.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

4 JUILLET 1950. — Arrêté ministériel désignant l'établissement « Zeegrensslachterij-Zeebrugge, N. V. », à Zeebrugge, comme une usine agréée dans des conditions spéciales, en vue de la fabrication des farines d'os, des farines animales, des farines de viande et des farines de sang destinées à l'alimentation des animaux.

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 1946 portant réglementation du commerce des farines d'os, des farines animales, des farines de viande et des farines de sang, spécialement l'article 3;
Vu l'enquête favorable du Service de l'Inspection vétérinaire de l'Etat;

Arrête :

Article 1^{er}. L'établissement « Zeegrensslachterij-Zeebrugge, N. V. », steenweg op Lissewege, 9, à Zeebrugge, est agréé pour la fabrication des farines d'os, des farines animales, des farines de viande et des farines de sang destinées à l'alimentation des animaux, à condition de n'employer que des produits d'origine animale récoltés dans le pays, à l'exclusion de toute matière importée de l'étranger.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 juillet 1950.

P.-M. ORBAN.

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

5 JUILLET 1950. — Arrêté du Régent. — Jury central constitué par le gouvernement pour la collation des grades académiques légaux. — Première session de 1950.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 27 juin 1947;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1930 portant règlement organique pour l'exécution de cette loi en ce qui concerne les examens à subir devant les jurys constitués par le gouvernement, ainsi que l'arrêté ministériel du 30 décembre 1930, modifié et complété par diverses dispositions ultérieures, déterminant le programme de ces examens;

Vu la liste des récipiendaires qui se sont fait inscrire pour subir leur examen devant le jury central à la première session de 1950;

Voulant régler la composition de ce jury;

Sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le jury central à constituer par le gouvernement pour la collation des grades académiques légaux, est composé de la manière suivante pour la première session de 1950 :

Philosophie et lettres.

Président : M. Heyse, R., premier président à la Cour d'appel de Bruxelles.

Suppléant du président : M. Hodüm, A., conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles.

VERENIGING VAN GEMEENTEN.

INTERCOMMUNALE GASBEDELING ANTWERPEN-HOBOKEN (I. G. A. H.).
WIJZIGINGEN IN DE STATUTEN GOEDGEKEURD.

Bij besluit van de Regent dd. 4 Juli 1950 is goedgekeurd de beslissing dd. 29 December 1949, waarbij de buitengewone algemene vergadering der intercommunale vereniging met name Intercommunale Gasbedeling Antwerpen-Hoboken (I. G. A. H.) de statuten dezer maatschappij heeft gewijzigd.

MINISTERIE VAN LANDBOUW.

4 JULI 1950. — Ministerieel besluit houdende erkenning van de inrichting « Zeegrensslachterij-Zeebrugge, N. V. », te Zeebrugge, tot het vervaardigen onder speciale voorwaarden van beendermeel, dierenmeel, vleesmeel en bloedmeel bestemd voor de veevoeding.

De Minister van Landbouw,

Gelet op het besluit van 24 Januari 1946 tot regeling van de handel van beendermeel, dierenmeel, vleesmeel en bloedmeel, inzonderheid artikel 3;

Gezien het gunstig onderzoek van de Rijksdienst voor Veeartsenijkundig Toezicht,

Besluit :

Artikel 1. De instelling « Zeegrensslachterij-Zeebrugge, N. V. », 9, steenweg op Lissewege, te Zeebrugge, wordt erkend voor het vervaardigen van beendermeel, dierenmeel, vleesmeel en bloedmeel bestemd voor de veevoeding, op voorwaarde van als grondstoffen uitsluitend te gebruiken producten van dierlijke oorsprong, ingezameld in het land, met uitsluiting van alle uit de vreemde ingevoerde stof.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn afkondiging in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, de 4 Juli 1950.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

5 JULI 1950. — Besluit van de Regent. — Centrale examencommissie, door de regering aangesteld voor het toekennen der wettelijke academische graden. — Eerste zitting in 1950.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 21 Mei 1929 op het toekennen der academische graden en het programma der universitaire examens, zoals zij werd gewijzigd bij de wet van 27 Juni 1947;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 December 1930 tot regeling van de uitvoering van die wet, wat betreft de examens die ten overstaan van de door de regering aangestelde commissies dienen afgelegd, alsmede op het door verschillende latere bepalingen gewijzigd en aangevuld ministerieel besluit van 30 December 1930, waarbij het programma dezer examens wordt vastgesteld;

Gelet op de lijst der examinandi, die zich hebben laten inschrijven om hun examen af te leggen vóór de centrale examencommissie, gedurende de eerste zitting in 1950;

Willende de samenstelling van deze commissie regelen;

Op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De centrale examencommissie, door de regering aan te stellen voor het toekennen van de wettelijke academische graden, wordt voor de eerste zitting in 1950 samengesteld als volgt :

Letteren en wijsbegeerte.

Voorzitter : de heer Heyse, R., eerste voorzitter in het Hof van beroep, te Brussel.

Plaatsvervanger van de voorzitter : de heer Hodüm, A., raadsheer in het Hof van beroep, te Brussel.

CANDIDATURE EN PHILOSOPHIE ET LETTRES.

I. Examen préparatoire aux grades de docteur en droit et de licencié en notariat.

Première épreuve.

Membres, MM. :

Baur, F., professeur à l'Université	de Gand;
D'Hondt, J., id.	de Gand;
Guette, R., id.	de Gand;
De Corte, M., id.	de Liège;
Halkin, L.-E., id.	de Liège;
Herrmann, L., id.	de Bruxelles;
Lambrechts, P., id.	de Bruxelles;
Perelman, Ch., id.	de Bruxelles;
Génicot, L., id.	de Louvain;
Peremans, W., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Vercauteren, F., professeur à l'Université de Liège.

Deuxième épreuve et épreuves complémentaires.

Membres, MM. :

Baur, F., professeur à l'Université	de Gand;
D'Hondt, J., id.	de Gand;
De Corte, M., id.	de Liège;
Halkin, L.-E., id.	de Liège;
Henrion, R., id.	de Liège;
Vercauteren, F., id.	de Liège;
Gilissen, J., id.	de Bruxelles;
Lespes, J., id.	de Bruxelles;
Limpens, J., id.	de Bruxelles;
Caes, L., id.	de Louvain;
Hanse, J., id.	de Louvain;
Reusens, P., professeur à l'Institut Saint-Louis, à Bruxelles.	

II. Examen préparatoire au grade de licencié.

Groupe B. — Histoire.

Première épreuve.

Membres, MM. :

Baur, F., professeur à l'Université	de Gand;
D'Hondt, J., id.	de Gand;
Vercauteren, F., id.	de Liège;
Herrmann, L., id.	de Bruxelles;
Perelman, Ch., id.	de Bruxelles;
Peremans, W., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Polspoel, G., professeur à l'Université de Louvain.

Groupe C. — Philologie classique.

Première épreuve.

Membres, MM. :

Baur, F., professeur à l'Université	de Gand;
D'Hondt, J., id.	de Gand;
Roggen, D., id.	de Gand;
Vercauteren, F., id.	de Liège;
Herrmann, L., id.	de Bruxelles;
Perelman, Ch., id.	de Bruxelles;
Carnoy, A., id.	de Louvain;
Sobry, P., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Peremans, W., professeur à l'Université de Louvain.

Deuxième épreuve et épreuve complémentaire.

Membres, MM. :

D'Hondt, J., professeur à l'Université	de Gand;
De Corte, M., id.	de Liège;
Halkin, L.-E., id.	de Liège;
Vercauteren, F., id.	de Liège;
Herrmann, L., id.	de Bruxelles;
Perelman, Ch., id.	de Bruxelles;
Carnoy, A., id.	de Louvain;
Peremans, W., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Roggen, D., professeur à l'Université de Gand.

Groupe D. — Philologie romane.

Première et deuxième épreuve et épreuve complémentaire.

Membres, MM. :

Guette, R., professeur à l'Université	de Gand;
Roggen, D., id.	de Gand;
De Corte, M., id.	de Liège;
Halkin, L.-E., id.	de Liège;
Vercauteren, F., id.	de Liège;
Herrmann, L., id.	de Bruxelles;
Perelman, Ch., id.	de Bruxelles;
Hanse, J., id.	de Louvain;
Peremans, W., id.	de Louvain;
Sobry, P., id.	de Louvain.

CANDIDATUUR IN DE LETTEREN EN WIJSBEGEERTE.

I. Examen voorbereidend tot de graden van doctor in de rechten en van licentiaat in het notariaat.

Eerste proef.

Leden, de heren :

Baur, F., professor aan de Universiteit	te Gent;
D'Hondt, J., id.	te Gent;
Guette, R., id.	te Gent;
De Corte, M., id.	te Luik;
Halkin, L.-E., id.	te Luik;
Herrmann, L., id.	te Brussel;
Lambrechts, P., id.	te Brussel;
Perelman, Ch., id.	te Brussel;
Génicot, L., id.	te Leuven;
Peremans, W., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Vercauteren, F., professor aan de Universiteit te Luik.

Tweede proef en aanvullende proeven.

Leden, de heren :

Baur, F., professor aan de Universiteit	te Gent;
D'Hondt, J., id.	te Gent;
De Corte, M., id.	te Luik;
Halkin, L.-E., id.	te Luik;
Henrion, R., id.	te Luik;
Vercauteren, F., id.	te Luik;
Gilissen, J., id.	te Brussel;
Lespes, J., id.	te Brussel;
Limpens, J., id.	te Brussel;
Caes, L., id.	te Leuven;
Hanse, J., id.	te Leuven;
Reusens, P., professor aan het Sint-Aloysiusinstituut, te Brussel.	

II. Examen voorbereidend tot de graad van licentiaat.

Groep B. — Geschiedenis.

Eerste proef.

Leden, de heren :

Baur, F., professor aan de Universiteit	te Gent;
D'Hondt, J., id.	te Gent;
Vercauteren, F., id.	te Luik;
Herrmann, L., id.	te Brussel;
Perelman, Ch., id.	te Brussel;
Peremans, W., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Polspoel, G., professor aan de Universiteit te Leuven.

Groep C. — Classieke philologie.

Eerste proef.

Leden, de heren :

Baur, F., professor aan de Universiteit	te Gent;
D'Hondt, J., id.	te Gent;
Roggen, D., id.	te Gent;
Vercauteren, F., id.	te Luik;
Herrmann, L., id.	te Brussel;
Perelman, Ch., id.	te Brussel;
Carnoy, A., id.	te Leuven;
Sobry, P., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Peremans, W., professor aan de Universiteit te Leuven.

Tweede proef en aanvullende proef.

Leden, de heren :

D'Hondt, J., professor aan de Universiteit	te Gent
De Corte, M., id.	te Luik;
Halkin, L.-E., id.	te Luik;
Vercauteren, F., id.	te Luik;
Herrmann, L., id.	te Brussel;
Perelman, Ch., id.	te Brussel;
Carnoy, A., id.	te Leuven;
Peremans, W., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Roggen, D., professor aan de Universiteit te Gent.

Groep D. — Romaanse philologie.

Eerste en tweede proef en aanvullende proef.

Leden, de heren :

Guette, R., professor aan de Universiteit	te Gent;
Roggen, D., id.	te Gent;
De Corte, M., id.	te Luik;
Halkin, L.-E., id.	te Luik;
Vercauteren, F., id.	te Luik;
Herrmann, L., id.	te Brussel;
Perelman, Ch., id.	te Brussel;
Hanse, J., id.	te Leuven;
Peremans, W., id.	te Leuven;
Sobry, P., id.	te Leuven.

Groupe E. — Philologie germanique.

Première et deuxième épreuve.

Membres, MM. :

Baur, F., professeur à l'Université de Gand;	
D'Hondt, J., id. de Gand;	
Roggen, D., id. de Gand;	
De Corte, M., id. de Liège;	
Pée, W., id. de Liège;	
Baiwir, A., id. de Bruxelles;	
Perelman, Ch., id. de Bruxelles;	
Draye, H., id. de Louvain;	
Hanse, J., id. de Louvain;	
Sobry, P., id. de Louvain.	

Membre suppléant :

M. Vercauteren, F., professeur à l'Université de Liège.

LICENCE EN PHILOSOPHIE ET LETTRES.

Groupe A. — Philosophie.

Première épreuve.

Membres, MM. :

Van de Vijver, A., professeur à l'Université de Gand;	
De Corte, M., id. de Liège;	
Piret, R., id. de Liège;	
Lameere, J., id. de Bruxelles;	
Dondeyne, A., id. de Louvain;	
Hanse, J., id. de Louvain.	

Membre suppléant :

M. Vercauteren, F., professeur à l'Université de Liège.

Groupe B. — Histoire.

Première épreuve.

Membres, MM. :

D'Hondt, J., professeur à l'Université de Gand;	
De Corte, M., id. de Liège;	
Halkin, L.-E., id. de Liège;	
Gilissen, J., id. de Bruxelles;	
Lameere, J., id. de Bruxelles;	
Lefèvre, P., id. de Louvain.	

Membre suppléant :

M. Vercauteren, F., professeur à l'Université de Liège.

Deuxième épreuve.

Membres, MM. :

Dumont, M., professeur à l'Université de Gand;	
Vercauteren, F., id. de Liège;	
Wangermée, R., id. de Bruxelles;	
Hanse, J., id. de Louvain.	

Membre suppléant :

M. Roggen, D., professeur à l'Université de Gand.

Groupe C. — Philologie classique.

Première épreuve.

Membres, MM. :

Couvreur, W., professeur à l'Université de Gand;	
Fohalle, R., id. de Liège;	
Vercauteren, F., id. de Liège;	
Herrmann, L., id. de Bruxelles;	
Hombert, M., id. de Bruxelles;	
Carnoy, A., id. de Louvain.	

Membre suppléant :

M. Peremans, W., professeur à l'Université de Louvain.

Groupe D. — Philologie romane.

Deuxième épreuve.

Membres, MM. :

Guiette, R., professeur à l'Université de Gand;	
Van de Vijver, A., id. de Gand;	
Vercauteren, F., id. de Liège;	
Herrmann, L., id. de Bruxelles;	
Hanse, J., id. de Louvain;	
Sobry, P., id. de Louvain.	

Membres suppléants, MM. :

Wangermée, R., professeur à l'Université de Bruxelles;	
Groult, P., id. de Louvain.	

Groupe E. — Philologie germanique.

Première et deuxième épreuve.

Membres, MM. :

Baur, F., professeur à l'Université de Gand;	
Couvreur, W., id. de Gand;	
Van de Vijver, A., id. de Gand;	
Pée, W., id. de Liège;	
Baiwir, A., id. de Bruxelles;	
De Vocht, H., id. de Louvain;	
Draye, H., id. de Louvain;	
Sobry, P., id. de Louvain.	

Groep E. — Germaanse philologie.

Eerste en tweede proef.

Leden, de heren :

Baur, F., professor aan de Universiteit te Gent;	
D'Hondt, J., id. te Gent;	
Roggen, D., id. te Gent;	
De Corte, M., id. te Luik;	
Pée, W., id. te Luik;	
Baiwir, A., id. te Brussel;	
Perelman, Ch., id. te Brussel;	
Draye, H., id. te Leuven;	
Hanse, J., id. te Leuven;	
Sobry, P., id. te Leuven.	

Plaatsvervangend lid :

De heer Vercauteren, F., professor aan de Universiteit te Luik.

LICENTIAAT IN DE LETTEREN EN WIJSBEGEERTE.

Groep A. — Wijsbegeerte.

Eerste proef.

Leden, de heren :

Van de Vijver, A., professor aan de Universiteit te Gent;	
De Corte, M., id. te Luik;	
Piret, R., id. te Luik;	
Lameere, J., id. te Brussel;	
Dondeyne, A., id. te Leuven;	
Hanse, J., id. te Leuven.	

Plaatsvervangend lid :

De heer Vercauteren, F., professor aan de Universiteit te Luik.

Groep B. — Geschiedenis.

Eerste proef.

Leden, de heren :

D'Hondt, J., professor aan de Universiteit te Gent;	
De Corte, M., id. te Luik;	
Halkin, L.-E., id. te Luik;	
Gilissen, J., id. te Brussel;	
Lameere, J., id. te Brussel;	
Lefèvre, P., id. te Leuven.	

Plaatsvervangend lid :

De heer Vercauteren, F., professor aan de Universiteit te Luik.

Tweede proef.

Leden, de heren :

Dumont, M., professor aan de Universiteit te Gent;	
Vercauteren, F., id. te Luik;	
Wangermée, R., id. te Brussel;	
Hanse, J., id. te Leuven.	

Plaatsvervangend lid :

De heer Roggen, D., professor aan de Universiteit te Gent.

Groep C. — Classieke philologie.

Eerste proef.

Leden, de heren :

Couvreur, W., professor aan de Universiteit te Gent;	
Fohalle, R., id. te Luik;	
Vercauteren, F., id. te Luik;	
Herrmann, L., id. te Brussel;	
Hombert, M., id. te Brussel;	
Carnoy, A., id. te Leuven.	

Plaatsvervangend lid :

De heer Peremans, W., professor aan de Universiteit te Leuven.

Groep D. — Romaanse philologie.

Tweede proef.

Leden, de heren :

Guiette, R., professor aan de Universiteit te Gent;	
Van de Vijver, A., id. te Gent;	
Vercauteren, F., id. te Luik;	
Herrmann, L., id. te Brussel;	
Hanse, J., id. te Leuven;	
Sobry, P., id. te Leuven.	

Plaatsvervangende leden, de heren :

Wangermée, R., professor aan de Universiteit te Brussel;	
Groult, P., id. te Leuven;	

Groep E. — Germaanse philologie.

Eerste en tweede proef.

Leden, de heren :

Baur, F., professor aan de Universiteit te Gent;	
Couvreur, W., id. te Gent;	
Van de Vijver, A., id. te Gent;	
Pée, W., id. te Luik;	
Baiwir, A., id. te Brussel;	
De Vocht, H., id. te Leuven;	
Draye, H., id. te Leuven;	
Sobry, P., id. te Leuven.	

Membre suppléant :
M. Vercauteren, F., professeur à l'Université de Liège.

EXAMEN D'AGRÉGÉ DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DU DEGRÉ SUPÉRIEUR.

Membres, MM. :

Guiette, R., professeur à l'Université	de Gand;
Clausse, A., id.	de Liège;
Serayen, A., id.	de Bruxelles;
Vlerick, J., id.	de Louvain.

Membres suppléants, MM. :

Fohalle, R., professeur à l'Université	de Liège;
Vercauteren, F., id.	de Liège.

Droit.

Président : M. Bara, G., président honoraire à la Cour d'appel de Bruxelles.

Suppléants du président, MM. :

Chevalier, G., premier président honoraire à la Cour d'appel de Bruxelles;

Gilmet, J., conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles.

*Doctorat en droit.**Première épreuve.*

Membres, MM. :

Ameryckx, A., professeur à l'Université	de Gand;
Gunzburg, N., id.	de Gand;
Mast, A., id.	de Gand;
Van der Kerken, G., id.	de Gand;
Henrion, R., id.	de Liège;
Renard, C., id.	de Liège;
Soreil, A., id.	de Liège;
Bekaert, H., id.	de Bruxelles;
Lespes, J., id.	de Bruxelles;
Roost, M., id.	de Bruxelles;
Van Bladel, G., id.	de Bruxelles;
Coppens, P., id.	de Louvain;
Liénard, R., id.	de Louvain;
Lousse, E., id.	de Louvain.

Deuxième épreuve.

Membres, MM. :

Ameryckx, A., professeur à l'Université	de Gand;
Gunzburg, N., id.	de Gand;
Mast, A., id.	de Gand;
Storme, J., id.	de Gand;
Van der Kerken, G., id.	de Gand;
Moureaux, P., id.	de Liège;
Renard, C., id.	de Liège;
Bekaert, H., id.	de Bruxelles;
Le Paige, A., id.	de Bruxelles;
Roost, M., id.	de Bruxelles;
Van Bladel, G., id.	de Bruxelles;
Lousse, E., id.	de Louvain;
Van Goethem, F., id.	de Louvain;
Van Hee, Z., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Hanse, J., professeur à l'Université de Louvain.

Troisième épreuve.

Membres, MM. :

Ameryckx, A., professeur à l'Université	de Gand;
Gunzburg, N., id.	de Gand;
Gothot, V., id.	de Liège;
Moureaux, P., id.	de Liège;
Renard, C., id.	de Liège;
Herrmann, L., id.	de Bruxelles;
Limpens, J., id.	de Bruxelles;
Van Bladel, G., id.	de Bruxelles;
Liénard, R., id.	de Louvain;
Van Goethem, F., id.	de Louvain.

Membres suppléants, MM. :

Spanoghe, E., professeur à l'Université	de Gand;
Van der Kerken, G., id.	de Gand.

Licence en notariat.

Première épreuve, deuxième épreuve
et épreuve unique pour docteurs en droit.

Membres, MM. :

Gunzburg, N., professeur à l'Université	de Gand;
Spanoghe, E., id.	de Gand;
Gothot, V., id.	de Liège;
Renard, C., id.	de Liège;
Limpens, J., id.	de Bruxelles;
Van Bladel, G., id.	de Bruxelles;
Liénard, R., id.	de Louvain;
Van Hee, Z., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Ameryckx, A., professeur à l'Université de Gand.

Plaatsvervangend lid :

De heer Vercauteren, F., professor aan de Universiteit te Luik

EXAMEN VAN GEAGGREGEEDE VOOR HET MIDDELBAAR ONDERWIJS
VAN DE HOGERE GRAAD.

Leden, de heren :

Guiette, R., professor aan de Universiteit	te Gent;
Clausse, A., id.	te Luik;
Serayen, A., id.	te Brussel;
Vlerick, J., id.	te Leuven.

Plaatsvervangende leden, de heren :

Fohalle, R., professor aan de Universiteit	te Luik;
Vercauteren, F., id.	te Luik.

Rechten.

Voorzitter : de heer Bara, G., ere-voorzitter in het Hof van beroep te Brussel.

Plaatsvervangers van de voorzitter, de heren :

Chevalier, G., ere-eerste-voorzitter in het Hof van beroep te Brussel;

Gilmet, J., raadsheer in het Hof van beroep te Brussel.

*Doctoraat in de rechten.**Eerste proef.*

Leden, de heren :

Ameryckx, A., professor aan de Universiteit	te Gent;
Gunzburg, N., id.	te Gent;
Mast, A., id.	te Gent;
Van der Kerken, G., id.	te Gent;
Henrion, R., id.	te Luik;
Renard, C., id.	te Luik;
Soreil, A., id.	te Luik;
Bekaert, H., id.	te Brussel;
Lespes, J., id.	te Brussel;
Roost, M., id.	te Brussel;
Van Bladel, G., id.	te Brussel;
Coppens, P., id.	te Leuven;
Liénard, R., id.	te Leuven;
Lousse, E., id.	te Leuven.

Tweede proef.

Leden, de heren :

Ameryckx, A., professor aan de Universiteit	te Gent;
Gunzburg, N., id.	te Gent;
Mast, A., id.	te Gent;
Storme, J., id.	te Gent;
Van der Kerken, G., id.	te Gent;
Moureaux, P., id.	te Luik;
Renard, C., id.	te Luik;
Bekaert, H., id.	te Brussel;
Le Paige, A., id.	te Brussel;
Roost, M., id.	te Brussel;
Van Bladel, G., id.	te Brussel;
Lousse, E., id.	te Leuven;
Van Goethem, F., id.	te Leuven;
Van Hee, Z., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Hanse, J., professor aan de Universiteit te Leuven.

Derde proef.

Leden, de heren :

Ameryckx, A., professor aan de Universiteit	te Gent;
Gunzburg, N., id.	te Gent;
Gothot, V., id.	te Luik;
Moureaux, P., id.	te Luik;
Renard, C., id.	te Luik;
Herrmann, L., id.	te Brussel;
Limpens, J., id.	te Brussel;
Van Bladel, G., id.	te Brussel;
Liénard, R., id.	te Leuven;
Van Goethem, F., id.	te Leuven.

Plaatsvervangende leden, de heren :

Spanoghe, E., professor aan de Universiteit	te Gent;
Van der Kerken, G., id.	te Gent;

Licentiaat in het notariaat.

Eerste en tweede proef, en enige proef voor doctors in de rechten.

Leden, de heren :

Gunzburg, N., professor aan de Universiteit	te Gent;
Spanoghe, E., id.	te Gent;
Gothot, V., id.	te Luik;
Renard, C., id.	te Luik;
Limpens, J., id.	te Brussel;
Van Bladel, G., id.	te Brussel;
Liénard, R., id.	te Leuven;
Van Hee, Z., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Ameryckx, A., professor aan de Universiteit te Gent.

Sciences.

Président : M. De Donder, Th., professeur honoraire de l'Université de Bruxelles.
Suppléant du président : N.

Candidature en sciences.

Groupes : Sciences mathématiques et physiques.
Première et deuxième épreuve et épreuves complémentaires.

Membres, MM. :
Lembrechts, A., professeur à l'Université de Gand;
Moens, R., id. de Gand;
Van de Vijver, A., id. de Gand;
Guillemin, M., id. de Liège;
Rozet, O., id. de Liège;
Goche, O., id. de Bruxelles;
Godeau, R., id. de Bruxelles;
Van Hoof, A., id. de Louvain;
Van Itterbeek, A., id. de Louvain;
Verhulst, J., id. de Louvain.

Membre suppléant :
M. Hacquaert, A., professeur à l'Université de Gand;

Groupes : Sciences géographiques et pharmacie.

Première épreuve.

Membres, MM. :
D'Hondt, J., professeur à l'Université de Gand;
Moens, R., id. de Gand;
Van de Vijver, A., id. de Gand;
Dubuisson, M., id. de Liège;
Brachet, J., id. de Bruxelles;
Lurquin, C., id. de Bruxelles;
Capron, P., id. de Louvain;
de Béthune, P., id. de Louvain.

Membre suppléant :
M. Hacquaert, A., professeur à l'Université de Gand.

Licence en sciences.

Groupe : Sciences chimiques.

Deuxième épreuve.

Membres, MM. :
Rutgers, A., professeur à l'Université de Gand;
Baudrenghien, J., id. de Liège;
Timmermans, J., id. de Bruxelles;
Verhulst, J., id. de Louvain.

Membre suppléant :
M. Hacquaert, A., professeur à l'Université de Gand.

Examen d'agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur.

Membres, MM. :
Hacquaert, A., professeur à l'Université de Gand;
Clausse, A., id. de Liège;
Lurquin, C., id. de Bruxelles;
Vlerick, J., id. de Louvain.

Examen de candidat ingénieur civil.

Première et deuxième épreuve.

Membres, MM. :
Lembrechts, A., professeur à l'Université de Gand;
Moens, R., id. de Gand;
D'Or, L., id. de Liège;
Guillemin, M., id. de Liège;
Goche, O., id. de Bruxelles;
Godeau, R., id. de Bruxelles;
Van Hoof, A., id. de Louvain;
Van Itterbeek, A., id. de Louvain.

Membres suppléants, MM. :
Hacquaert, A., professeur à l'Université de Gand;
Rozet, O., id. de Liège.

Candidature en sciences naturelles et médicales.

Première épreuve.

Membres, MM. :
Moens, R., professeur à l'Université de Gand;
Baudrenghien, J., id. de Liège;
Dubuisson, M., id. de Liège;
Brachet, J., id. de Bruxelles;
Capron, P., id. de Louvain;
Verhulst, J., id. de Louvain.

Membre suppléant :
M. Hacquaert, A., professeur à l'Université de Gand;

Wetenschappen.

Voorzitter : de heer De Donder, Th., ere-hoogleraar aan de Universiteit te Brussel.
Plaatsvervanger van de voorzitter : N.

Candidatuur in de wetenschappen.

Groepen : Wis- en natuurkundige wetenschappen.

Eerste en tweede proef en aanvullende proeven.

Leden, de heren :

Lembrechts, A., professor aan de Universiteit te Gent;
Moens, R., id. te Gent;
Van de Vijver, A., id. te Gent;
Guillemin, M., id. te Luik;
Rozet, O., id. te Luik;
Goche, O., id. te Brussel;
Godeau, R., id. te Brussel;
Van Hoof, A., id. te Leuven;
Van Itterbeek, A., id. te Leuven;
Verhulst, J., id. te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Hacquaert, A., professor aan de Universiteit te Gent.

Groepen : Aardrijkskundige wetenschappen
en artsennijbereidkunde.

Eerste proef.

Leden, de heren :

D'Hondt, J., professor aan de Universiteit te Gent;
Moens, R., id. te Gent;
Van de Vijver, A., id. te Gent;
Dubuisson, M., id. te Luik;
Brachet, J., id. te Brussel;
Lurquin, C., id. te Brussel;
Capron, P., id. te Leuven;
de Béthune, P., id. te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Hacquaert, A., professor aan de Universiteit te Gent.

Licentiaat in de wetenschappen.

Groep : Scheikundige wetenschappen.

Tweede proef.

Leden, de heren :

Rutgers, A., professor aan de Universiteit te Gent;
Baudrenghien, J., id. te Luik;
Timmermans, J., id. te Brussel;
Verhulst, J., id. te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Hacquaert, A., professor aan de Universiteit te Gent.

Examen van geaggregeerde voor het middelbaar onderwijs van de hogere graad.

Leden, de heren :

Hacquaert, A., professor aan de Universiteit te Gent;
Clausse, A., id. te Luik;
Lurquin, C., id. te Brussel;
Vlerick, J., id. te Leuven.

Examen van candidaat-burgerlijk ingenieur.

Eerste en tweede proef.

Leden, de heren :

Lembrechts, A., professor aan de Universiteit te Gent;
Moens, R., id. te Gent;
D'Or, L., id. te Luik;
Guillemin, M., id. te Luik;
Goche, O., id. te Brussel;
Godeau, R., id. te Brussel;
Van Hoof, A., id. te Leuven;
Van Itterbeek, A., id. te Leuven.

Plaatsvervangende leden, de heren :
Hacquaert, A., professor aan de Universiteit te Gent;
Rozet, O., id. te Luik.

Candidatuur in de natuur- en geneeskundige wetenschappen.

Eerste proef.

Leden, de heren :

Moens, R., professor aan de Universiteit te Gent;
Baudrenghien, J., id. te Luik;
Dubuisson, M., id. te Luik;
Brachet, J., id. te Brussel;
Capron, P., id. te Leuven;
Verhulst, J., id. te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Hacquaert, A., professor aan de Universiteit te Gent.

Médecine.

Président : M. Verhoogen, J., professeur honoraire de l'Université de Bruxelles.

Suppléant du président : N.

Candidature en sciences naturelles et médicales.

Deuxième et troisième épreuve et épreuve complémentaire.

Membres, MM. :

Lams, H., professeur à l'Université	de Gand;
Moens, R., id.	de Gand;
Verplancke, G., id.	de Gand;
Bacq, Z., id.	de Liège;
Dubuisson, M., id.	de Liège;
Dalcq, A., id.	de Bruxelles;
Pasteels, J., id.	de Bruxelles;
Bouckaert, J., id.	de Louvain;
Putzeys, P., id.	de Louvain;
Van Campenhout, E., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Van de Vijver, A., professeur à l'Université de Gand;

Doctorat en médecine, chirurgie et accouchements.

Première épreuve.

Membres, MM. :

De Witte, F., professeur à l'Université	de Gand;
Goormaghtigh, N., id.	de Gand;
Tytgat, E., id.	de Gand;
Bacq, Z., id.	de Liège;
Esser, W., id.	de Liège;
Gérard, P., id.	de Bruxelles;
Hustin, A., id.	de Bruxelles;
Bruynoghe, G., id.	de Louvain;
Simonart, A., id.	de Louvain;
Vandenbroucke, J., id.	de Louvain.

Troisième épreuve.

Membres, MM. :

de Busscher, J., professeur à l'Université	de Gand;
De Rom, F., id.	de Gand;
Gosselin, O., id.	de Liège;
Moureau, P., id.	de Liège;
Coppez, L., id.	de Bruxelles;
Mingers, P., id.	de Bruxelles;
Vanden Wildenberg, L., id.	de Louvain;
Yernaux, N., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Millet, M., professeur à l'Université de Bruxelles;

Quatrième épreuve.

Membres, MM. :

De Rom, F., professeur à l'Université	de Gand;
Gosselin, O., id.	de Liège;
Lambrechts, A., id.	de Liège;
Govaerts, P., id.	de Bruxelles;
Appelmans, R., id.	de Louvain;
Van Goidsenhoven, F., id.	de Louvain.

Membre suppléant :

M. Denys, P., professeur à l'Université de Louvain.

Licence en science dentaire.

Membres, MM. :

Comhaire, A., professeur à l'Université	de Gand;
Fauconnier, H., id.	de Liège;
Boisson, R., id.	de Bruxelles;
Van de Vijver, L., id.	de Louvain;

Examen de pharmacien.

Président : M. Schoofs, F., professeur émérite de l'Université de Liège.

Suppléant du président : N.

Membres, MM. :

Cuvelier, B., professeur à l'Université	de Gand;
Ruyssen, R., id.	de Gand;
Denoël, A., id.	de Liège;
Lagrange, G., id.	de Bruxelles;
Castille, A., id.	de Louvain;
Dequeker, R., id.	de Louvain.

Geneeskunde.

Voorzitter : de heer Verhoogen, J., ere-hoogleraar aan de Universiteit te Brussel.

Plaatsvervanger van de voorzitter : N.

Candidatuur in de natuur- en geneeskundige wetenschappen.

Tweede en derde proef en aanvullende proef.

Leden, de heren :

Lams, H., professor aan de Universiteit	te Gent;
Moens, R., id.	te Gent;
Verplancke, G., id.	te Gent;
Bacq, Z., id.	te Luik;
Dubuisson, M., id.	te Luik;
Dalcq, A., id.	te Brussel;
Pasteels, J., id.	te Brussel;
Bouckaert, J., id.	te Leuven;
Putzeys, P., id.	te Leuven;
Van Campenhout, E., id.	te Leuven;

Plaatsvervangend lid :

De heer Van de Vijver, A., professor aan de Universiteit te Gent.

Doctoraat in de genees-, heel- en verloskunde.

Eerste proef.

Leden, de heren :

De Witte, F., professor aan de Universiteit	te Gent;
Goormaghtigh, N., id.	te Gent;
Tytgat, E., id.	te Gent;
Bacq, Z., id.	te Luik;
Esser, W., id.	te Luik;
Gérard, P., id.	te Brussel;
Hustin, A., id.	te Brussel;
Bruynoghe, G., id.	te Leuven;
Simonart, A., id.	te Leuven;
Vandenbroucke, J., id.	te Leuven.

Derde proef.

Leden, de heren :

de Busscher, J., professor aan de Universiteit	te Gent;
De Rom, F., id.	te Gent;
Gosselin, O., id.	te Luik;
Moureau, P., id.	te Luik;
Coppez, L., id.	te Brussel;
Mingers, P., id.	te Brussel;
Vanden Wildenberg, L., id.	te Leuven;
Yernaux, N., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Millet, M., professor aan de Universiteit te Brussel.

Vierde proef.

Leden, de heren :

De Rom, F., professor aan de Universiteit	te Gent;
Gosselin, O., id.	te Luik;
Lambrechts, A., id.	te Luik;
Govaerts, P., id.	te Brussel;
Appelmans, R., id.	te Leuven;
Van Goidsenhoven, F., id.	te Leuven.

Plaatsvervangend lid :

De heer Denys, P., professor aan de Universiteit te Leuven.

Licentiaat in de tandheelkunde.

Leden, de heren :

Comhaire, A., professor aan de Universiteit	te Gent;
Fauconnier, H., id.	te Luik;
Boisson, R., id.	te Brussel;
Van de Vijver, L., id.	te Leuven.

Examen van apotheker.

Voorzitter : de heer Schoofs, F., emeritus-professor aan de Universiteit te Luik.

Plaatsvervanger van de voorzitter : N.

Leden, de heren :

Cuvelier, B., professor aan de Universiteit	te Gent;
Ruyssen, R., id.	te Gent;
Denoël, A., id.	te Luik;
Lagrange, G., id.	te Brussel;
Castille, A., id.	te Leuven;
Dequeker, R., id.	te Leuven.

Sciences appliquées.

Président : M. François, E., professeur honoraire de l'Université de Bruxelles.

Suppléant du président : M. Daubresse, P., professeur émérite de l'Université de Louvain.

Examen d'ingénieur civil des constructions.

Deuxième épreuve.

Membres, MM. :

Bollengier, K., professeur à l'Université de Gand;	
Van Esbroeck, G., id. de Gand;	
Batta, G., id. de Liège;	
de Marneffe, A., id. de Liège;	
Legraye, M., id. de Liège;	
Decroly, C., id. de Bruxelles;	
Van Eepoel, P., id. de Bruxelles;	
Van Goethem, M., id. de Bruxelles;	
Gaeremynck, O., id. de Louvain;	
Gillon, E., id. de Louvain.	

Troisième épreuve.

Membres, MM. :

Bollengier, K., professeur à l'Université de Gand;	
Van Esbroeck, G., id. de Gand;	
de Marneffe, A., id. de Liège;	
Legraye, M., id. de Liège;	
Lespes, J., id. de Bruxelles;	
Van Goethem, M., id. de Bruxelles;	
Colard, J., id. de Louvain;	
Gaeremynck, O., id. de Louvain.	

Examen d'ingénieur civil chimiste.

Première épreuve.

Membres, MM. :

Gillis, J., professeur à l'Université de Gand;	
Rutgers, A., id. de Gand;	
Soete, W., id. de Gand;	
Van Esbroeck, G., id. de Gand;	
Peters, O., id. de Louvain;	
Reyntjens, G., id. de Louvain;	
Van Cauteren, R., id. de Louvain;	
Van Hecke, A., id. de Louvain.	

Troisième épreuve.

Membres, MM. :

Batta, G., professeur à l'Université de Liège;	
de Marneffe, A., id. de Liège;	
Legraye, M., id. de Liège;	
Lespes, J., id. de Bruxelles;	
Colard, J., id. de Louvain;	
Reyntjens, G., id. de Louvain.	

Membre suppléant :

M. Van Esbroeck, G., professeur à l'Université de Gand;

Art. 2. Le Ministre de l'Instruction publique, chargé de l'exécution du présent arrêté, pourvoira, s'il y a lieu, au remplacement des présidents, des présidents suppléants et des membres empêchés, ainsi qu'à la désignation de présidents suppléants ou de membres nouveaux dont la nomination serait jugée nécessaire.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 1950.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre de l'Instruction publique,

Pierre HARMEL.

Vanwege de Regent :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

Toegepaste wetenschappen.

Voorzitter : de heer François, E., ere-hoogleraar aan de Universiteit te Brussel.

Plaatsvervanger van de voorzitter : de heer Daubresse, P., emeritus-professor aan de Universiteit te Leuven.

Examen van burgerlijk bouwkundig ingenieur.

Tweede proef.

Leden, de heren :

Bollengier, K., professor aan de Universiteit te Gent;	
Van Esbroeck, G., id. te Gent;	
Batta, G., id. te Luik;	
de Marneffe, A., id. te Luik;	
Legraye, M., id. te Luik;	
Decroly, C., id. te Brussel;	
Van Eepoel, P., id. te Brussel;	
Van Goethem, M., id. te Brussel;	
Gaeremynck, O., id. te Leuven;	
Gillon, E., id. te Leuven.	

Derde proef.

Leden, de heren :

Bollengier, K., professor aan de Universiteit te Gent;	
Van Esbroeck, G., id. te Gent;	
de Marneffe, A., id. te Luik;	
Legraye, M., id. te Luik;	
Lespes, J., id. te Brussel;	
Van Goethem, M., id. te Brussel;	
Colard, J., id. te Leuven;	
Gaeremynck, O., id. te Leuven.	

Examen van burgerlijk scheikundig ingenieur.

Eerste proef.

Leden, de heren :

Gillis, J., professor aan de Universiteit te Gent;	
Rutgers, A., id. te Gent;	
Soete, W., id. te Gent;	
Van Esbroeck, G., id. te Gent;	
Peters, O., id. te Leuven;	
Reyntjens, G., id. te Leuven;	
Van Cauteren, R., id. te Leuven;	
Van Hecke, A., id. te Leuven.	

Derde proef.

Leden, de heren :

Batta, G., professor aan de Universiteit te Luik;	
de Marneffe, A., id. te Luik;	
Legraye, M., id. te Luik;	
Lespes, J., id. te Brussel;	
Colard, J., id. te Leuven;	
Reyntjens, G., id. te Leuven.	

Plaatsvervangend lid :

De heer Van Esbroeck, G., professor aan de Universiteit te Gent.

Art. 2. De Minister van Openbaar Onderwijs, belast met de uitvoering van dit besluit, zal eventueel voorzien in vervanging van de verhinderde voorzitters, plaatsvervangende voorzitters en leden, alsmede in de aanstelling van de plaatsvervangende voorzitters en nieuwe leden, wier benoeming nodig zou blijken.

Gegeven te Brussel, de 5 Juli 1950.

COMMISSION ROYALE DES MONUMENTS ET DES SITES.
CLASSEMENTS.

Par arrêté du Régent, en date du 3 juin 1950, est classée, comme site, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 7 août 1931, en raison de sa valeur esthétique, la petite chapelle champêtre, avec les tilleuls qui l'environnent, à Duisburg (province de Brabant), propriété de Charlier, Andreas, né à Overijse le 14 juin 1898, et de son épouse, Kayaert, Ernestina-Valeria-Justina, née à Hoeilaart le 8 février 1900; cadastre : article 1692, section B, partie du n° 455B (00 a 10 ca).

Sauf autorisation, accordée conformément à l'article 6 de la loi sur les monuments et les sites, il est interdit :

- 1° de démolir la petite chapelle ou de la transformer;
- 2° d'élaguer les arbres plus que normalement;
- 3° d'abattre les arbres;
- 4° de placer des panneaux-réclame.

KONINKLIJKE COMMISSIE VOOR MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN.
RANGSCHIKKINGEN.

Bij besluit van de Regent dd. 3 Juni 1950, is gerangschikt als landschap, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 der wet van 7 Augustus 1931, om reden van zijn aesthetische waarde, het veldkapelletje met de er omheen staande lindebomen, te Duisburg (provincie Brabant), eigendom van Charlier, Andreas, geboren te Overijse op 14 Juni 1898, en van zijn echtgenote, Kayaert, Ernestina-Valeria-Justina, geboren te Hoeilaart op 8 Februari 1900; kadster : artikel 1692, section B, deel van n° 455B (00 a 10 ca).

Behoudens toelating, verleend overeenkomstig artikel 6 der wet op de monumenten en landschappen, is het verboden :

- 1° het kapelletje af te breken of te verbouwen;
- 2° de bomen meer dan normaal te snoeien;
- 3° de bomen uit te kappen;
- 4° reclame-panelen aan te brengen.

Par arrêté du Régent, en date du 3 juin 1950, est classée, comme monument, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1931, en raison de sa valeur artistique, archéologique et historique, l'église Saint-Jean-Baptiste, à Wortel (province d'Anvers), propriété de la commune de Wortel; cadastre : article 119, section D, n° 222 (05 a 45 ca).

est classé comme site, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 7 août 1931, en raison de sa valeur esthétique, l'ensemble, constitué par l'église précitée, section D, n° 222 (05 a 45 ca), et le cimetière environnant, également propriété de la commune de Wortel; cadastre : article 119, section D, n° 221A (29 a 55 ca).

Sauf autorisation, accordée conformément à l'article 6 de la loi sur les monuments et les sites, il est interdit :

- 1° d'ériger des bâtiments ou de modifier ceux existants;
- 2° d'abattre les arbres ou de les élaguer outre mesure;
- 3° de modifier le relief du sol par des déblayages ou des remblayages;
- 4° de démolir le mur du cimetière ou de le modifier;
- 5° de placer des panneaux-réclame ou autres dispositifs de publicité.

Par arrêté du Régent, en date du 3 juin 1950, est classée, comme monument, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1931, en raison de sa valeur historique, artistique et scientifique, la vieille tour, avec ses annexes, de l'église Saint-Jean-Baptiste, à Schulen (province de Limbourg), propriété de la commune de Schulen; cadastre : section B, n° 257B (00 a 70 ca).

Par arrêté du Régent, en date du 3 juin 1950, est classée, comme monument, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1931, en raison de sa valeur artistique, archéologique et historique, la salle centrale (salle d'Hercule), du Château de Beaulieu, à Machelen (province de Brabant), propriété de l'A. S. B. L. Les Amis du Château de Beaulieu, à Bruxelles; cadastre : section A, partie du n° 449B (16 a).

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS.

CHEMINS DE FER VICINAUX. — LIGNE MAINVAULT-QUIÉVRAIN.
RETRAIT D'UNE PARTIE DE LA CONCESSION.

Un arrêté du Régent du 5 juillet 1950, autorise la Société nationale des Chemins de fer vicinaux à supprimer la section Grandglise-Montreul-sur-Haine et distrair cette section de la concession de la ligne Mainvault-Quévrain.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

9 MAI 1950. — Arrêté du Régent portant nomination du commissaire de la Société coopérative liégeoise d'Electricité (Socolie).

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Régent du 28 février 1949 (1) autorisant les communes de Liège, Angleur, Chênée, Grivegnée et Seraing à participer de concert avec l'Etat et la province de Liège, à la constitution d'une association de communes sous la dénomination de Société coopérative liégeoise d'Electricité (Socolie);

Vu l'acte de constitution de la société, daté du 18 juillet 1949 (1) et notamment l'article 47b qui prévoit la désignation, par l'Etat, d'un commissaire, et l'article 49b, qui fixe à six ans la durée du mandat de ce commissaire;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. de Grand Ry, A., inspecteur des Finances, attaché au Ministère des Travaux publics, est désigné en qualité de commissaire de la Socolie.

(1) Annexe au *Moniteur belge* du 7 août 1949, n° 17077.

Bij besluit van de Regent dd. 3 Juni 1950, is gerangschikt als monument, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1 der wet van 7 Augustus 1931, om reden van haar artistieke, oudheidkundige en geschiedkundige waarde, de Sint-Jan-Baptistkerk, te Wortel (provincie Antwerpen), eigendom der gemeente Wortel; kadaster : artikel 119, sectie D, n° 222 (05 a 45 ca).

is gerangschikt als landschap, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 der wet van 7 Augustus 1931, om reden van zijn aesthetische waarde, het geheel, gevormd door voormelde kerk, sectie D, n° 222 (05 a 45 ca), en het omringend kerkhof, eveneens eigendom der gemeente Wortel; kadaster : artikel 119, sectie D, n° 221A (29 a 55 ca).

Behoudens toelating, verleend overeenkomstig artikel 6 der wet op de monumenten en landschappen, is het verboden :

- 1° gebouwen op te richten of de bestaande te wijzigen;
- 2° de bomen te vellen of bovenmatig te snoeien;
- 3° het reliëf van de bodem te wijzigen door afgravingen of aanplantingen;
- 4° de kerkhofmuur te slopen of te wijzigen;
- 5° reclame-panelen of gelijk welke publiciteit aan te brengen.

Bij besluit van de Regent dd. 3 Juni 1950, is gerangschikt als monument, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1 der wet van 7 Augustus 1931, om reden van zijn geschiedkundige, artistieke en wetenschappelijke waarde, de oude toren, met zijn bijgebouwen, der Sint-Jan-Baptistkerk, te Schulen (provincie Limburg), eigendom der gemeente Schulen; kadaster : sectie B, n° 257B (00 a 70 ca).

Bij besluit van de Regent dd. 3 Juni 1950, is gerangschikt als monument, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1 der wet van 7 Augustus 1931, om reden van haar artistieke, oudheidkundige en geschiedkundige waarde, de centrale zaal (Herculeszaal) van het Kasteel van Beaulieu, te Machelen (provincie Brabant), eigendom van de V. Z. W. « Les Amis du Château de Beaulieu », te Brussel; kadaster : sectie A, deel van n° 449B (16 a).

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN.

BUURTSPOORWEGEN. — LIJN MAINVAULT-QUIÉVRAIN.
INTREKKING VAN EEN GEDEELTE DER VERGUNNING.

Een besluit van de Regent van 5 Juli 1950, machtigt de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen tot het afschaffen van het baanvak Grandglise-Montreul-sur-Haine en onttrekt dit baanvak aan de vergunning van de lijn Mainvault-Quévrain.

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN.

9 MEI 1950. — Besluit van de Regent houdende benoeming van de commissaris van de « Société coopérative liégeoise d'Electricité (Socolie) ».

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het besluit van de Regent van 28 Februari 1949 (1), waarbij de gemeenten Luik, Angleur, Chênée, Grivegnée en Seraing er toe worden gemachtigd, in overleg met de Staat en de provincie Luik, deel te nemen aan de oprichting van een vereniging van gemeenten onder de benaming van « Société coopérative liégeoise d'Electricité (Socolie) »;

Gelet op de akte gedagtekend 18 Juli 1949 (1), waarbij die coöperatieve vennootschap wordt opgericht, en inzonderheid op artikel 47b waarin de aanstelling van een commissaris, door de Staat, voorzien is, en op artikel 49b dat de duur van het mandaat van die commissaris op zes jaar bepaalt;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De heer de Grand Ry, A., inspecteur van Financiën, verbonden aan het Ministerie van Openbare Werken, wordt aangesteld als commissaris van de Socolie.

(1) Bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van 7 Augustus 1949, n° 17077.

Art. 2. Son mandat prend cours à la date du 1^{er} août 1949.

Art. 3. Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 1950.

Art. 2. Zijn mandaat neemt een aanvang op 1 Augustus 1949.

Art. 3. De Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, 9 Mei 1950.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Travaux publics,

Vanwege de Regent :
De Minister van Openbare Werken,

A. BUISSET.

Mi :
Le Ministre des Finances,

Mij bekend :
De Minister van Financiën,

H. LIEBAERT.

7 JUI 1950. — Arrêté du Régent portant nomination du directeur général de la Société coopérative liégeoise d'Electricité (Socolie) et d'un membre du conseil d'administration de la dite société.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Régent du 28 février 1949 (1) autorisant les communes de Liège, Angleur, Chênée, Grivegnée et Seraing, à participer de concert avec l'Etat et la province de Liège, à la constitution d'une association de communes, sous la dénomination de « Société coopérative liégeoise d'Electricité » (Socolie);

Vu l'acte de constitution de la société en date du 18 juillet 1949 (1) et, notamment l'article 33b, qui prévoit la désignation par l'Etat, d'un membre du conseil d'administration, et l'article 35b, qui fixe à six ans la durée du mandat de cet administrateur;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. Lambermont, J., ingénieur en chef-directeur des Ponts et Chaussées, dirigeant le service de la Meuse liégeoise, à Liège, est désigné en qualité de membre du conseil d'administration de la « Socolie ».

Art. 2. Son mandat prend cours à la date du 1^{er} août 1949.

Art. 3. A partir du 1^{er} mars 1950, M. Dhoossche, ingénieur en chef-directeur des Ponts et Chaussées, est nommé membre du conseil d'administration, en remplacement de M. Lambermont, J., appelé aux fonctions de directeur général de la « Socolie ».

M. Dhoossche achèvera le mandat de M. Lambermont.

Art. 4. Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 1950.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Travaux publics,

Vanwege de Regent :
De Minister van Openbare Werken,

A. BUISSET.

PERSONNEL. — FIXATION DE BARÈME.

Un arrêté ministériel du 7 juin 1950 fixe le barème afférent à la fonction de retoucheur prévue au cadre temporaire du Ministère des Travaux publics.

Le barème 106A est attribué à la fonction de retoucheur prévue au cadre temporaire du service de topographie et de photogrammétrie.

URBANISME. — ALIGNEMENTS.

Un arrêté du Régent du 7 juin 1950 approuve la délibération du conseil communal de Schoonaarde (province de Flandre orientale), adoptant un plan général d'alignement et d'expropriation pour le chemin vicinal n° 7.

Un arrêté du Régent en date du 7 juin 1950 approuve le plan général d'aménagement pour la commune de Walem.

(1) Annexe au Moniteur belge du 7 août 1949, n° 17077.

7 JUNI 1950. — Besluit van de Regent houdende benoeming van de directeur-generaal van de « Société coopérative liégeoise d'Electricité (Socolie) » en van een lid van de raad van beheer van het voormeld organisme.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het besluit van de Regent van 28 Februari 1949 (1) waarbij de gemeenten Luik, Angleur, Chênée, Grivegnée en Seraing er toe worden gemachtigd, in overleg met de Staat, en de provincie Luik, deel te nemen aan de oprichting van een vereniging van gemeenten onder de benaming van « Société coopérative liégeoise d'Electricité (Socolie) »;

Gelet op de akte, gedagtekend 18 Juli 1949 (1) waarbij die cooperatieve vennootschap wordt opgericht en inzonderheid op artikel 33b, waarin de aanstelling, door de Staat, van een lid van de raad van beheer voorzien is, en op artikel 35b, dat de duur van het mandaat van deze beheerder op zes jaar bepaalt;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De heer Lambermont, J., hoofdingenieur-directeur van Bruggen en Wegen, hoofd van de dienst der Luikse Maas, te Luik, wordt aangesteld als lid van de raad van beheer van de « Socolie ».

Art. 2. Zijn mandaat neemt een aanvang op 1 Augustus 1949.

Art. 3. Met ingang van 1 Maart 1950, wordt de heer Dhoossche, hoofdingenieur-directeur van Bruggen en Wegen, aangesteld als lid van de raad van beheer, ter vervanging van de heer Lambermont, J., geroepen tot de functie van directeur-generaal van de « Socolie ».

De heer Dhoossche zal het mandaat van de heer Lambermont beëindigen.

Art. 4. De Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van ondevavig besluit.

Gegeven te Brussel, de 7 Juni 1950.

CHARLES.

Vanwege de Regent :
De Minister van Openbare Werken,

A. BUISSET.

PERSONEEL. — VASTSTELLEN VAN WEDDESCHAAL.

Bij ministerieel besluit van 7 Juni 1950 is de weddeschaal voor de in het tijdelijk kader van het Ministerie van Openbare Werken vastgesteld.

De weddeschaal 106A is verbonden aan de functie van retoucheur die voorzien is in het tijdelijk kader van de dienst voor totografie en fotogrammetrie.

STEDEBOUW. — ROOILIJNEN.

Een besluit van de Regent van 7 Juni 1950 keurt de beslissing goed van de gemeenteraad van Schoonaarde (provincie Oost-Vlaanderen), waarbij een algemeen rooi- en onteigeningsplan aangenomen wordt voor de buurtweg n° 7.

Een besluit van de Regent dd. 7 Juni 1950 keurt het algemeen plan van aanleg goed voor de gemeente Walem.

(1) Bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 7 Augustus 1949, n° 17077.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.**ETABLISSEMENTS POUR MALADES MENTAUX. — NOMINATIONS.**

Par arrêté du Régent du 2 juin 1950, M. Luxen, Charles, est nommé directeur de l'asile Saint-Martin, à Dave, en remplacement de M. Roose, Julien, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté du Régent du 2 juin 1950, M. Bamps, Alphonse, est nommé directeur de l'asile Saint-Bernard, à Manage, en remplacement de M. Luxen, appelé à d'autres fonctions.

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION.

Arrêté du Régent du 5 juillet 1948 déterminant les bourses d'études accordées aux étudiants prisonniers politiques et prisonniers de guerre et modifiant l'arrêté du Régent du 23 septembre 1947 organisant l'octroi des bourses aux étudiants prisonniers de guerre et prisonniers politiques et la gratuité de l'instruction aux enfants des prisonniers de guerre et des prisonniers politiques mis à mort par l'ennemi ou décédés en captivité ou des suites de celle-ci. — Erratum.

Moniteur belge des 12-13 juillet 1948, page 5656, à l'article 1^{er}, littéra 3^o, texte néerlandais, lire :

« ten hoogste 1,000 frank per maand voor de leerlingen die regelmatig de leergangen van een school, met uitzondering van scholen met een volledig leerplan, en waarvan het programma minstens acht lesuren per week bedraagt in hun geheel volgen », au lieu de :

« ten hoogste 1,000 frank per maand voor de leerlingen die regelmatig de leergangen van een school met een volledig leerplan en waarvan het programma minstens acht lesuren per week bedraagt in hun geheel volgen. »

**AVIS OFFICIELS.
PUBLICATIONS LÉGALES.****MINISTÈRE DES FINANCES.**

Publication faite en exécution de l'article 12, § 1, de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés (« *Moniteur belge* » du 21 janvier 1949).

La commune d'Etterbeek et les sociétés anonymes énumérées ci-dessous sont invitées à prendre contact avec le Ministère des Finances, service du recensement des titres, 205, rue Belliard, à Bruxelles, dans les quarante jours à compter de la présente publication, en vue de régler les modalités d'exécution de l'arrêté susvisé quant à leurs titres :

- S. A. « Kredietbank », 7, rue d'Arenberg, à Bruxelles.
- S. A. Société belge hôtelière « Sobeho », 31, boulevard Anspach, à Bruxelles.
- S. A. Les Etablissements « Supplex », 66-68, avenue de la Chasse, à Bruxelles.
- S. A. Manufacture bruxelloise d'Ecrous, chemin des Deux-Maisons, à Woluwe-Saint-Lambert.
- S. A. « Socami », 50, avenue de la Couronne, à Bruxelles.
- S. A. Auxiliaire mécanique, 50, avenue de la Couronne, à Ixelles-Bruxelles.
- S. A. des Carrières, Chaux et Ciments de « La Velorie », à Gaurain-Ramecroix.
- S. A. Société franco-belge d'Electricité, 14, rue de Montigny, à Charleroi.
- S. A. « Automotive Agencies and Distributors, Autadis », chaussée de Louvain, 514, à Bruxelles.
- S. A. Moulins J.-F. Debontridder, à Malines.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN.**INSTELLINGEN VOOR GEESTESZIEKEN. — BENOEMINGEN.**

Bij besluit van de Regent van 2 Juni 1950 wordt de heer Luxen, Charles, benoemd tot directeur van het Sint-Martinusgesticht, te Dave, in vervanging van de heer Roose, Julien, tot andere functies geroepen.

Bij besluit van de Regent van 2 Juni 1950 wordt de heer Bamps, Alphonse, benoemd tot directeur van het Sint-Bernardusgesticht, te Manage, in vervanging van de heer Luxen, tot andere functies geroepen.

MINISTERIE VAN WEDEROPBOUW.

Besluit van de Regent van 5 Juli 1948 tot vaststelling der studiebeurzen toegekend aan studenten politieke gevangenen en krijgsgevangenen en tot wijziging van het Regentsbesluit van 23 September 1947 houdende regeling van de toekenning van studiebeurzen aan studenten krijgsgevangenen en politieke gevangenen en van de kosteloosheid van het onderwijs aan kinderen van krijgsgevangenen en politieke gevangenen door de vijand ter dood gebracht of gestorven in gevangenschap of wegens de gevolgen hiervan. — Erratum.

Belgisch Staatsblad van 12-13 Juli 1948, bladzijde 5656, in artikel 1, littera 3^o, lezen :

« ten hoogste 1,000 frank per maand voor de leerlingen die regelmatig de leergangen van een school, met uitzondering van scholen met een volledig leerplan, en waarvan het programma minstens acht lesuren per week bedraagt in hun geheel volgen », in plaats van :

« ten hoogste 1,000 frank per maand voor de leerlingen die regelmatig de leergangen van een school met een volledig leerplan en waarvan het programma minstens acht lesuren per week bedraagt in hun geheel volgen. »

**OFFICIËLE BERICHTEN.
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN.****MINISTERIE VAN FINANCIËN.**

Publicatie gedaan in uitvoering van artikel 12, § 1, van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 betreffende het van onwaarde maken der niet aangegeven Belgische effecten aan toonder (« *Belgische Staatsblad* » van 21 Januari 1949).

De gemeente Etterbeek, en de hieronder vermelde naamloze vennootschappen, zijn uitgenodigd, zich, binnen de veertien dagen te rekenen vanaf de tegenwoordige publicatie, met het Ministerie van Financien, dienst voor telling der effecten, Belliardstraat, 205, te Brussel, in verbinding te stellen, ten einde de uitvoeringsmodaliteiten vast te stellen van voornoemd besluit wat betreft hun oude effecten :

- N. V. Kredietbank, Arenbergstraat, 7, te Brussel.
- N. V. « Société belge hôtelière, Sobeho », Anspachlaan, 31, te Brussel.
- N. V. « Les Etablissements Supplex », Jachtlaan, 66-68, te Brussel.
- N. V. « Manufacture bruxelloise d'Ecrous », Twee-Huizenweg, te Sint-Lambrechts-Woluwe.
- N. V. « Socami », Kroonlaan, 50, te Elsene-Brussel.
- N. V. « Auxiliaire mécanique », Kroonlaan, 50, te Elsene-Brussel.
- N. V. « des Carrières, Chaux et Ciments de La Velorie », te Gaurain-Ramecroix.
- N. V. « Société franco-belge d'Electricité », Montignystraat, 14, te Charleroi.
- N. M. « Automotive Agencies and Distributors, Autadis », Leuvense steenweg, 514, te Brussel.
- N. V. « Moulins J.-F. Debontridder », te Mechelen.

S. A. Compagnie d'assurance contre les risques d'incendies et d'accidents « Antwerpia », à Sint-Mariaburg.

S. A. « Généralcar », 26, rue des Colonies, à Bruxelles.

S. A. Immobilière anversoise, 24, avenue de Keyzer, à Anvers.

S. A. « De Congoster », rue de la Maison Rouge, 8, à Turnhout.

S. A. Société immobilière de brasserie « Sibra », 31, boulevard Anspach, à Bruxelles.

S. A. « Manuvil », 15, rue Mima, Vilvorde.

S. A. Van Der Wee-De Vogelaere, 55, avenue du Canal, à Lierre.

S. A. Produits réfractaires et céramiques, à Morialmé.

Publication faite en exécution de l'article 12, § 2, de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés (« Moniteur belge » du 21 janvier 1949).

Les sociétés anonymes énumérées ci-dessous procéderont à la régularisation de leurs titres :

1^o du 15 au 31 juillet 1950 :

La S. A. des Anciens Etablissements G. Gosselin et E. Leclercq, à Quevaucamps, actions capital de 500 francs.

La S. A. Forges et Estampage de Bierset-Awans, à Bierset-Awans, actions sans désignation de valeur.

La S. A. Chaudronneries Pierre Brouhon, à Awans-Bierset, actions ordinaires sans désignation de valeur.

La S. A. Tissage Jules Dervaux, à Wacken, actions de capital de 1,000 francs.

2^o du 17 juillet au 12 août 1950 :

La S. A. « Taxandria », 45, Longue rue Neuve, à Anvers, actions de capital anciennes.

Par dérogation à l'article 13 de l'arrêté précité, ces sociétés sont autorisées à recevoir directement les titres à régulariser.

La S. A. Ateliers Jean Falla, 35, rue Bonne-Nouvelle, à Liège, procédera, du 15 au 31 juillet 1950, à la mise au nominatif de ses actions de 1,000 francs.

Par dérogation à l'article 13 du dit arrêté, la société est autorisée à recevoir directement les titres à mettre au nominatif.

La S. A. Maison A. Bourdon, 13, place Emile Braun, à Gand, procédera, du 17 au 31 juillet 1950, à la conversion en inscriptions nominatives de ses actions de capital de 1,000 francs.

Par dérogation à l'article 13 du dit arrêté, la société est autorisée à recevoir directement les titres à convertir.

La S. A. Financière, industrielle belge, siège social 73, avenue du Centenaire, à Montignies-sur-Sambre, bureaux : 52, rue Royale, à Bruxelles, procédera du 17 juillet au 31 août 1950 à la mise au nominatif de ses titres anciens.

La société a été dispensée de recourir à l'un des organismes désignés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et, par voie de conséquence, est autorisée à recevoir directement les titres anciens.

La S. A. « Sogetrac », Société générale pour l'Exploitation et la Transformation des Produits agricoles et industriels (anciennement l'Immobilière d'Ixelles-Centre), à Bois-de-Villers, procédera du 17 juillet au 31 août 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses actions de capital de 1,000 francs.

Par dérogation à l'article 13 du dit arrêté, la société est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

La S. A. des Ateliers Heuze, Malevez et Simon réunis, à Auvelais, procédera du 15 au 31 juillet 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses parts sociales sans désignation de valeur.

Par dérogation à l'article 13 du dit arrêté, la société est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

La S. A. « Boulonnerie du Centre de Gilly », à Gilly, procédera du 15 juillet au 19 août 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses actions de 1,000 francs contre des actions sans valeur nominale.

N. V. « Compagnie d'assurances contre les risques d'incendies et d'accidents, Antwerpia », te Sint-Mariaburg.

N. V. « Généralcar », Koloniënstraat, 26, te Brussel.

N. V. « Immobilière anversoise », de Keyzerlaan, 24, te Antwerpen.

N. V. De Congoster, Rood Huisstraat, 8, te Turnhout.

N. V. « Société immobilière de brasserie, Sibra », Anspachlaan, 31, te Brussel.

N. V. « Manuvil », Mimastraat, 15, te Vilvoorde.

N. V. Van Der Wee-De Vogelaere, Vaartlaan, 55, te Lier.

N. V. « Produits réfractaires et céramiques », te Morialmé.

Publicatie gedaan in uitvoering van artikel 12, § 2, van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 betreffende het van onwaarde maken der niet aangegeven Belgische effecten aan toonder (« Belgisch Staatsblad » van 21 Januari 1949).

De hieronder vermelde naamloze vennootschappen zullen overgaan tot de regularisatie van hun effecten :

1^o vanaf 15 tot 31 Juli 1950 :

De N. V. « Des Anciens Etablissements G. Gosselin et E. Leclercq », te Quevaucamps, kapitaalsaandelen van 500 frank.

De N. V. « Forges et Estampage de Bierset-Awans », te Bierset-Awans, gewone aandelen zonder vermelding van waarde.

De N. V. « Chaudronneries Pierre Brouhon », te Awans-Bierset, gewone aandelen zonder vermelding van waarde.

De N. V. Weverij Jules Derveaux, te Wakken, kapitaalsaandelen van 1,000 frank.

2^o vanaf 17 Juli tot 12 Augustus 1950 :

De N. V. « Taxandria », Lange Nieuwstraat, 45, te Antwerpen, oude kapitaalsaandelen.

In afwijking van artikel 13 van voornoemd besluit zijn de vennootschappen gemachtigd de te regulariseren effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Ateliers Jean Falla », Goede-Nieuwsstraat, 35, te Luik, zal vanaf 15 tot 31 Juli 1950 overgaan tot de om naamzetting van haar aandelen van 1,000 frank.

In afwijking van artikel 13 van gezegd besluit, is de vennootschap toegestaan de op naam te zetten effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Maison A. Bourdon », Emile Braunplaats, 13, te Gent, zal vanaf 17 tot 31 Juli 1950 overgaan tot de omzetting in nominatieve inschrijvingen van haar kapitaalsaandelen van 1,000 frank.

In afwijking van artikel 13 van gezegd besluit, is de vennootschap gemachtigd de om te zetten effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Financière, industrielle belge », maatschappelijke zetel Jubelfeestlaan, 73, te Montignies-sur-Sambre, burelen : Koninklijke straat, 52, te Brussel, zal vanaf 17 Juli tot 31 Augustus 1950 overgaan tot de opnaamzetting van haar oude effecten.

De vennootschap werd ontslagen van zich te wenden tot een van de bij artikel 1 van de besluitwet van 6 October 1944 aangeduide organismen en is bijgevolg gemachtigd de oude effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Sogetrac », « Société générale pour l'Exploitation et la Transformation des Produits agricoles et industriels » (voorheen « l'Immobilière d'Ixelles-Centre »), te Bois-de-Villers, zal vanaf 17 Juli tot 31 Augustus 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar kapitaalsaandelen van 1,000 frank.

In afwijking van artikel 13 van gezegd besluit is de vennootschap gemachtigd de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « des Ateliers Heuze, Malevez et Simon réunis », te Auvelais, zal vanaf 15 tot 31 Juli 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar maatschappelijke aandelen zonder vermelding van waarde.

In afwijking van artikel 13 van gezegd besluit, is de vennootschap toegestaan de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Boulonnerie du Centre de Gilly », te Gilly, zal vanaf 15 Juli tot 19 Augustus 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar aandelen van 1,000 frank tegen aandelen zonder nominale waarde.

Devra également être clôturé le 19 août 1950, l'échange, prescrit en 1920, des actions de 250 francs contre des actions de 1,000 francs, à raison de quatre actions de 250 francs pour une action de 1,000 francs.

Par dérogation :

1° A l'article 6 de l'arrêté susvisé, la négociation des rompus est autorisée jusqu'au 31 juillet 1950;

2° A l'article 13 du même arrêté, la société est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

La S. A. Brasseries Jack-Op, à Werchter-lez-Louvain, procédera du 15 au 31 juillet à l'échange, titre pour titre, de ses parts sociales sans désignation de valeur.

Par dérogation à l'article 13 du dit arrêté, la société est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

La S. A. Laiterie des Bonnes-Mères, 44, avenue de Scheut, à Anderlecht (Bruxelles), procédera du 17 juillet au 31 octobre 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses actions de 250 francs et parts de fondateur anciennes, démunies de coupons, contre des actions de 250 francs et des parts de fondateur nouvelles, coupons 1 et suivants attachés.

La société a été dispensée de recourir à l'un des organismes désignés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, et par voie de conséquence, autorisée à recevoir directement les titres anciens.

La S. A. Les Nouvelles Tuileries d'Havannes, à Havannes, procédera du 15 au 31 juillet 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses parts sociales contre de nouvelles parts sociales, coupons 1 et suivants attachés.

Par dérogation à l'article 13 du susdit arrêté, la société est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

La S. A. Photo-Produits Gevaert, 27, rue Septe, à Mortsel-Anvers, procède depuis le 1^{er} juin 1950 au remboursement anticipé de ses bons de caisse 1941 de 1,000 francs, 4 1/2 p. c.

Cette opération doit être terminée le 31 octobre 1950.

Le remboursement des obligations de 500 francs, 5 p. c., 1935, de la même société doit également être terminé le 31 octobre 1950.

Par dérogation à l'article 13 de l'arrêté précité, la société est autorisée à recevoir directement les bons de caisse et obligations à rembourser.

Ces opérations satisfont au susdit arrêté.

La S. A. Maison Detilleux, 14, rue Sainte-Marie, à Liège, procédera du 17 juillet au 12 août 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses parts sociales anciennes contre des parts sociales nouvelles, coupons 1 et suivants attachés.

La société a été dispensée de recourir à l'un des organismes désignés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et, par voie de conséquence, est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

La S. A. Maison Damman & Washer, 65, rue de la Clinique, à Bruxelles, procédera du 17 juillet au 30 septembre 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses obligations, 4 p. c. 1938 de 1,000 francs, ex-coupons contre des obligations de mêmes caractéristiques, coupons 1 au 30 juin 1950 et suivants attachés.

La société a été dispensée de recourir à l'un des organismes désignés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et, par voie de conséquence, est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

La S. A. Hypothécaire belge-américaine, 13, rue Baron Horta, à Bruxelles, procédera du 17 juillet au 30 décembre 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses actions de capital anciennes et de ses actions de dividende anciennes, coupons 51 et suivants attachés, contre des actions de capital nouvelles et des actions de dividende nouvelles, coupons 1 et suivants attachés.

Les opérations suivantes devront être clôturées à la même date du 30 décembre 1950 :

1° L'estampillage, le recouppement et le remboursement de 523 fr. 85 c. par action de capital de 1,000 francs (opération décidée en 1938);

2° Le remboursement des obligations, 4 p. c. de 500 francs, émises de 1899 à 1910, amorties mais non encaissées.

Zal eveneens op 19 Augustus 1950 moeten beëindigd worden, de omruiling voorgeschreven in 1920 der aandelen van 250 frank tegen aandelen van 1,000 frank, in verhouding van vier aandelen van 250 frank tegen een aandeel van 1,000 frank.

In afwijking van :

1° Artikel 6 van voornoemd besluit is het verhandelen der breuken van aandelen tot 31 Juli 1950 toegelaten;

2° Artikel 13 van hetzelfde besluit is de vennootschap toegestaan de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. Brouwerijen Jack-Op, te Werchter-bij-Leuven, zal vanaf 15 tot 31 Juli 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van waarde.

In afwijking van artikel 13 van gezegd besluit, is de vennootschap toegestaan de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Laiterie des Bonnes-Mères », Scheutlaan, 44, te Anderlecht (Brussel), zal vanaf 17 Juli tot 31 October 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude aandelen van 250 frank en stichtersaandelen, ontbloeit van coupons, tegen nieuwe aandelen van 250 frank en stichtersaandelen, coupons 1 en volgende aangehecht.

De vennootschap werd ontslagen van zich tot een van de bij artikel 1 van de besluitwet van 6 October 1944 aangeduide organismen te wenden en bijgevolg gemachtigd de oude effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Les Nouvelles Tuileries d'Havannes », te Havannes, zal vanaf 15 tot 31 Juli 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar maatschappelijke aandelen tegen nieuwe maatschappelijke aandelen, coupons 1 en volgende aangehecht.

In afwijking van artikel 13 van gezegd besluit, is de vennootschap toegestaan de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. Photo-Produits Gevaert, Septestraat, 27, te Mortsel-Antwerpen, gaat over vanaf 1 Juni 1950 tot de vervroegde terugbetaling van haar kasbons 1941 van 1,000 frank, 4 1/2 t. h.

Deze verrichting moet op 31 October 1950 beëindigd worden.

De terugbetaling der obligatiën van 500 frank, 5 t. h., 1935, van dezelfde vennootschap moet eveneens op 31 October 1950 beëindigd worden.

In afwijking van artikel 13 van voornoemd besluit, is de vennootschap gemachtigd de terug te betalen kasbons en obligatiën rechtstreeks in ontvangst te nemen.

Deze verrichtingen voldoen aan bovengezgd besluit.

De N. V. « Maison Detilleux », Sinte-Mariastraat, 14, te Luik, zal vanaf 17 Juli tot 12 Augustus 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude maatschappelijke aandelen tegen nieuwe maatschappelijke aandelen, coupons 1 en volgende aangehecht.

De vennootschap werd ontslagen van zich tot één der bij artikel 1 der besluitwet van 6 October 1944 aangeduide organismen te wenden en, bijgevolg, toegestaan de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Maison Damman & Washer », Kliniekstraat, 65, te Brussel, zal vanaf 17 Juli tot 30 September 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar obligatiën, 4 t. h. 1938 van 1,000 frank, ex-coupons, tegen obligatiën met dezelfde kenmerken, coupons 1 op 30 Juni 1950 en volgende aangehecht.

De vennootschap werd ontslagen van zich tot één der bij artikel 1 der besluitwet van 6 October 1944 aangeduide organismen te wenden en, bijgevolg, toegestaan de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

De N. V. « Hypothécaire belge-américaine », Baron Hortastraat, 13, te Brussel zal vanaf 17 Juli tot 30 December 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude kapitaalsaandelen en van haar oude dividendaandelen, coupons 51 en volgende aangehecht, tegen nieuwe kapitaalsaandelen en nieuwe dividendaandelen, coupons 1 en volgende aangehecht.

De volgende verrichtingen zullen op dezelfde datum van 30 December 1950 moeten beëindigd worden :

1° De afstempeling, de hercouppening en de terugbetaling van 523 fr. 85 c. per kapitaalsaandeel van 1,000 frank (in 1938 verordende verrichting);

2° De terugbetaling der obligatiën, 4 t. h. van 500 frank, uitgifte van 1899 tot 1910, afgelost maar niet geïnd.

La S. A. des Usines Gilson, à La Croyère, procédera du 17 juillet au 30 novembre 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses anciennes parts sociales sans désignation de valeur nominale, n° 1 à 40,000, démunies de coupons, contre de nouvelles parts sociales sans désignation de valeur nominale, coupons 1 et suivants attachés.

Les obligations de 500 francs, amorties mais non effectivement remboursées de l'emprunt 1925 à 6 p. c. devront être présentées au remboursement au plus tard le 30 novembre 1950.

La S. C. R. L. Société générale des Forces hydro-électriques du Katanga, « Sogefor », siège social à Jadotville, siège administratif à Bruxelles, 31, rue de la Science, procédera du 15 juillet au 30 décembre 1950 à l'échange, titre pour titre, de ses actions de 500 francs, coupons 24 et suivants attachés, contre des actions sans mention de valeur nominale, coupons 24 et suivants attachés.

La S. A. Papeteries de Saventhem, à Saventhem, procédera du 15 juillet au 15 novembre 1950, à l'échange, titre pour titre, de ses parts sociales anciennes, sans coupons ni talon attachés, contre des parts sociales nouvelles, coupons 1 et suivants attachés.

L'échange décidé en 1935 des actions de capital contre des parts sociales à raison de 20 parts de capital pour 1 part sociale, doit être clôturé à la même date du 15 novembre 1950.

Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté du Régent précité, la négociation des rompus est autorisée jusqu'au 31 octobre 1950.

La S. A. Cotonnière Nouvelle-Orléans, 282, boulevard de l'Industrie, à Gand, procédera du 15 juillet au 15 octobre 1950, à l'échange, titre pour titre, de ses anciennes parts sociales sans désignation de valeur nominale, coupons 11 et suivants attachés, contre des parts sociales nouvelles, coupons 11 et suivants attachés.

L'échange, titre pour titre, des actions de jouissance sans désignation de valeur contre des parts sociales sans désignation de valeur, décrété en 1937, devra également être clôturé le 15 octobre 1950.

La S. A. Compagnie générale des Conduites d'eau, à Les Vennes-Liège, procédera du 30 juillet au 30 novembre 1950, à l'échange, titre pour titre :

1° de ses obligations 4 1/2 p. c., 1936, coupons 29, au 1^{er} décembre 1950, et suivants attachés, contre des obligations de même caractéristiques, coupons 29 au 1^{er} décembre 1950 et suivants attachés;

2° de ses obligations 4 p. c., 4°, 5° et 6° séries, coupons 111 au 1^{er} janvier 1951 et suivants attachés, contre des obligations de mêmes caractéristiques, coupons 111 au 1^{er} janvier 1951 et suivants attachés.

Les opérations suivantes doivent être clôturées à la même date du 30 novembre 1950 :

1° le remboursement des obligations amorties de ces emprunts, mais non encore effectivement encaissées;

2° les anciens recoupponnements des obligations 4 p. c., 4°, 5° et 6° séries.

La S. A. Caisse hypothécaire d'Egypte, 12, Longue rue des Claires, à Anvers, procédera, du 17 juillet au 15 décembre 1950, à l'échange :

1° titre pour titre, de ses actions de capital de 500 francs anciennes, coupons 46 et suivants attachés, contre des actions de capital nouvelles, coupons 1 et suivants attachés;

2° de ses parts bénéficiaires anciennes, coupons 44 et suivants attachés, contre des dixièmes de parts bénéficiaires nouvelles, coupons 1 et suivants attachés, à raison de une part bénéficiaire entière pour dix dixièmes;

3° titre pour titres, des dixièmes de parts bénéficiaires anciennes, coupons 44 et suivants attachés, contre des dixièmes de parts bénéficiaires nouvelles, coupons 1 et suivants attachés.

Le recoupponnement, décidé en 1934, des actions de capital, parts bénéficiaires et dixièmes de parts bénéficiaires, doit être clôturé à la même date du 15 décembre 1950.

De N. V. « Usines Gilson », te La Croyère, zal vanaf 17 Juli tot 30 November 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, n° 1 tot 40,000, ontbloot van coupons, tegen nieuwe maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, coupons 1 en volgende aangehecht.

De afgeloste maar niet werkelijk terugbetaalde obligatiën van 500 frank der lening 1925 aan 6 t. h. zullen ten laatste op 30 November 1950 ter terugbetaling moeten aangeboden worden.

De C. V. B. A. « Société générale des Forces hydro-électriques du Katanga, « Sogefor », maatschappelijke zetel te Jadotstad, administratieve zetel te Brussel, Wetenschapstraat, 31, zal vanaf 15 Juli tot 30 December 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude aandelen van 500 frank, coupons 24 en volgende aangehecht, tegen aandelen zonder vermelding van nominale waarde, coupons 24 en volgende aangehecht.

De N. V. « Papeteries de Saventhem », te Zaventem, zal vanaf 15 Juli tot 15 November 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude maatschappelijke aandelen, zonder coupons noch talon aangehecht, tegen nieuwe maatschappelijke aandelen, coupons 1 en volgende aangehecht.

De in 1935 besliste omruiling der kapitaalsaandelen tegen maatschappelijke aandelen in verhouding van 20 kapitaals- voor 1 maatschappelijk aandeel, moet op dezelfde datum van 15 November 1950 beëindigd worden.

In afwijking van artikel 6 van voornoemd besluit van de Regent is het verhandelen der breuken van aandelen toegelaten tot 31 October 1950.

De N. V. « Cotonnière Nouvelle-Orléans », Nijverheidslaan, 282, te Gent, zal vanaf 15 Juli tot 15 October 1950 overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, coupons 11 en volgende aangehecht, tegen nieuwe maatschappelijke aandelen, coupons 11 en volgende aangehecht.

De omruiling, effect voor effect, der genotsaandelen zonder aanduiding van waarde, tegen maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van waarde, verordend in 1937, zal eveneens op 15 October 1950 moeten beëindigd worden.

De N. V. « Compagnie générale des Conduites d'eau », te Les Vennes-Luik, zal, vanaf 30 Juli tot 30 November 1950, overgaan tot de omruiling, effect voor effect :

1° van haar obligatiën 4 1/2 t. h. 1936, coupons 29 op 1 December 1950 en volgende aangehecht, tegen obligatiën met dezelfde kenmerken, coupons 29 op 1 December 1950 en volgende aangehecht;

2° van haar obligatiën 4 t. h., 4°, 5° en 6° reeksen, coupons 111 op 1 Januari 1951 en volgende aangehecht, tegen obligatiën met dezelfde kenmerken, coupons 111 op 1 Januari 1951 en volgende aangehecht.

Volgende verrichtingen zullen op dezelfde datum van 30 November 1950 moeten beëindigd worden :

1° de terugbetaling der afgeloste maar nog niet werkelijk geïnde obligatiën van deze leningen;

2° de oude hercoupponneringen der obligatiën 4 t. h., 4°, 5° en 6° reeksen.

De N. V. « Caisse hypothécaire d'Egypte », Lange Klarenstraat, 12, te Antwerpen, zal, vanaf 17 Juli tot 15 December 1950, overgaan tot de omruiling :

1° effect voor effect, van haar oude kapitaalsaandelen van 500 frank, coupons 46 en volgende aangehecht, tegen nieuwe kapitaalsaandelen, coupons 1 en volgende aangehecht;

2° van haar oude winstgevende aandelen, coupons 44 en volgende aangehecht, tegen tienden van nieuwe winstgevende aandelen, coupons 1 en volgende aangehecht, in verhouding van één geheel winstgevend aandeel tegen tien tienden;

3° effect voor effect, der tienden van oude winstgevende aandelen, coupons 44 en volgende aangehecht, tegen tienden van nieuwe winstgevende aandelen, coupons 1 en volgende aangehecht.

De hercoupponnering, beslist in 1934, der kapitaalsaandelen, winstgevende aandelen en tienden van winstgevende aandelen, moet op dezelfde datum van 15 November 1950 beëindigd worden.

La S. C. R. L. Société forestière et agricole du Mayumbe « Agrifor », siège social à Boma, siège administratif à Bruxelles, 5, rue de la Science, procédera du 15 juillet au 30 novembre 1950, à l'échange, titre pour titre, de ses anciennes parts sociales sans valeur nominale, n° 1 à 72,000, coupons 11 et suivants attachés, contre de nouvelles parts sociales sans valeur nominale, coupons 11 et suivants attachés.

L'échange, titre pour titre, des actions de capital de 500 francs contre des parts sociales sans valeur nominale, prescrit en 1937, devra également être clôturé le 30 novembre 1950.

Il sera procédé, du 15 juillet au 30 novembre 1950, à l'échange, titre pour titre, des 20,000 actions de capital de 250 francs, coupons 19 et suivants attachés, de la S. A. belge en liquidation, Plantations de Katombe, au Katanga, 23, place de Meir, à Anvers, contre des actions sans désignation de valeur, coupons 1 et suivants attachés, de la Société congolaise à responsabilité limitée Plantation de Katombe, au Katanga, à Katombe (Congo belge).

Les opérations suivantes doivent être clôturées à la même date du 30 novembre 1950 :

1° l'échange, titre pour titre, des actions de capital de 250 francs Mercantile anversoise (ancienne dénomination de la société belge en liquidation), contre des actions de capital de 250 francs Plantations de Katombe au Katanga (opération décidée en 1945).

2° le recouponnement des actions de capital de 250 francs Plantation de Katombe au Katanga (décidé en 1945).

Pour gouverner, il sera également procédé, à dater du 15 juillet 1950, à l'échange contre des actions sans désignation de valeur Plantations du Katombe au Katanga (société congolaise), des actions de dividende de la dite société belge, ces derniers titres n'étant pas soumis à l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Continue, d'autre part, sans formalité, l'échange des actions de capital de 100 francs réduites à 25 francs de la dite S. A. Mercantile anversoise, titres également non soumis à l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

La société a été dispensée de recourir à l'un des organismes désignés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et, par voie de conséquence, est autorisée à recevoir directement les titres à échanger.

Complément aux publications parues au *Moniteur belge* des 25 décembre 1949 et 29 janvier 1950, relatives à la S. A. d'Ougrée-Marihay, à Ougrée.

Les obligations de 1,000 francs, 4 1/2 p. c. 1937, sorties au tirage du 21 novembre 1949 sont remboursables depuis le 15 mars 1950 par 1,022 fr. 50 c. (1,000 francs + 22 fr. 50 c. tenant lieu du coupon 26).

Erratum.

L'échange des titres de la S. A. Lainière de l'Escaut, à Leupegem, annoncé au *Moniteur belge* du 28 juin 1950 comme devant avoir lieu du 1^{er} juillet au 31 octobre 1950, est fixé en réalité du 1^{er} septembre au 30 décembre 1950.

Rectification d'une publication parue au *Moniteur belge* du 28 juin 1950, conformément à l'article 12, § 2, de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949.

Le 3° de la publication relative aux titres de la S. A. Charbonnages Elisabeth, à Auvelais, doit se lire :

« 3° L'attribution d'une action nouvelle (émission 1937) et le remboursement de fr. 71,4285 par action ancienne, n° 1 à 28000. »

Le texte flamand, premier alinéa, deuxième ligne, de la même publication, doit se lire :

« ... 1 Juli tot 30 December 1950... »

De C. V. B. A. « Agrifor », (Société forestière et agricole du Mayumbe), maatschappelijke zetel te Boma, administratieve zetel te Brussel, Wetenschapstraat, 5, zal vanaf 15 Juli tot 30 November 1950, overgaan tot de omruiling, effect voor effect, van haar oude maatschappelijke aandelen zonder nominale waarde, n° 1 tot 72,000, coupons 11 en volgende aangehecht, tegen nieuwe maatschappelijke aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, coupons 11 en volgende aangehecht.

De omruiling, effect voor effect, der kapitaalsaandelen van 500 frank tegen maatschappelijk aandelen zonder nominale waarde, verordend in 1937, zal eveneens op 30 November 1950 moeten beëindigd worden.

Er zal vanaf 15 Juli tot 30 November 1950 overgaan worden tot de omruiling, effect voor effect, der 20,000 kapitaalsaandelen van 250 frank, coupons 19 en volgende aangehecht, der Belgische N. V. in vereffening « Plantations de Katombe au Katanga », Meir, 23, te Antwerpen, tegen aandelen zonder aanduiding van waarde, coupons 1 en volgende aangehecht, van de Congolese Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid « Plantations de Katombe au Katanga », te Katombe (Belgisch Congo).

De volgende verrichtingen moeten op dezelfde datum van 30 November 1950 beëindigd worden :

1° de omruiling, effect voor effect, der kapitaalsaandelen van 250 frank « Mercantile anversoise » (oude benaming der Belgische vennootschap, in vereffening, tegen kapitaalsaandelen van 250 fr. « Plantations de Katombe au Katanga » (in 1929 verordende verrichting);

2° de hercouponnering der kapitaalsaandelen van 250 frank « Plantations de Katombe au Katanga » (beslist in 1945).

Ter inlichting, er zal eveneens vanaf 15 Juli 1950 overgegaan worden tot de omruiling tegen aandelen zonder aanduiding van waarde « Plantations de Katombe au Katanga (Congolese vennootschap) », der dividendenaandelen van gezegde Belgische vennootschap; deze laatste effecten niet onderworpen zijnde aan de besluitwet van 6 October 1944.

Wordt ten andere zonder formaliteiten voortgezet, de omruiling der kapitaalsaandelen van 100 frank, verminderd tot 25 frank, van gezegde vennootschap N. V. « Mercantile anversoise », effecten eveneens niet onderworpen aan de besluitwet van 6 October 1944.

De vennootschap werd ontslagen van zich tot één der bij artikel 1 van de besluitwet van 6 October 1944 aangeduide organismen te wenden en, bijgevolg, toegestaan de te ruilen effecten rechtstreeks in ontvangst te nemen.

Bijvoegsel aan de in het *Belgisch Staatsblad* van 25 December 1949 en 29 Januari 1950 verschenen publicatiën betreffende de N. V. « Ougrée-Marihay », te Ougrée.

De obligatiën van 1,000 frank, 4 1/2 1937, uitgeloot bij de trekking van 21 November 1949, zijn terugbetaalbaar vanaf 15 Maart 1950 door 1,022 fr. 50 c. (1,000 fr. + 22 fr. 50 c. in vervanging van coupon 26).

Erratum.

De omruiling der effecten van de N. V. « Lainière de l'Escaut », te Leupegem, aangekondigd in het *Belgisch Staatsblad* van 28 Juni 1950 als moettende plaats hebben vanaf 1 Juli tot 31 October 1950, is in werkelijkheid vastgesteld vanaf 1 September tot 30 December 1950.

Wijziging van een in het *Belgisch Staatsblad* van 28 Juni 1950 verschenen publicatie, overeenkomstig artikel 12, § 2, van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949.

Het 3° van de publicatie betreffende de effecten van de N. V. « Charbonnages Elisabeth », te Auvelais, dient gelezen :

« 3° De toekenning van een nieuw aandeel (uitgifte 1937) en de terugbetaling van fr. 71,4285 per oud aandeel, n° 1 tot 28000. »

De vlaamse tekst, eerste alinea, tweede lijn, van dezelfde publicatie, dient gelezen :

« ... 1 Juli tot 30 December 1950... »

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DIRECTION DU « MONITEUR BELGE ».

Brochures et tirés à part.

En vente dans les bureaux, rue de Louvain, 40, à Bruxelles :

Barème officiel belge des invalidités : arrêté du Régent du 12 février 1946.

Brochure n° 8483. — Prix : 65 francs.

Pensions de réparation : lois coordonnées annexées à l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

Brochure n° 8495-A. — Prix : 8 francs.

Ces publications sont bilingues.

Les prix fixés ne comprennent pas les frais de port.

Pour les commandes adressées par écrit, les envois sont faits contre remboursement.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Jury central. — Session de juillet 1950.
Ordre de la session.

Le Ministre de l'Instruction publique fait connaître que l'ordre de la session est réglé de la manière suivante :

A. PHILOSOPHIE ET LETTRES.

I. *Candidature en philosophie et lettres préparatoire au doctorat en droit et à la licence en notariat.*

Première épreuve : lundi 24 juillet, à 9 heures.

Deuxième épreuve et épreuves complémentaires : mercredi 26 juillet, à 9 heures.

II. *Candidature en philosophie et lettres préparatoire à la licence.*

Groupe B : histoire;

Groupe C : philologie classique ;

Première épreuve : vendredi 28 juillet, à 9 heures.

Deuxième épreuve et épreuve complémentaire : mardi 1^{er} août, à 9 heures.

Groupe D : philologie romane;

Groupe E : philologie germanique ;

Première épreuve, deuxième épreuve et épreuves complémentaires : mardi 1^{er} août, à 9 heures.III. *Licence en philosophie et lettres.*

Groupe A : philosophie;

Groupe B : histoire.

Première et deuxième épreuve : vendredi 4 août, à 9 heures.

Groupe C : philologie classique;

Groupe D : philologie romane;

Groupe E : philologie germanique ;

Première et deuxième épreuve : lundi 7 août, à 9 heures.

IV. *Examen d'agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur.*

Epreuve unique : mercredi 9 août, à 9 heures.

Ces différents examens auront lieu dans les locaux de la faculté des sciences politiques et économiques de l'Université libre de Bruxelles, 48, avenue Franklin D. Roosevelt.

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

BESTUUR VAN HET « BELGISCH STAATSBLAD ».

Brochures en overdrukken.

Te koop in de burelen, Leuvense weg, 40, te Brussel :

Officiële schaal tot vaststelling van de graad van invaliditeit : besluit van de Regent van 12 Februari 1946.

Brochure n° 8484. — Prijs : 65 frank.

Vergoedingspensioenen : samengeordende wetten bij het besluit van de Regent van 5 October 1948 gevoegd.

Brochure n° 8495-A. — Prijs : 8 frank.

Deze uitgaven zijn tweetalig.

De aangeduide prijzen begripen de verzendingskosten niet.

De schriftelijke bestellingen worden onder rembours toegezonden.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

Centrale examencommissie. — Zittijd van Juli 1950.
Orde van de zittijd.

De Minister van Openbaar Onderwijs laat weten dat de orde van de zittijd geregeld is als volgt :

A. LETTEREN EN WIJSBEGEERTE.

I. *Candidatuur in de letteren en wijsbegeerte voorbereidend tot het doctoraat in de rechten en het licentiaat in het notariaat.*

Eerste proef : Maandag 24 Juli, te 9 uur.

Tweede proef en aanvullende proeven : Woensdag 26 Juli, te 9 uur.

II. *Candidatuur in de letteren en wijsbegeerte voorbereidend tot het licentiaat.*

Groep B : Geschiedenis;

Groep C : Classieke philologie ;

Eerste proef : Vrijdag 28 Juli, te 9 uur.

Tweede proef en aanvullende proef : Dinsdag 1 Augustus, te 9 uur.

Groep D : Romaanse philologie;

Groep E : Germaanse philologie ;

Eerste proef, tweede proef en aanvullende proeven : Dinsdag 1 Augustus, te 9 uur.

III. *Licentiaat in de letteren en wijsbegeerte.*

Groep A : Wijsbegeerte;

Groep B : Geschiedenis ;

Eerste en tweede proef : Vrijdag 4 Augustus, te 9 uur.

Groep C : Classieke philologie;

Groep D : Romaanse philologie;

Groep E : Germaanse philologie ;

Eerste en tweede proef : Maandag 7 Augustus, te 9 uur.

IV. *Examen van geaggregeerde voor het middelbaar onderwijs van de hogere graad.*

Enige proef : Woensdag 9 Augustus, te 9 uur.

Die verschillende examens zullen plaats hebben in de lokalen van de faculteit der staats- en economische wetenschappen van de Vrije Universiteit te Brussel, 48, Franklin D. Rooseveltlaan.

B. DROIT.

I. Examen de docteur en droit.

Première épreuve : lundi 24 juillet, à 14 heures.
 Deuxième épreuve : vendredi 28 juillet, à 9 h. 30 m.
 Troisième épreuve : mercredi 2 août, à 9 h. 30 m.

II. Examen de licencié en notariat.

Première épreuve, deuxième épreuve et épreuve unique pour docteurs en droit : vendredi 4 août, à 9 h. 30 m.

Ces différents examens auront lieu dans les locaux de la faculté des sciences politiques et économiques de l'Université libre de Bruxelles, 48, avenue Franklin D. Roosevelt.

C. SCIENCES.

I. Candidature en sciences.

Groupes : Sciences mathématiques et physiques :

Première épreuve, deuxième épreuve et épreuves complémentaires : lundi 24 juillet, à 9 heures.

Groupes : Sciences géographiques et pharmacie :

Première épreuve : mardi 25 juillet, à 9 heures.

II. Licence en sciences.

Groupe : Sciences chimiques :

Deuxième épreuve : mardi 25 juillet, à 9 heures.

III. Examen d'agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur.

Epreuve unique : mercredi 26 juillet, à 9 heures.

IV. Examen de candidat-ingénieur civil.

Première et deuxième épreuve : lundi 24 juillet, à 9 heures.

V. Examen de candidat en sciences naturelles et médicales.

Première épreuve : mardi 25 juillet, à 9 heures.

Ces différents examens auront lieu dans les locaux de l'Université libre de Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt.

D. MÉDECINE.

I. Examen de candidat en sciences naturelles et médicales.

Deuxième épreuve, troisième épreuve et épreuve complémentaire : lundi 24 juillet, à 9 heures.

II. Examen de docteur en médecine, chirurgie et accouchements.

Première épreuve : mardi 1^{er} août, à 9 heures.

Troisième épreuve : jeudi 27 juillet, à 9 heures.

Quatrième épreuve : lundi 31 juillet, à 9 heures.

III. Licence en science dentaire.

Première et deuxième épreuve : mardi 1^{er} août, à 9 heures.

Ces différents examens auront lieu dans les locaux de la Faculté de médecine de l'Université libre de Bruxelles, boulevard de Waterloo.

IV. Examen de pharmacien.

Deuxième épreuve : lundi 24 juillet, à 10 heures.

Cette épreuve aura lieu dans les locaux de l'Université libre de Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt.

E. SCIENCES APPLIQUÉES.

I. Examen d'ingénieur civil des constructions.

Deuxième épreuve : lundi 24 juillet, à 9 heures.

II. Examen d'ingénieur civil chimiste.

Première épreuve : jeudi 27 juillet, à 9 heures.

Troisième épreuve : lundi 31 juillet, à 9 heures.

Ces différents examens auront lieu dans les locaux de l'Université libre de Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt.

B. RECHTEN.

I. Examen van doctor in de rechten.

Eerste proef : Maandag 24 Juli, te 14 uur.

Tweede proef : Vrijdag 28 Juli, te 9 u. 30 m.

Derde proef : Woensdag 2 Augustus, te 9 u. 30 m.

II. Examen van licentiaat in het notariaat.

Eerste proef, tweede proef en enige proef voor doctors in de rechten : Vrijdag 4 Augustus, te 9 u. 30 m.

Die verschillende examens zullen plaats hebben in de lokalen van de faculteit der staats- en economische wetenschappen van de Vrije Universiteit te Brussel, 48, Franklin D. Rooseveltlaan.

C. WETENSCHAPPEN.

I. Candidatuur in de wetenschappen.

Groepen : Wis- en natuurkundige wetenschappen :

Eerste proef, tweede proef en aanvullende proeven : Maandag 24 Juli, te 9 uur.

Groepen : Aardrijkskundige wetenschappen en artseneijbereidkunde :

Eerste proef : Dinsdag 25 Juli, te 9 uur.

II. Licentiaat in de wetenschappen.

Groep : Scheikundige wetenschappen :

Tweede proef : Dinsdag 25 Juli, te 9 uur.

III. Examen van geaggregeerde voor het middelbaar onderwijs van de hogere graad.

Enige proef : Woensdag 26 Juli, te 9 uur.

IV. Examen van candidaat-burgerlijk ingenieur.

Eerste en tweede proef : Maandag 24 Juli, te 9 uur.

V. Examen van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen.

Eerste proef : Dinsdag 25 Juli, te 9 uur.

Die verschillende examens zullen plaats hebben in de lokalen van de Vrije Universiteit te Brussel, Franklin Rooseveltlaan.

D. GENEESKUNDE.

I. Examen van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen.

Tweede proef, derde proef en aanvullende proef : Maandag, 24 Juli, te 9 uur.

II. Examen van doctor in de genees-, heel- en verloskunde.

Eerste proef : Dinsdag 1 Augustus, te 9 uur.

Derde proef : Donderdag 27 Juli, te 9 uur.

Vierde proef : Maandag 31 Juli, te 9 uur.

III. Licentiaat in de tandheelkunde.

Eerste en tweede proef : Dinsdag 1 Augustus, te 9 uur.

Die verschillende examens zullen plaats hebben in de lokalen van de Faculteit der geneeskunde van de Vrije Universiteit te Brussel, Waterloolaan.

IV. Examen van apotheker.

Tweede proef : Maandag 24 Juli, te 10 uur.

Deze proef zal plaats hebben in de lokalen van de Vrije Universiteit te Brussel, Franklin Rooseveltlaan.

E. TOEGEPASTE WETENSCHAPPEN.

I. Examen van burgerlijk bouwkundig ingenieur.

Tweede proef : Maandag 24 Juli, te 9 uur.

II. Examen van burgerlijk scheikundig ingenieur.

Eerste proef : Donderdag 27 Juli, te 9 uur.

Derde proef : Maandag 31 Juli, te 9 uur.

Die verschillende examens zullen plaats hebben in de lokalen van de Vrije Universiteit te Brussel, Franklin Rooseveltlaan.

AVIS DIVERS. — VERSCHILLENDE BERICHTEN.

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES.

L'Université libre de Bruxelles annonce la vacance de la chaire de médecine sociale à la faculté de médecine et de pharmacie.

Les demandes des candidats, avec curriculum vitæ, doivent parvenir, avant le 31 juillet 1950, à M. le recteur de l'université, 50, avenue Franklin D. Roosevelt.

Publications prescrites par l'arrêté royal du 30 mars 1936
(art. 897 du Code de Procédure civile).

Bekendmakingen
voorgescreven bij het koninklijk besluit van 30 Maart 1936
(art. 897 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering).

GREFFE DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE HUY.

Interdiction.

Par jugement rendu contradictoirement par le tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, chambre du juge unique, le dix juillet mil neuf cent cinquante, M. Jules Beine, sans profession, domicilié à Lincent, a été déclaré interdit de l'administration de sa personne et de ses biens.

Huy, le 18 juillet 1950.

Pour extrait conforme :
Le greffier surnuméraire,
P. RENSON.

(— N. 73. —)

GREFFE DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE BRUXELLES.

Mainlevée.

En cause de Avaert, Robert-Antoine-Eugène-Arnold, rentier, domicilié à Bruxelles, rue Notre-Dame-du-Sommeil, n° 7, demandeur, représenté par M° Leruth, avoué, contre M° Carton de Wiart, Xavier, avocat et juge suppléant, à Bruxelles, y domicilié, rue d'Arlon, n° 85, en sa qualité de conseil judiciaire du demandeur, défendeur, représenté par M° Beckers, avoué.

Par jugement rendu le 8 juillet 1950, la neuvième chambre du tribunal de première instance séant à Bruxelles, statuant contradictoirement et écartant comme non fondée toutes autres conclusions, ordonne la mainlevée du conseil judiciaire, dont le demandeur a été pourvu par jugement du tribunal de première instance d'Anvers, du 11 octobre 1913, et par jugement du tribunal de première instance de Bruxelles, du 13 octobre 1945. En conséquence, dit que les fonctions du défendeur *quattitate qua* prendront fin à compter du jour de la signification du présent jugement.

Bruxelles, le 11 juillet 1950.

Pour extrait conforme :
Le greffier,
A. MORETTE.

(— N. 74. —)

ANNONCES. — AANKONDIGINGEN.

SOCIETES COMMERCIALES. — HANDELSVENNOOTSCHAPPEN.

Tanneries d'Eupen et de Malmédy, société anonyme.
Registre du commerce de Verviers, n° 2555.
Siège social : Malmédy.

AVIS.

MM. les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à l'assemblée générale, qui se tiendra, le 31 juillet 1950, à 17 heures, au siège social, avenue des Alliés, 2, à Malmédy.

ORDRE DU JOUR :

Exposé de M. le président du conseil;
Nomination d'administrateurs et de commissaire.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont invités à se conformer aux dispositions statutaires, notamment en ce qui concerne le dépôt des titres.

(N. 13676.)

Le conseil d'administration.

Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo, société anonyme.

Siège social : 13, rue Bréderode, Bruxelles.
Registre du commerce de Bruxelles, n° 3920.

En exécution de l'article 33 des statuts, MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra, le samedi 22 juillet 1950, à 11 heures, rue Bréderode, 13, à Bruxelles.

ORDRE DU JOUR :

- 1° Rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires;
- 2° Bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1949; Répartition;
- 3° Décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1949;
- 4° Nominations statutaires.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires devront se conformer à l'article 34 des statuts. Ils pourront, à cet effet, déposer leurs titres jusqu'au 15 juillet 1950 inclus, soit :

A Bruxelles, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, et de ses agences;

En province, aux guichets des divers sièges administratifs de la Banque de la Société Générale de Belgique, ainsi qu'à ceux de leurs agences et bureaux auxiliaires.

N. B. Les opérations de transfert d'actions nominatives seront suspendues à partir du 15 juillet 1950 jusqu'à l'issue de l'assemblée.
(N. 13400.)

Le conseil d'administration.

« Produma », société anonyme, rue Iwein, Alost.

Assemblée ordinaire, au siège social, le 22 juillet 1950, à 11 h.
Ordre du jour : 1° Rapport des administrateurs et commissaire; 2° Bilan et compte profits et pertes; 3° Décharge aux administrateurs et commissaire; 4° Nominations statutaires. Se conformer à l'art. 33 des statuts, les titres à déposer au siège social. (N. 13401.)

Tanneries Lang & Cie, société anonyme.

Registre du commerce de Verviers, n° 4953.
Siège social : Malmédy.

AVIS.

MM. les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à l'assemblée générale, qui se tiendra, le 31 juillet 1950, à 16 heures, au siège social, avenue des Alliés, 2, à Malmédy.

ORDRE DU JOUR :

- Exposé de M. le président du conseil;
- Nomination d'administrateurs et de commissaire.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont invités à se conformer aux dispositions statutaires, notamment en ce qui concerne le dépôt des titres.

(N. 13677.)

Le conseil d'administration.

Société anonyme des Charbonnages des Quatre-Jean de Réтинne et Queue-du-Bois.

Siège social : à Queue-du-Bois (Liège).

TROISIÈME AVIS.

MM. les actionnaires sont informés, que conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, relatif à l'annulation des titres non déclarés, les parts sociales anciennes de la société, coupons 29 et 30 attachés, seront échangées à partir du 2 mai 1950 et jusqu'au 31 juillet 1950 contre de nouvelles parts sociales, coupon 1 et suivants attachés, auprès des établissements suivants :

A la Banque de la Société Générale de Belgique, à Liège; à la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles; dans les autres sièges et agences de cet établissement, ainsi qu'à la Banque d'Anvers, à Anvers, chargée en cette ville du service d'agence de la Banque de la Société Générale de Belgique. (N. 13680.)

Société commerciale gantoise, société anonyme, à Gand, place du Dock, 11.

Registre du commerce de Gand, n° 6940.

Assemblée générale extraordinaire des actionnaires, le lundi 31 juillet 1950, à 17 heures, dans les bureaux de la société anonyme Fiducia anversoise, 21-23, Longue rue Neuve, à Anvers. — Ordre du jour : 1° Changement de la dénomination de la société en « Ghent Shipping Cy »; 2° Transfert du siège social à Anvers; 3° Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les décisions prises; 4° Dissolution de la société; 5° Nomination du liquidateur et fixation de ses pouvoirs. Se conformer à l'article 25 des statuts. (N. 13681.)

Brasserie-Malterie-Distillerie « Montplaisir », société anonyme,
rue du Moulin, 10, à Lodelinsart.
Registre du commerce de Charleroi, n° 6271.

CONVOCATION.

L'assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1950 n'ayant pas réuni le quorum légal, MM. les actionnaires et porteurs de parts de fondateur sont convoqués à une nouvelle assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra au siège social, 10, rue du Moulin, à Lodelinsart, le 31 juillet 1950, à 11 h., et qui pourra valablement délibérer quelle que soit la portion du capital représentée.

ORDRE DU JOUR :

1° Réduction du capital social à concurrence d'une somme de treize millions cent cinquante mille francs pour le porter à deux millions trois cent nonante-cinq mille francs par la suppression des trois catégories des titres existants et la création de onze mille neuf cent septante-cinq parts sociales nominatives d'une valeur nominale de deux cents francs, jouissant d'une voix à l'assemblée générale des actionnaires et qui seront attribuées en échange des titres actuellement existants, de la manière suivante :

a) Attribution d'une part sociale nouvellement créée en échange de 10 actions ordinaires;

b) Attribution d'une part sociale nouvellement créée en échange de 10 parts de fondateur;

c) Attribution d'une part sociale nouvellement créée en échange de 4 actions privilégiées;

2° Augmentation à concurrence de quatre millions cent cinquante mille francs du capital social ainsi réduit pour le porter à six millions cinq cent mille francs par la création de vingt mille cinq cent vingt-cinq parts sociales nominatives d'une valeur nominale de deux cents francs jouissant d'une voix à l'assemblée générale des actionnaires.

Cette création sera réalisée :

a) Premièrement, au moyen de l'apport qui sera effectué par divers créanciers des créances qu'ils possèdent à charge de la société, ces créances, réduites volontairement par l'abandon préalable des intérêts réservés relatifs aux exercices mil neuf cent quarante-neuf et mil neuf cent cinquante, devant subir en outre une réduction volontaire et préalable de cinquante pour cent de leur valeur;

b) Secondement, au moyen de l'investissement en due forme de certains dépôts effectués antérieurement en vue d'une souscription au capital et ce aux mêmes conditions que ci-dessus;

c) Troisièmement, au moyen de la souscription par un groupe d'actionnaires des mille quatre cent nonante-deux parts sociales restantes représentant un capital de deux cent nonante-huit mille quatre cents francs dont un cinquième à libérer immédiatement et le solde avant le 31 décembre 1950;

3° a) Affectation des parties de créances et des intérêts réservés abandonnés faisant l'objet du secundo de l'ordre du jour à l'apurement du mali du compte de profits et pertes des exercices mil neuf cent quarante-huit et mil neuf cent quarante-neuf;

b) Affectation du montant de la réduction de capital faisant l'objet du primo de l'ordre du jour premièrement au solde du mali du compte de profits et pertes des exercices mil neuf cent quarante-huit et mil neuf cent quarante-neuf, secondement, par les soins du conseil d'administration à des amortissements et à une réduction éventuelle de l'actif immobilisé;

4° Modifications aux statuts :

a) Remplacement de l'article 5 par le texte ci-après :

« Le capital social s'élève à six millions cinq cent mille francs. Il est représenté par trente-deux mille cinq cents parts sociales nominatives d'une valeur nominale de deux cents francs jouissant d'une voix à l'assemblée générale des actionnaires. »

b) Adjonction d'un article 7quinquies relatant brièvement les conditions de la présente augmentation de capital.

c) Remplacement de l'article 10 par le texte ci-après :

« Les parts sociales sont nominatives. Il en sera tenu un registre au siège social. »

d) Mise en concordance des articles 11, 15 et 26 avec la décision prise en vertu du 2° et 3° de l'ordre du jour.

e) Suppression des mots « ou par le directeur général » à l'article 29.

f) Remplacement de l'article 31 par le texte ci-après :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux de toute nature et des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la société. Il sera prélevé annuellement sur ce bénéfice :

» 1. Cinq pour cent pour être affectés à la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque ce fonds aura atteint le dixième du capital social;

» 2. La somme nécessaire pour attribuer aux parts sociales un premier dividende de cinq pour cent;

» 3. La somme que l'assemblée générale décidera d'allouer à titre de tantième aux administrateurs;

» 4. La somme que l'assemblée générale décidera d'allouer aux commissaires;

» 5. La somme que l'assemblée générale décidera d'allouer au personnel à titre de gratifications.

» Le solde restant après ces attributions sera, en principe, réparti entre les parts sociales chacune d'elles conférant un droit légal.

» Toutefois, l'assemblée générale ordinaire pourra toujours décider que tout ou partie de ce solde sera affecté à la constitution du fonds de réserve extraordinaire ou de prévision ou sera reporté à nouveau. »

g) Remplacement de l'article 33 par le texte suivant :

« Le solde favorable de la liquidation, après paiement de toutes les dettes et charges incombant à la société servira à rembourser en espèces ou en titres le montant des parts sociales. L'excédent sera réparti entre les parts sociales au prorata de leur nombre. »

5° Election éventuelle d'administrateurs ou de commissaires;

6° En cas de rejet des points un, deux, trois et quatre du présent ordre du jour, dissolution de la société et nomination éventuelle de liquidateurs.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires et les porteurs de parts de fondateur sont priés de déposer leurs titres cinq jours au moins avant la réunion, au siège de la société, 10, rue du Moulin, à Lodelinsart, en vertu de l'article 26 des statuts.

(N. 13678.)

Le conseil d'administration.

« Sugatra », société anonyme, 25, rue du Navet, Anvers.

Assemblée générale, au siège social, mercredi 2 août 1950, à 14 h. — Ordre du jour : 1° Rapport des administrateurs et commissaire; 2° Compte pertes et profits; 3° Décharge aux administrateurs et commissaire; 4° Nominations statutaires. Se conformer à l'art. 23 des statuts.

(N. 13679.)

Gieterij Vulcain, naamloze vennootschap, Ledebaan, n° 94, Aalst.
Handelsregister van Aalst, n° 84.

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op Maandag 31 juli 1950, te 16 uur, in de maatschappelijke zetel.

DAGORDE :

1° Verslag van de raad van beheer en van de raad van toezicht;

2° Goedkeuring van de balans en van de verlies- en winstrekening afgesloten op 31 Maart 1950;

3° Ontlasting aan de beheerders en aan de commissarissen;

4° Herkiezing van een beheerder en een commissaris uittreidend en herkiesbaar.

De heren aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar art. 27 der statuten. De aandelen kunnen neergelegd worden in de Bank van Brussel, bijhuis Aalst of in de burelen der vennootschap, in de voormiddag, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.

(N. 13682.)

De raad van beheer.

« Garden City du Nouveau Parc d'Anvers », société anonyme,
établie à Wilrijk-Anvers.

Registre du commerce d'Anvers, n° 6839.

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra, en l'étude du notaire Antoine Cols, 3, rue Guillaume Tell, à Anvers, le lundi 31 juillet 1950, à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

1° Proposition de fusion avec la société anonyme « Entreprises et Placements immobiliers », à Anvers, par voie d'apport à cette dernière société de tout le patrimoine actif et passif de la société « Garden City du Nouveau Parc d'Anvers » contre remise de parts sociales de la société « Entreprises et Placements immobiliers » en nombre suffisant pour permettre l'échange dans la proportion de 5 parts sociales sans désignation de valeur « Garden City du Nouveau Parc d'Anvers » contre 3 parts sociales sans désignation de valeur de la société « Entreprises et Placements immobiliers », coupon n° 11 attaché;

2° A cet effet et inséparablement avec la proposition de la fusion, proposition de la dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive que la fusion proposée sera réalisée;

3° Fixation des conditions de l'apport et de la fusion. Pouvoirs en vue de réaliser la fusion;

4° Nomination des liquidateurs ayant pour mission :

a) D'apporter tout le patrimoine actif et passif de la société « Garden City du Nouveau Parc d'Anvers » suivant les conditions fixées en vertu des articles précédents de l'ordre du jour;

b) De faire constater la fusion par acte authentique, de charger la société absorbante de remettre directement aux actionnaires de la société « Garden City du Nouveau Parc d'Anvers » les titres leur revenant en vertu de cette fusion; d'achever la liquidation de la société; de prendre toutes autres mesures d'exécution; de donner décharge aux administrateurs et commissaires et en général d'agir suivant qu'il sera utile ou nécessaire pour l'exécution de leur mission.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 26 des statuts et de faire le dépôt de leurs titres, cinq jours au moins avant l'assemblée, soit au siège social, 42, place Verte, à Anvers; soit aux guichets de la Banque de Commerce; 9, Longue rue de l'Hôpital, à Anvers, ou de la Banque de Bruxelles, 20, Longue rue de l'Hôpital, à Anvers.

(N. 13684.)

Le conseil d'administration.

« Entreprises et Placements immobiliers », société anonyme,
établie à Anvers, place Verte, 42.

Registre du commerce d'Anvers, n° 1504.

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra, en l'étude du notaire Antoine Cols, à Anvers, 3, rue Guillaume Tell, le lundi 31 juillet 1950, à 16.30 h., avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

1° Proposition d'absorber la société anonyme « Garden-City du Nouveau Parc d'Anvers », ayant son siège à Wilrijk, sous la condition suspensive que les actionnaires de la dite société votent les propositions qui leur seront soumises en vue de cette fusion lors de l'assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin.

Détermination des conditions de cette fusion, notamment d'attribuer en rémunération de l'apport du patrimoine actif et passif de la société « Garden-City du Nouveau Parc d'Anvers » un nombre suffisant de parts sociales de la présente société pour permettre l'échange aux actionnaires de la société absorbée autres que la société absorbante, de cinq parts sociales sans désignation de valeur « Garden-City du Nouveau Parc d'Anvers » contre trois parts sociales sans désignation de valeur de la société « Entreprises et Placements immobiliers »;

2° Proposition d'augmenter le capital social de 2,291,490 francs par la création de 3,240 parts sociales nouvelles en vue de la rémunération de l'apport ci-dessus.

Constatation des apports et de la fusion avec annulation des titres de la société absorbée possédés en portefeuille par la société absorbante;

3° Annulation des parts sociales de « Entreprises et Placements immobiliers » possédées par la société absorbée et qui entreront dans le patrimoine de la société absorbante en conséquence de la fusion.

Par suite de cette annulation, réduction du capital de la société « Entreprises et Placements immobiliers » à concurrence de 1,654,965 francs pour le fixer ainsi à 9,761,525 francs;

4° Augmentation du capital à concurrence de 238,475 francs pour le porter ainsi à 10,000,000 de francs par l'incorporation au capital des réserves suivantes :

3,041 fr. 38 c. à prendre sur la réserve d'amortissement, et 235,433 fr. 62 c. à prendre sur la réserve légale; ce sans création de titres nouveaux;

5° Modifications aux statuts :

A l'article 1^{er}. Pour le remplacer par le texte suivant : « La société est anonyme. Sa dénomination est « Entreprises et Placements immobiliers. »

A l'article 5. Pour le remplacer par le texte suivant : « Le capital social est fixé à 10,000,000 de francs et est représenté par 23,400 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

» Le capital social peut être augmenté ou réduit, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts. »

A l'article 6. Pour le remplacer par le texte suivant : « Les parts sociales entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, qui a le droit à toute époque de demander, à ses frais, la conversion de ses titres nominatifs en titres au porteur et inversement. »

A l'article 9. Pour le remplacer par le texte suivant : « Il est affecté dix parts sociales à la garantie de la gestion de chaque administrateur. »

A l'article 10. Pour le remplacer par le texte suivant : « Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président; il se réunit sur convocation de son président ou de l'administrateur qui le remplace, chaque fois que l'intérêt de la société le demande.

» Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée, sauf en cas de force majeure.

» Tout administrateur, empêché ou absent, peut donner, par écrit ou télégramme, à un de ses collègues du conseil, délégation pour le représenter à toute réunion du conseil et y voter en son lieu et place. Le mandant sera, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

» Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

» Si, dans une séance du conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article soixante des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés du conseil. Lorsqu'à une séance, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il peut, dans une seconde réunion, tenue au plus tard dans les quinze jours suivants, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. »

A l'article 12. Pour le remplacer par le texte suivant : « Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués ou administrateurs-directeurs, chargés de l'exécution des décisions du conseil, confier la direction de l'ensemble ou de telle partie des affaires sociales à une ou plusieurs personnes choisies dans ou hors de son sein, et

déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés et ce par simple procuration signée par deux administrateurs, lesquels n'ont pas vis-à-vis des tiers à justifier d'une décision préalable du conseil.

» Le conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités fixes ou variables, à prélever éventuellement sur les frais généraux, des personnes mentionnées à l'alinéa précédent.

» Tous les actes qui engagent la société, autres que ceux de gestion journalière, sont signés par deux administrateurs, qui, vis-à-vis des tiers, n'auront pas à justifier de pouvoirs spéciaux. Il en sera notamment ainsi pour les actes auxquels un officier ministériel ou un fonctionnaire public prête son concours. Le conseil peut déléguer d'autres personnes pour signer en lieu et place de ces deux administrateurs.

» Toutefois, il suffira de la signature d'un seul administrateur ou d'une signature déléguée en vertu du paragraphe précédent, lorsqu'il s'agira de pièces et décharges pour l'administration des postes, chemins de fer, télégraphes ou téléphones, messageries ou autres entreprises de transports.

» Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, poursuites et diligences du président du conseil d'administration ou de deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier d'une délégation spéciale. »

A l'article 13. Pour le remplacer par le texte suivant : « Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale pour un terme de six ans maximum.

» Les commissaires sont soumis à réélection suivant un ordre de sortie déterminé comme pour les administrateurs.

» Il est affecté cinq parts sociales à la garantie de la gestion de chaque commissaire. »

A l'article 14. Pour le remplacer par le texte suivant : « L'assemblée générale fixe la rémunération des administrateurs et des commissaires.

» Le conseil d'administration est autorisé également à accorder aux administrateurs et commissaires, chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités fixes ou variables à prélever sur les frais généraux. »

A l'article 15. Pour le remplacer par le texte suivant : « L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le second vendredi du mois d'avril, à Anvers, à l'endroit désigné dans les avis de convocation, à onze heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant. »

Aux articles 16, 17, 18, 19 et 20. Pour les remplacer par les textes suivants :

« Art. 16. Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire de parts sociales doit déposer ses titres au porteur, au siège social ou dans l'un des établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'assemblée. Les titulaires d'actions nominatives ne peuvent y prendre part que pour les titres inscrits à leur nom, cinq jours francs au moins avant la date de la réunion.

» Art. 17. Tout propriétaire de parts sociales peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire réunissant les conditions requises pour assister et voter à l'assemblée. Toutefois, les mineurs et les interdits sont représentés par leurs tuteurs ou leurs curateurs; les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentées par un mandataire non-actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

» Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

» Le conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

» Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre de parts sociales qu'ils possèdent doit être signée par chacun d'eux ou par leurs mandataires avant d'entrer à l'assemblée.

» Art. 18. Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou, à son défaut, par l'administrateur qui le remplace.

» Le président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

» Art. 19. Chaque part sociale donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

» Art. 20. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises quel que soit le nombre de parts sociales réunies à l'assemblée, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

» Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

» En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité du nombre de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

» L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

» Toute proposition faite par les actionnaires pour être mise en délibération, doit être signée par des actionnaires représentant un cinquième au moins de l'avoir social, et être communiquée au conseil d'administration trente jours au moins avant l'assemblée.

» Art. 21. Il faut la résolution d'une assemblée générale extraordinaire délibérant conformément aux articles 70, 71, 72, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

- » 1° Modifier les statuts;
- » 2° Augmenter ou réduire le capital social;
- » 3° Décider la fusion de la société avec d'autres sociétés;
- » 4° Dissoudre anticipativement ou proroger la société; sauf pour le cas de dissolution anticipée, l'exception prévue à la partie finale de l'article 103 des mêmes lois.

» Art. 22. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, par le secrétaire et les scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

» Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil.

» Art. 23. L'année sociale prend cours le premier janvier et finit le trente et un décembre.

» Art. 24. L'excédent favorable du bilan, c'est-à-dire déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements jugés nécessaires constitue le bénéfice net.

» Sur ce bénéfice il est prélevé :

» 5 % au profit de la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint 10 % du capital social.

» Du solde :

» a) 8 % au conseil d'administration et au collège des commissaires, à répartir entre eux suivant leurs conventions particulières;

» b) 92 % aux parts sociales, à moins que l'assemblée ne décide, sur proposition du conseil d'administration, que tout ou partie de cette somme recevra une autre affectation ou soit reportée à nouveau.

» Art. 25. Les paiements à faire en vertu de l'article précédent sont effectués à l'époque, au lieu et de la manière désignés par le conseil d'administration.

» Art. 26. En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments, et fixe le mode de liquidation, conformément aux articles cent soixante-dix-neuf et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

» Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net sera réparti uniformément entre toutes les parts sociales, sous déduction pour les parts sociales non entièrement libérées, des sommes restant à verser sur leur prix d'émission.

6° Coordination des statuts.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 17 des statuts et de faire le dépôt de leurs titres, cinq jours au moins avant l'assemblée, soit au siège social, 42, place Verte, à Anvers, soit aux guichets de la Banque de Commerce, 9, Longue rue de l'Hôpital, à Anvers, ou de la Banque de Bruxelles, 20, Longue rue de l'Hôpital, à Anvers.

(N. 13685.)

Le conseil d'administration.

« Lizi », société anonyme, à Anvers, 24, avenue de Keyser.

Registre du commerce d'Anvers, n° 58686.

Une première assemblée n'ayant pas réuni le quorum requis, MM. les actionnaires sont priés d'assister à une seconde assemblée extraordinaire des actionnaires de la société, le 31 juillet prochain, à 11 heures, au siège social, 24, avenue de Keyser, à Anvers.

ORDRE DU JOUR :

1° Augmentation de capital à concurrence de 250.000 francs, pour le porter de 750.000 francs à 1.000.000 de francs, par incorporation — à due concurrence — de la réserve spéciale. Transformation des 750 actions de capital existantes, d'une valeur nominale de 1.000 francs par titre, en 750 parts sociales sans expression de valeur nominale, représentant chacune un sept cent cinquantième de l'avoir social;

2° Emission privée d'un emprunt obligataire, avec ou sans garantie spéciale, à concurrence d'un montant nominal maximum de 2.000.000 de francs. Pouvoirs au conseil d'administration en vue de l'exécution de cette décision ainsi que de l'établissement de toutes les modalités et conditions de cet emprunt.

Prière de se conformer à l'article 27 des statuts. (N. 13687.)

« Comextil », société anonyme, à Bruxelles.

MM. les actionnaires sont invités à assister à une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra 8, rue du Moniteur, à Bruxelles, le 31 juillet à 10 h. 45 m., avec l'ordre du jour suivant :

1° Proposition de dissolution anticipée de la société (art. 103 des lois coordonnées sur les sociétés);

2° Nomination éventuelle d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs et rémunérations.

MM. les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de se conformer à l'article 8 des statuts : dépôt des titres, cinq jours francs avant la réunion. (N. 13700.)

Magnesite Mining Company, naamloze vennootschap, in vereffening, Schuttershofstraat, 5, te Antwerpen.

Handelsregister van Antwerpen, n° 26675.

De heren aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op 31 Juli 1950, te 11 uur, ten zetel, met volgende dagorde :

- 1° Verslag van de vereffenaar;
- 2° Benoeming van een toezichter-narekenaar;
- 3° Vaststelling van een tweede buitengewone algemene vergadering die als dagorde zal hebben :
 - a) Verslag van de toezichter-narekenaar;
 - b) Ontlasting aan de vereffenaar;
 - c) Sluiting der vereffening.

Om ter vergadering toegelaten te worden dienen de heren aandeelhouders zich te houden aan de voorschriften door de wet en de standregelen voorzien. (N. 13683.)

Société des Eaux de l'Arrondissement de Charleroi, société anonyme, à Aiseau.

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra, à Bruxelles, en l'étude du notaire Muller-Vanisterbeek, rue aux Laines, 52, le lundi 31 juillet 1950, à 10 1/2 h.

ORDRE DU JOUR :

- 1° Rapports du conseil d'administration et des commissaires;
- 2° Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mai 1950;
- 3° Décharge aux administrateurs et commissaires;
- 4° Proposition de dissolution anticipée de la société en vue de la cession de son avoir;
- 5° Nomination de liquidateurs; détermination de leurs pouvoirs et émoluments.

Pour pouvoir participer à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de déposer, conformément à l'art. 20 des statuts, leurs titres et les éventuelles procurations, au siège social, cinq jours au moins avant la réunion. (N. 13686.)

Les Anciens Etablissements J. Fryns & C°, société anonyme, à Hasselt.

Registre du commerce, n° 45.

MM. les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le lundi 24 juillet prochain, à 14 h. 1/2, au siège social, à Hasselt.

ORDRE DU JOUR :

- 1° Rapport du conseil d'administration et du commissaire;
- 2° Examen et approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 avril 1950;
- 3° Décharge à donner aux administrateurs et commissaire;
- 4° Nominations statutaires.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux prescriptions de l'article n° 28 des statuts.

Les dépôts de titres seront reçus au siège social jusqu'au 18 juillet 1950 inclusivement.

Les Anciens Etablissements J. Fryns & C°.

Un administrateur délégué,

J. FRYNS.

(N. 13688.)

Société cotonnière du Bomokandi, société congolaise à responsabilité limitée.

Registre du commerce de Bruxelles, n° 24983.

MM. les actionnaires sont invités à assister à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société, qui se tiendra le samedi 29 juillet 1950, à 10 heures et demie, à Bruxelles, rue du Trône, n° 27, pour délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

Prorogation anticipée de la société pour un nouveau terme de trente ans; Modifications, en conséquence, de l'article 3 des statuts.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 29 des statuts.

Les dépôts des titres au porteur seront reçus aux guichets de la Banque belge d'Afrique, 3, rue de Namur, à Bruxelles. (N. 13706.)

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

OPENBARE BESTUREN EN TECHNISCHE ONDERWIJS.

PLACES VACANTES. — OPENSTAANDE BETREKKINGEN.

Vak- en Ambachtsschool, 3, Tolpoortstraat, Deinze.

Technisch leraar afdeling metaal, A3.

Een bediende.

Aanvraag te sturen aan het bestuur der school. (N. 13692.)

Stad Sint-Niklaas.

Openstaande betrekking.

Een plaats van schrijnwerker.

Bijzonderste voorwaarden :

- 1° 21 jaar geworden zijn vóór 1 Januari 1950;
 - 2° Niet ouder zijn dan 40 jaar op 31 December 1950. Verhoging met 5 jaar voor de rechthebbenden, vermeld in de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.
 - 3° Voldoen aan een vergelijkende bekwaamheidsproef. Bij gelijk aantal punten kan voorkeur gegeven worden aan de kandidaten die in het bezit zijn van diploma's of getuigschriften van schrijnwerker;
 - 4° Wedde : volgens goedgekeurd barema.
- Een volledige opgave der voorwaarden kan bij het stadsbestuur (secretariaat) worden verkregen.
- De aanvragen dienen vóór 31 Juli 1950 bij het schepencollege toe te komen. (N. 13691.)

Province de Brabant. — Institut des Industries de Fermentation, boulevard Maurice Lemonnier, 132a, à Bruxelles.

Les chaires suivantes sont à conférer :

A1. — Ecole spéciale d'ingénieurs-techniciens (régime français) :

- a) Professeur exclusif de brasserie-malterie (y compris matières premières, sous-produits, chimie et contrôle de la fabrication). (Licencié ou docteur en sciences, ingénieur-technicien spécialiste et muni de la dispense du Ministère de l'Instruction publique);
- b) Professeur exclusif de meunerie (chimie et technologie de la meunerie, boulangerie et biscuiterie).
- (Mêmes conditions que a);
- c) Chargé de cours de diététique (y compris chimie et technologie des céréales), 2 h. par semaine. (Licencié ou docteur en sciences);
- d) Chargé de cours de commerce et d'économie politique (y compris la comptabilité et le droit fiscal de la brasserie), 8 h. ½ par semaine (A1 et A2). (Licencié en sciences commerciales);
- e) Chargé de cours de soutirage et débit de bières, 1 h. par semaine. (Ingénieur-technicien spécialiste).

A2. — Ecole technique de chimie (régime français) :

- a) Professeur exclusif de chimie industrielle, physique et physico-chimie. (Licencié ou docteur en sciences);
- b) Chargé de cours d'électrotechnique, 2 h. par semaine. (Ingénieur civil);
- c) Chargé de cours d'oenologie et vinaigrerie, 3 h. par semaine. (Ingénieur-technicien biochimiste);
- d) Chargé de cours de contrôle de fabrication (laiterie et liquoristerie), 6 h. par semaine. (Ingénieur agronome);
- e) Chargé de cours d'hygiène, 1 h. par semaine. (Diplôme universitaire);
- f) Chargé de cours de machines frigorifiques, 1 h. par semaine. (Ingénieur civil);
- g) Chargé de cours de chimie analytique (y compris gazométrie), 3 h. ½ semaine. (Licencié en sciences ou ingénieurs-techniciens).

Ecole professionnelle de brasserie et de meunerie, B6/B5, section française :

- a) Chargé de cours contrôle fabrication brasserie, 1 h. par semaine;
- b) Chargé de cours technologie brasserie, 1 h. par semaine. (Pour a et b, ingénieur-technicien spécialiste et cinq ans de pratique);
- c) Chargé de cours comptabilité et économie, 2 h. par semaine; (Licencié en sciences commerciales ou expert comptable.);
- d) Chargé de cours de législation sociale, 1 h. par semaine. (Docteur en droit ou licencié en sciences commerciales.)

Ecole professionnelle de brasserie et de meunerie, B6/B5, section flamande :

- a) Chargé de cours de chimie analytique, 2 h. par semaine;
- b) Chargé de cours de chimie analytique (laboratoire), 3 h. par semaine. (a et b, licencié en sciences ou ingénieur-technicien);
- c) Chargé de cours de brasserie, 1 h. par semaine;
- d) Chargé de cours de contrôle de fabrication (laboratoire), 3 h. par semaine;
- e) Chargé de cours de meunerie, 3 h. par semaine. (c, d et e, ingénieur-technicien spécialiste ayant cinq ans de pratique industrielle);
- f) Chargé de cours de comptabilité et économie, 2 h. par semaine. (Licencié en sciences commerciales ou expert comptable.);
- g) Chargé de cours de législation sociale, 1 h. par semaine. (Docteur en droit ou licencié en sciences commerciales.)

Les candidatures doivent être adressées à M. le gouverneur du Brabant, avant le 31 juillet 1950.

Elles doivent être accompagnées des documents suivants :

- 1° Extrait de l'acte de naissance (en 2 exemplaires);

- 2° Certificat de bonnes vie et mœurs et civisme (2 exemplaires);
- 3° Copie légalisée des diplômes (en 3 exemplaires);
- 4° Curriculum vitae et emplois occupés (en 1 exemplaire);
- 5° Eventuellement, des certificats de cinq ans de pratique industrielle (en 1 exemplaire).

Renseignements : à l'Institut des Industries de Fermentation, boulevard Maurice Lemonnier, 132a, à Bruxelles.

Province Brabant. — Institut voor Gistingsbedrijven, Maurice Lemonnierlaan, 132a, te Brussel.

De volgende leerstoelen zijn te bevesten :

A1. — Bijzondere school voor technische ingenieurs (Frans taalstelsel) :

- a) Leraar met uitsluitend ambt, brouwerij-mouterij (inbegrepen grondstoffen, bijproducten, scheikunde en fabricatiecontrole). (Licentiaat of doctor in de wetenschappen, technisch ingenieur specialist, houder van de vrijstelling afgeleverd door het Ministerie van Openbaar Onderwijs);
- b) Leraar met uitsluitend ambt, maalderij (scheikunde, bedrijfsleer der maalderij, bakkerij en beschuifabricatie). (Zelfde voorwaarden als voor a);
- c) Lesgever in dieetleer (inbegrepen scheikunde en bedrijfsleer der graangewassen), 2 u. per week. (Licentiaat of doctor in de wetenschappen);
- d) Lesgever : handel en staatshuishoudkunde (inbegrepen boekhouding en fiscaal recht der brouwerij), 8 u. ½ per week (A1 en A2). (Licentiaat in de handelswetenschappen);
- e) Lesgever : aftapping en biertapperijen, 1 u. per week. (Technisch ingenieur specialist.)

A2. — Technische school voor scheikunde (Frans taalstelsel) :

- a) Leraar met uitsluitend ambt : nijverheidsscheikunde, physica en scheikundige physica. (Licentiaat of doctor in de wetenschappen);
- b) Lesgever : electrotechniek, 2 u. per week. (Civiel ingenieur);
- c) Lesgever studie der wijn- en azijnbereiding, 3 u. per week. (Technisch ingenieur-biochimist);
- d) Lesgever fabricatiecontrole (melkerij en likeurstokerij), 6 u. per week. (Landbouwkundig ingenieur);
- e) Lesgever gezondheidsleer, 1 u. per week. (Universitair diploma);
- f) Lesgever koelmachines, 1 u. per week. (Civiel ingenieur);
- g) Lesgever analytische scheikunde (gasmeetkunde inbegrepen), 3 u. ½ week. (Licentiaat in de wetenschappen of technisch ingenieur).

Beroepsschool voor brouwerij en maalderij B6/B5 (Franse afdeling) :

- a) Lesgever, fabricatiecontrole, brouwerij, 1 u. per week;
- b) Lesgever bedrijfsleer, brouwerij. (Voor a en b, technisch ingenieur specialist en vijf jaar praktijk);
- c) Lesgever boekhouding en economie, 2 u. per week. (Licentiaat in de handelswetenschappen of accountant);
- d) Lesgever sociale wetgeving, 1 u. per week. (Doctor in de rechten of licentiaat in de handelswetenschappen.)

Beroepsschool voor brouwerij en maalderij B6/B5 (Nederlandse afdeling) :

- a) Lesgever analytische scheikunde, 2 u. per week;
- b) Lesgever analytische scheikunde laboratorium, 3 u. per week. (a en b, licentiaat in de wetenschappen of technisch ingenieur);
- c) Lesgever brouwerij, 1 u. per week;
- d) Lesgever fabricatiecontrole (laboratorium), 3 u. per week;
- e) Lesgever maalderij, 3 u. per week. (c, d en e, technisch ingenieur specialist met vijf jaar praktijk in de nijverheid);
- f) Lesgever boekhouding en economie, 2 u. per week. (Licentiaat in de handelswetenschappen of accountant);
- g) Lesgever sociale wetgeving, 1 u. per week. (Doctor in de rechten of licentiaat in de handelswetenschappen.)

De candidaturen moeten aan de heer gouverneur van Brabant gericht worden vóór 31 Juli 1950.

De aanvragen moeten vergezeld gaan van volgende documenten :

- 1° Uittreksel van beboorteakte (2 exemplaren);
- 2° Certificaat van goed zedelijk gedrag en burgertrouw (2 exemplaren);
- 3° Echt verklaard afschrift der diploma's (3 exemplaren);
- 4° Curriculum vitae en betrekkingen (1 exemplaar);
- 5° Gebeurlijk, certificaten van vijf jaar praktijk in de nijverheid (1 exemplaar).

Inlichtingen : bij het Instituut voor Gistingsbedrijven, Maurice Lemonnierlaan, 132a, te Brussel. (N. 13690.)

Commune de Petit-Enghien.

A conférer : emploi temporaire de surveillant des travaux :

- 1° Chemin n° 205 (60 jours ouvrables);
- 2° Construction d'égouts (65 jours);
- 3° Dommages de guerre et travaux d'amélioration (divers) (40 jours).

Salaire brut journalier : 150 francs.

Conditions : Etre Belge, majeur, de bonne moralité et avoir les capacités requises. Eventuellement, il y aura un examen d'aptitude.

Demandes à adresser à M. le bourgmestre de Petit-Enghien par pli recommandé à la poste, pour le 25 juillet 1950, au plus tard.

Joindre copie des diplômes, références, certificat de moralité et de civisme.

Application loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947. (N. 13629.)

Province de Brabant.

Ecole provinciale de Batellerie « Jean Dubrucq », à Bruxelles.

Recrutement :

- a) Un(e) instituteur(trice) full-time (bilingue);
- b) Un chargé de cours de gymnastique et de natation (12 heures/semaine) (bilingue);
- c) Un chargé de cours de gymnastique (5 heures/semaine) (bilingue).

Age minimum : 21 ans.

Diplômes exigés :

- a) Instituteur(trice) primaire;
- b) Instituteur et diplôme du cours normal provincial d'éducation physique;
- c) Instituteur(trice) et diplôme du jury central pour la musique.

Pour renseignements et conditions, s'adresser au gouvernement provincial du Brabant, rue du Chêne, 22, à Bruxelles, 4° division, 3° section, bureau n° 13, tous les jours ouvrables, de 9 h. à midi.

Les demandes des candidats, accompagnées de toutes les pièces justificatives doivent parvenir à M. le gouverneur, avant le 31 juillet 1950.

Provincie Brabant.

Provinciale School voor Schipperskinderen « Jan Dubrucq », te Brussel.

Aanwerving van :

- a) Een onderwijzer(es) met volledig uurrooster (tweetalig);
- b) Een lesgever in turnen en zwemmen (12 uur/week) (tweetalig);
- c) Een lesgever in de muziek (5 uur/week) (tweetalig).

Minimum leeftijd : 21 jaar.

Vereiste diploma's :

- a) Lager onderwijzer(es);
- b) Onderwijzer en provinciale normaalleergang voor lichamelijke opvoeding;
- c) Onderwijzer(es) en middenjury voor de muziek.

Voor inlichtingen en voorwaarden, zich wenden tot het provinciaal bestuur van Brabant, Eikstraat, 22, te Brussel, 4° afdeling, 3° sekte, bureel 13, alle dagen van 9 tot 12 uur.

De aanvragen der kandidaten, vergezeld van de bewijsstukken, moeten de heer gouverneur vóór 31 Juli 1950 toekomen. (N. 13689.)

Commune de Hergenrath.

Emploi de cantonnier-fossoyeur et fontainier, à titre définitif. L'emploi ci-dessus est à conférer.

Conditions :

- 1° Age : de 25 à 35 ans, 40 ans pour les bénéficiaires des lois de priorité;
- 2° Habiter la commune dans les trois mois de la nomination;
- 3° Connaissance approfondie de la langue allemande et française;
- 4° Les candidats pourront être soumis à un examen.

Pièces à produire :

- a) Un certificat de milice;
- b) Un certificat médical;
- c) Un extrait d'acte de naissance;
- d) Un certificat de civisme, de bonne vie et mœurs;
- e) Une copie conforme des diplômes éventuels et certificat de capacité.

Traitement : traitement légal, catégorie 103B plus indemnités légales.

Demandes à adresser sous pli recommandé à M. le bourgmestre au plus tard le 2 août 1950. (N. 13693.)

Stadsbestuur van Gent.

Stedelijke kledingvakschool van de middelbare graad.

Onderstaande betrekkingen zijn te begeven :

- 1° 1 ambt van lesgeefster in het vaktekenen bij de dagleergangen (categorie C1), 12 wekelijkse lesuren;
- 2° 2 ambten van leraren in de algemene vakken bij de dagleergangen (categorie C1), volledige functie;
- 3° 1 ambt van leermeesters in snit en confectie bij de dagleergangen (categorie C1), volledige functie.

Aanvragen te sturen aan het college van burgemeester en schepenen vóór 25 juli 1950. (N. 13694.)

EXTRAITS DE JUGEMENTS — UITTREKSELS VAN VONNISSEN.

Adoptions. — Aannemingen.

Il résulte d'un jugement actuellement définitif rendu le vingt-deux mai mil neuf cent cinquante par le tribunal de première instance de Liège, transcrit à l'état civil de Liège, le cinq juillet mil neuf cent cinquante, que l'acte reçu par M^e Albert Jeghers, notaire à Liège, en date du deux février mil neuf cent cinquante suivant lequel M. Louis-Joseph Masset, ouvrier mineur, né à Seraing, le dix-sept avril mil neuf cent quatre, et son épouse qu'il assiste et autorise Mme Thérèse Borremans, sans profession, née à Schaerbeek le dix-huit juillet mil neuf cent treize, demeurant ensemble à Liège, rue Ferdinand Borny, 25; ont déclaré vouloir adopter : Lucien-Fernand-Charles Borremans, né à Seraing, le douze avril mil neuf cent quarante et un, enfant naturel reconnu de la dite dame Thérèse Borremans, a été homologué.

L'adopté portera désormais le nom de « Masset ».

Le conseil des adoptants :

J. Hansoul, avocat.

Liège.

Un jugement rendu le 27 mai 1950 par la 9^e chambre du tribunal de première instance siégeant à Bruxelles, transcrit le 8 juillet 1950, à Bruxelles II, a homologué l'acte passé le 23 janvier 1950 devant M^e Gérard Proost, notaire de résidence à Bruxelles, par lequel : 1^o M. Jean-Marie-Marc-Henry-Paul Reynders, né à Ixelles le 20 octobre 1914, et 2^o son épouse, dame Marie-Antoinette-Paule-Josèphe Vanwindekens, née à Ypres le 21 décembre 1913, domiciliés à Bruxelles, chaussée d'Anvers, 445, déclarent adopter le mineur Jean-Maurice, né à Paris, 10^e arrondissement, le 2 juillet 1947, enfant naturel non reconnu, et vouloir que celui-ci porte désormais le seul nom patronymique de Reynders.

Pour extrait conforme :

(Signé) M. VAN WIN, avoué.

(N. 13696.)

Bij vonnis der rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen dd. 20 April 1950, overgeschreven in de registers van de burgerlijke stand der gemeente Essen, op 3 Juli 1950, werd de op 23 Februari 1950, ten overstaan van de heer en M^e Emile Van Nuffel, notaris te Antwerpen, aldaar wonende, Britselei, 80, opgemaakte akte bekrachtigd, waarbij de heer Constant-Marcel-Corneel Van Ginderen, metaalbewerker, geboren te Essen (provincie Antwerpen), op 4 Juli 1914, en zijn echtgenote, die hij ten einde dezer bijstaat en machtigt, dame Emilia-Cornelia-Joanna Suykerbuyk, huisvrouw, geboren te Essen (provincie Antwerpen) op 13 September 1914, samen wonende te Essen, Heikantvenstraat, 16, verklaard hebben te willen aannemen het kind Paula-Magdalena-Philomena Nagels, geboren te Antwerpen op 17 November 1946, met hen wonachtig te Essen, Heikantvenstraat, n° 16, tevens verklarende dat dit kind voortaan enkel de naam Van Ginderen zal dragen.

Antwerpen, de 8 Juli 1950.

Voor uittreksel :

(Get.) J.-A. DE KEYSER.

(N. 13697.)

Tribunal de première instance de Dinant.

Concordat judiciaire.

Le dix juillet mil neuf cent cinquante, Gauthier, Jules, entrepreneur des travaux publics et privés à Dinant, a déposé une demande en concordat judiciaire au tribunal de première instance de Dinant.

Le greffier du tribunal,

(Signature illisible.)

(N. 13703.)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, dienstdoende rechtbank van koophandel.

Gerechtigd akkoord. — Oproeping van schuldeisers.

Bij beslissing van 8 Juli 1950, genomen in uitvoering van artikel 8 van het besluit van de Regent dd. 25 September 1946, op het gerechtelijk akkoord, heeft de rechtbank de vergadering der schuldeisers van Guns, Jan, aannemer van bouwwerken, wonende te Lebbeke, Dendermondse steenweg, n° 141, ingeschreven in het handelsregister van Dendermonde, onder n° 14273, vastgesteld op Donderdag 17 Augustus 1950, te elf uur voormiddag, in de zittingszaal der rechtbank, gerechtshof te Dendermonde.

De schuldenaars worden derhalve, overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Regent dd. 25 September 1946, uitgenodigd zich in persoon of vertegenwoordigd door een gevolmachtigde op die vergadering aan te bieden.

Dendermonde, de 10 Juli 1950.

De rechter-afgevaardigde :

J. ROLLIER.

(N. 13701.)

**Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde,
dienstdoende rechtbank van koophandel.**

Aanvraag tot gerechtelijk akkoord.

Het blijkt uit een verzoekschrift op 8 Juli 1949 nedergelegd, ter griffie der rechtbank van eerste aanleg, dienstdoende rechtbank van koophandel te Dendermonde, dat De Wolf, Armand, handelaar in textielwaren, wonende te Dendermonde, Gentse steenweg, n° 134, en ingeschreven in het handelsregister te Dendermonde, onder n° 14422, een gerechtelijk akkoord heeft aangevraagd.

Dendermonde, de 8 Juli 1950.

De griffier,
M. PIETERS.

(N. 13702.)

Gerechtelijke verklaringen van overlijden.

De procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, handelende ingevolge een vonnis van 28 Juni 1950, geveld door de voormelde rechtbank, eerste burgerlijke kamer, overeenkomstig de wet van 20 Augustus 1948, brengt ter kennis dat, bij verzoekschrift, hij gevorderd heeft dat het de rechtbank behage te zeggen voor recht en te verklaren dat de zes en twintigste Maart negentienhonderd vier en veertig, te Essen (Duitsland), is overleden Buijsse, Carolus-Eugenius-Ludovicus, geboren te Gent, de zesde Januari achtienhonderd drie en tachtig, zoon van Buijsse, Eugenius en van Van Goethem, Maria-Joanna-Eugenia, wonende te Oudenaarde, Stationstraat, n° 25, priester-aalmoezenier der gevangenis, ongehuwd.

Alle personen die ophelderingen, opmerkingen of bezwaren kunnen laten gelden in verband met dit verzoekschrift, dienen deze te laten worden aan het parket van de procureur des Konings, te Oudenaarde, binnen de twee maanden vanaf deze bekendmaking.

(N. 13698.)

De procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, handelende ingevolge een vonnis van 28 Juni 1950, geveld door de voormelde rechtbank, eerste burgerlijke kamer, overeenkomstig de wet van 20 Augustus 1948, brengt ter kennis dat, bij verzoekschrift, hij gevorderd heeft dat het de rechtbank behage te zeggen voor recht en te verklaren dat de derde of de vierde April negentienhonderd vijf en veertig, te Nordhausen (Duitsland), is overleden Decock, Denis-François-Xavier, geboren te Ronse de dertigste Augustus negentienhonderd zes en twintig, zoon van Decock, Urbain, en van Lauwerier, Marie-Elisa-Georgine, schrijnwerker, wonende te Ronse, Maagdestraat, n° 179, ongehuwd.

Alle personen die ophelderingen, opmerkingen of bezwaren kunnen laten gelden in verband met dit verzoekschrift, dienen deze te laten worden aan het parket van de procureur des Konings, te Oudenaarde, binnen de twee maanden vanaf deze bekendmaking.

(N. 13699.)

Bij tussenvonnis op verzoekschrift overgelegd door de heer procureur des Konings van Ieper, strekkende tot de gerechtelijke verklaring van overlijden van Renet, Mauritijs-Aloisius-Leopoldus, geboren te Ieper op 6 November 1900, zoon van Leopoldus en van Spillebout, Maria, echtgenoot Dubois, Julia, bediende, laatst gewoon te Ieper, aan de D'Hondstraat, 35, beveelt de rechtbank de onderaangegeve publicatie.

De personen die inlichtingen zouden kunnen verstrekken nopens het bestaan of het overlijden van voornoemde, worden verzocht deze te willen mededelen aan de heer procureur des Konings te Ieper.

(N. 13704.)

Bij tussenvonnis op verzoekschrift overgelegd door de heer procureur des Konings van Ieper, strekkende tot de gerechtelijke verklaring van overlijden van Druart, Charles-Edouard, geboren te Wervik op 7 Juni 1920, zoon van Désiré en van Delboo, Maria, ongehuwd, beroepsmilitair, laatst gehuisvest te Wijschate, Houtemstraat, 25, beveelt de rechtbank van Ieper de onderaangegeve publicatie.

De personen die inlichtingen zouden kunnen verstrekken nopens het bestaan of het overlijden van voornoemde, worden verzocht deze te willen mededelen aan de heer procureur des Konings te Ieper.

(N. 13705.)

Publication prévue par l'article 123octies du Code pénal.

**Bekendmaking
voorzien door artikel 123octies van het Wetboek van Strafrecht.**

Appel d'un jugement du conseil de guerre de la province de Brabant, en date du 30 décembre 1949.

La Cour militaire, par arrêt rendu le 29 mars 1950, à Bruxelles, en présence du condamné, actuellement coulé en force de chose jugée, a condamné Wery, Raymond-Henri, né à Liège le 1^{er} décembre

bre 1912, domicilié à Ixelles, boulevard Général Jacques, n° 129, de nationalité belge, du chef d'avoir, par esprit de lucre : 1° entre le 1^{er} juin 1941 et le 29 janvier 1943, sciemment livré ou communiqué en tout ou en partie, en original ou en reproduction, à une puissance ennemie, des objets, plans, écrits, documents ou renseignements dont le secret vis-à-vis de l'ennemi intéresse la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat, l'infraction ayant été commise envers la Belgique; 2° entre le mois de juillet 1941 et le 29 janvier 1943, méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi; 3° entre le 29 janvier et le 31 juillet 1943, sciemment servi la politique ou les desseins de l'ennemi; 4° entre le 1^{er} juin 1941 et le 29 janvier 1943, méchamment dénoncé six personnes à l'ennemi avec la circonstance qu'il en est résulté une privation de liberté de plus d'un mois pour quatre d'entre elles et pour deux autres, soit la mort, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave; à une peine unique : travaux forcés à perpétuité et à la dégradation militaire.

A constaté qu'il est frappé à perpétuité de la déchéance des droits énumérés, à l'article 123sexies du Code pénal ordinaire.

Pourvoi en cassation par le condamné le 1^{er} avril 1950. Rejeté par arrêt n° 5390 de la Cour de cassation, en date du 12 juin 1950. Frais : 1,078 francs.

Pour extrait conforme délivré à M. l'auditeur général près la Cour militaire, Bruxelles, le 24 juin 1950. Le greffier adjoint à la Cour militaire, (signature illisible).

(N. 83887.)

**Beroep van een vonnis geveld op verzet de 22 November 1949
door de krijgsraad te Gent.**

Het Krijgshof, bij arrest geveld de 20 April 1950, te Brussel, buiten tegenwoordigheid van de veroordeelde, thans in kracht van gewijsde gegaan, heeft Hissen, Jacques-Hubert, geboren te Urdingen (Duitsland) de 14 Februari 1886, wonende te Sint-Kruis, Julius Dhoogelaan, 25, Duitser, hoofdens : op 17 October 1942, met een kwaad opzet aangifte aan de vijand van vijf personen, hebbende voor deze een vrijheidsberoving van meer dan één maand voor gevolg gehad, veroordeeld tot drie jaar gevangenisstraf.

Heeft hem veroordeeld tot de levenslange ontzetting van de rechten bij artikel 123sexies van het Strafwetboek vermeld.

Arrest betekend ten huize, sprekende met zijn zoon, de 10 Mei 1950, door exploot van deurwaarder Ed. Demulder, wonende te Brugge. Kosten : 24 fr. 90 c. Staat van aanvullende kosten : 278 frank. Geen voorziening in verbrekking.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan de heer auditeur-generaal bij het Krijgshof te Brussel, Brussel, de 12 Juni 1950. De adjunct-griffier bij het Krijgshof, (onleesbare handtekening).

(N. 83889.)

Krijgsraad Luik, Nederlandse kamer. Vonnis op tegenspraak de 16 Juni 1950. Vanwijck, Joseph-Gerard-Charles, geboren te Maaseik de 13 November 1923, wonende te Maaseik, Hepperstraat, n° 7. Acht jaar gewone hechtenis, art. 113, 117 en 118bis van het Strafwetboek. Levenslang vervallen art. 123sexies, a, tot en met j, van het Strafwetboek.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan de heer krijgsauditeur bij de krijgsraad te Luik. Luik, de 28 Juni 1950. De adjunct-griffier, (get.) Copis, V.

(N. 83891.)

**Déchéance de la nationalité belge
(art. 1^{er} de l'arrêté-loi du 6 mai 1944).
Verval van de Belgische nationaliteit
(art. 1 der besluitwet van 6 Mei 1944).**

Krijgsraad Brabant. Vonnis verstek 16 Juli 1949, van Wienen, Pieter-Hendrik, geboren te Haarlem de 15 November 1881, (Nederland), wonende te Amsterdam (Holland), 62, Oranje Nassaulaan, een opsluiting voor de tijd van vijf jaar, artikelen 115, 117, 123ter van het Strafwetboek. Levenslang ontzet rechten artikel 123sexies Strafwetboek.

Gewaarmerkt uittreksel uitgereikt aan de heer krijgsauditeur bij de bestendige krijgsraad van Brussel.

Brussel, 30 Juni 1950. Voor de griffier van de krijgsraad. De adjunct-griffier, (get.) P. Nizette.

(N. 83885.)

Krijgsraad Brugge. Vonnis bij verstek 1 Augustus 1947, toepasselijk bij vonnis 16 Maart 1948. Roets, Gaston, geboren te Oedelem op 11 September 1918, gehuisvest te Oedelem, Oedelemstraat, 56, verval Belgische nationaliteit op 12 Mei 1950. Levenslang verval rechten artikel 123sexies Strafwetboek. Wapenaracht tegen België. Bekendgemaakt in Belgisch Staatsblad van 11 November 1949. Overgeschreven door ambtenaar burgerlijke stand de 2 Juni 1950.

(N. 83890.)

FILE COPY

Edgum hoar

February 21, 1950

Dear Mr. Vanheurck:

I write to acknowledge receipt of your letter of February 6[✓], 1950, with which you enclosed a copy of the loan contract relative to the 4% guaranteed Swiss Fs. 50 million loan of 1950 extended by a Swiss banking syndicate to the Societe Nationale de Credit a l'Industrie.

Very truly yours,

John M. Penton

Monsieur le Directeur Vanheurck
3e Direction Ir Bureau
Tresorerie et Dette Publique
Ministere des Finances
Bruxelles, Belgium

JFajans:jml



TRÉSORERIE
ET DETTE PUBLIQUE

Belgium loan
Bruxelles, le 6 février 1950

3e Direction Ir Bureau
T.D. 820

INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

WASHINGTON 25 D.C.

-:-:-:-:-:-:-

Emprunt garanti 4% 1950
de 50 millions de francs
suisses de la S.N.C.I.

1 annexe.

Messieurs,

✓ *no. encl. 1. 6. 10.*
Comme suite à mon télégramme du 31 janvier dernier,
j'ai l'honneur de vous envoyer la copie du contrat relatif à
l'émission en Suisse de l'emprunt garanti 4% 1950 de 50 millions
de francs suisses de la Société Nationale de Crédit à l'Indus-
trie.

Cette opération a pour but de procurer à cet orga-
nisme les fonds nécessaires pour le financement de la construc-
tion d'une raffinerie de pétrole en Belgique.

Je vous saurai gré de vouloir bien m'accuser la bonne
réception de la présente lettre et de son annexe.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considé-
ration distinguée.

Au nom du Ministre:
LE DIRECTEUR GENERAL,

J. Vanheurck.

*act.
Feb. 21*

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

FEB 16 9 04 AM 1950

Belgium loan

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

INCOMING WIRE

Date of Wire JANUARY 31, 1950

To INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION & DEVELOPMENT

From WASHINGTON, D.C.

BRUXELLES

TEXT: ETAT BELGE A GARANTI EMPRUNT 4 POUR CENT CINQUANTE MILLIONS
FRANCS SUISSES EMIS EN SUISSE JOUISSANCE 1ER FEVRIER 1950
PAR SOCIETE NATIONALE CREDIT A L'INDUSTRIE CONDITIONS
SIMILAIRES EMPRUNT PRECEDENT EMIS EN SUISSE EN 1949
PAR SOCIETE NATIONALE CHEMINS FER BELGES EMISSION DANS
PUBLIC CENT ET DEMI POUR CENT LETTRE SUIT.

VAN HEURCK DIRECTEUR GENERAL TR⁶SORERIE BELGIQUE

ROUTING:

ACTION copy to

MR. CRENA DE IONGH

INFORMATION copy to

Decoded by

ORIGINAL

*Mr. Basyn has informed
by Mr. Cliff of the receipt
of this telegram. Cx/ii*

LSI

M. T. ...

M²-Hoar

Cx

INCOMING WIRE

Date of Wire JANUARY 31, 1950

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

WASHINGTON, D.C.

BRUSSELS

RE: ...

...

...

...

...

...

VAN KAT ...

RECEIVED
INTERNATIONAL BANK FOR
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

JAN 31 12 45 PM 1950

ROUTING

ACTION copy to MR. GREEN ...

INFORMATION copy to

Decoded by

ORIGINAL

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

ROUTING SLIP

Date 16 June

T0-	Name	Room No.
1	<u>Mr. Hoar</u>	
2		
3		
4		

FOR-

Action	Initialing
Approval	Preparing Reply
Comment	Previous Papers
Filing	Noting and Returning
Full Report	Recommendation
Information	Signature

REMARKS

Do you agree pl that
this is "Confidential" rather
than "Private & Confidential"?
(Cp. copy to Rajans)

[Signature]

FROM- *[Signature]*

Belg Hoar
~~PRIVATE and~~
CONFIDENTIAL. *Ex*

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. E. R. Black

DATE: January 23, 1950.

FROM: A. S. G. Hoar

SUBJECT: BELGIUM - Consultation.

DECLASSIFIED

JAN 18 2017

WBG ARCHIVES

1. My attention has been drawn to a report in the Agence Economique et Financiere of January 14, 1950, to the effect that a Swiss bank syndicate will offer for public subscription, between January 17 and January 23, an external ^{4%} issue of the Belgian Societe Nationale de Credit a l'Industrie, in the amount of Swiss frs. 50 million. The loan is apparently to be guaranteed by the Kingdom of Belgium.

2. I spoke to Mr. Basyn about this report today and he said that, while he had known that something of the kind was in the wind, he had only just had confirmation of it.

3. I then pointed out to him that, in accordance with Article VII, Section 6, of the Belgian Loan Agreement, the Bank should have had prior notification. Mr. Basyn acknowledged that this was so, and said he would write to Brussels about it at once.

Ex.
ASGHoar/mo.

cc: Mr. Garner
Mr. Iliff
Mr. Fajans

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. A.S.G. Hoar
FROM: Joseph Fajans *JF*
SUBJECT: Belgium - Consultation

DATE: January 19, 1950

in Black
Note to (M. Basyn)
Today (23)
See 1/1

1. According to Agence Economique et Financiere of January 14, 1950, a Swiss bank syndicate will offer for public subscription between January 17 and January 23 an external 4% issue of the Belgian Societe Nationale de Credit a l'Industrie in the amount of Swiss frs. 50 million. The loan will be guaranteed by the Kingdom of Belgium. This is obviously the issue which has been mentioned in the New York Times article on the French railway loan.
2. The consultation clause is contained in the Belgian Loan Agreement (Article VII, Section 6) and only short term advances of foreign exchange from central banks of foreign countries to the National Bank of Belgium are exempted from it by virtue of the letter agreement of March 1, 1949, between the Bank, the Kingdom of Belgium and the National Bank of Belgium.
3. Would you wish me to speak informally to M. Basyn regarding this matter or would you prefer to take it up with the Embassy on a more formal basis?

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

ROUTING SLIP

Date 1/18/50

TO-		Name	Room No.
1		Mr. Knapp	
2			
3			
4			

FOR-

	Action		Initialing
	Approval		Preparing Reply
	Comment		Previous Papers
	Filing		Noting and Returning
	Full Report		Recommendation
	Information		Signature

REMARKS

Another case of foreign borrowing without prior consultation.

M. Rosen

FROM-

NOUVELLE EMISSION BELGE.--Geneve.--Un consortium de banques suisses offre en souscription publique, du 17 au 23 janvier, un emprunt exterieur 4% de la Societe Nationale de Credit a l'Industrie, Bruxelles, de 50 millions de francs suisses, jouissant de la garantie de l'Etat belge. Sa duree est de douze ans, avec faculte de denonciation apres huit ans. Le prix d'emission est fixe a 100 1/2%.

Ces caracteristiques sont identiques a celles des trois emprunts belges emis en Suisse en 1947, 1948 et 1949, a l'exception du prix de l'emission, qui avait ete de 99% pour ces derniers.

Source: Agence Economique & Financiere, January 14, 1950.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

OFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. S. R. Cope
Through Dr. L. Baranyai
FROM: Joseph Fajans
SUBJECT: M. Vanheurck's letter of November 20, 1952

DATE: November 24, 1952

In his letter, M. Vanheurck refers to Article VII Section 6 of the Loan Agreement of March 1, 1949. Since last fall, we have not relied on the provisions of this section in our relations with member countries. The revised policy on consultation was described in Mr. Hoar's letter to the Ministry of Finance dated October 8, 1951 and marked for M. Vanheurck's attention.

We decided that it would be better to refrain from reminding M. Vanheurck of Mr. Hoar's letter.

Dr. Baranyai

Investment Section

The letter might interest the Foreign

shown to Mr. Hoar
our Nov 25
H.